

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 novembre 2020

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

**Climat, Environnement,
Développement durable et Green Deal**

Voir:

Doc 54 1580/ (2020/2021):

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 022: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 november 2020

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

**Klimaat, Leefmilieu, Duurzame ontwikkeling
en Green Deal**

Zie:

Doc 54 1580/ (2020/2021):

001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 022: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

03437

<i>N-VA:</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen:</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<i>PS:</i>	<i>Parti Socialiste</i>
<i>VB:</i>	<i>Vlaams Belang</i>
<i>MR:</i>	<i>Mouvement Réformateur</i>
<i>CD&V:</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>PVDA-PTB:</i>	<i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<i>Open Vld:</i>	<i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<i>sp.a:</i>	<i>socialistische partij anders</i>
<i>cdH:</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>DéFI:</i>	<i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<i>INDEP-ONAFH:</i>	<i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<i>MOT</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Pour beaucoup, l'année 2020 a été et est une *annus horribilis*, au cours de laquelle le coronavirus a frappé nos vies et notre économie. Une crise comme nous n'en avons pas connue depuis longtemps et qui a un impact sur à peu près tous les domaines de la société.

Bien qu'elle ne vienne pas tout à fait de nulle part, car des épidémies comme celle-ci avaient déjà été prédites par les scientifiques, cette crise nous a tous surpris et ce, à l'échelle mondiale. Nous subissons les conséquences de cette crise sanitaire pendant longtemps, notamment en termes économiques et budgétaires.

Et pourtant, ce ne sera pas la dernière crise à laquelle nous serons confrontés. Nous aurons sans doute à subir plusieurs chocs dans les prochaines années à cause des différents déséquilibres qui ébranlent notre planète (comme la régression drastique de la biodiversité, la pénurie de nombreuses matières premières, le réchauffement climatique, etc.) ainsi que notre société (comme les famines, les conflits et le terrorisme, les pandémies, etc.). Les conséquences possibles de ces chocs nous font entrevoir un avenir fort sombre.

Mais il ne faut pas nécessairement en arriver là. Si nous nous engageons tous ensemble en faveur d'une société et d'une économie plus durables et plus résilientes, qui tiennent compte des limites écologiques, de la justice sociale et des générations futures, nous pourrions maintenir la prospérité humaine.

La crise du coronavirus est en quelque sorte un coup de semonce. Face aux conséquences humaines et socio-économiques, nous pouvons tirer des leçons de cette crise. Si, après tous ces dégâts, nous abordons maintenant la reconstruction d'une manière sensée et prévoyante, nous pouvons inverser la tendance et prévenir les autres chocs prévus ou en atténuer les effets. Bon gré mal gré, cette crise doit être saisie comme une occasion d'apporter un véritable changement, de poser les jalons d'une société, d'une économie et d'un monde plus durables. C'est notre devoir envers nos enfants et nos petits-enfants.

La politique de Développement durable apporte une contribution importante à la transition, en concertation et en partenariat avec les autres politiques. En concertation avec les autres membres du gouvernement fédéral et leurs administrations, en association avec les Régions de notre pays, en partenariat avec tous les acteurs de la société civile, les entreprises et autres organisations et initiatives citoyennes.

2020 was en is een *annus horribilis* voor veel mensen, waarbij Corona ons leven en onze economie ging bepalen. Een crisis zoals we er al heel lang geen meer gekend hebben en impact heeft op zowat alle domeinen van de samenleving.

Hoewel niet helemaal uit het niets voorgekomen, want epidemieën zoals deze werden reeds voorspeld door wetenschappers, heeft deze crisis ons allen verrast en dit op een wereldwijde schaal. We zullen de gevolgen van deze gezondheids crisis nog heel lang met ons meedragen, niet in het minst op economisch en budgettair vlak.

En toch zal dit ook niet de laatste crisis zijn waar we mee te maken hebben. In de komende jaren zullen we wellicht meerdere schokken te verduren krijgen als gevolg van de verschillende onevenwichten die onze planeet (bv. drastische vermindering van de biodiversiteit, schaarste van vele grondstoffen, klimaatopwarming etc.) en onze samenlevingen ondermijnen (bv. hongersnood, conflicten en terrorisme, pandemieën etc.). De mogelijke gevolgen van deze schokken schetsen een heel somber beeld van de toekomst.

Maar zover hoeft het niet te komen. Als we ons met zijn allen inzetten voor een duurzamere en meer veerkrachtige samenleving en economie, die rekening houdt met de ecologische grenzen, met een sociale rechtvaardigheid en met onze toekomstige generaties, kunnen we de menselijke welvaart behouden.

De coronacrisis kan onze wake-up-call zijn. Ondanks haar gevolgen op menselijk en socio-economische vlak, kunnen we leren van deze crisis. Door nu op een verstandige en vooruitziende manier om te gaan met de wederopbouw na deze ravage, een kentering teweeg te brengen en zo ook de andere voorspelde schokken voorkomen of de impact ervan milderden. Deze crisis moeten we noodgedwongen aangrijpen om een echte omslag te maken, om de koers te zetten naar een duurzamere samenleving, economie en wereld. We zijn het verplicht aan onze kinderen en kleinkinderen.

Het beleid duurzame ontwikkeling levert een belangrijke bijdrage aan de transitie, in overleg en in samenwerking met andere beleidsdomeinen. In overleg met de andere leden van de federale regering en hun administraties, in samenwerking met de gewesten van ons land, in samenwerking met alle actoren van het maatschappelijk middenveld, bedrijven en andere organisaties en burgerinitiatieven.

Les SDGs comme boussole de la politique

Fin 2015, tous les États membres des Nations Unies se sont ainsi engagés à prendre les initiatives et décisions pour mettre notre planète et notre société sur la voie de la durabilité: l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'Agenda 2030 représente un effort commun pour relever les grands défis économiques, sociaux, environnementaux et de paix, et ce non seulement pour les pays en développement, mais aussi explicitement pour les pays industrialisés et développés. En outre, l'Agenda 2030 ne s'adresse pas seulement aux gouvernements, mais préconise également la coopération et les partenariats entre gouvernements et entre les gouvernements et les entreprises, les syndicats, les ONG, le monde académique et autres.

L'Agenda 2030 se traduit par les objectifs de développement durable (*Sustainable Development Goals* – SDGs). Il s'agit de 17 objectifs (et 169 sous-objectifs). Ils concernent la pauvreté, la santé, le climat, la biodiversité, le travail décent et la croissance économique, une énergie abordable et durable, les inégalités, la production et la consommation durables, des services publics efficaces, la paix, etc.

Les Objectifs de développement durable visent à assurer la transition de notre société vers une société plus durable et plus résiliente. De toute évidence, une politique cohérente est nécessaire pour réaliser les objectifs socio-économiques et environnementaux, considérés comme un ensemble intégré.

En 2020, l'Agenda 2030 était en application depuis cinq ans. Nous avons donc atteint un tournant important, où il est crucial de prendre des mesures concrètes et significatives dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, y compris pour les objectifs qui sont plus difficiles à atteindre pour les États membres. Ce n'est pas sans raison que les Nations Unies appellent la prochaine période "La décennie de l'action et de la mise en œuvre". L'intégration de l'Agenda 2030 et des SDGs dans l'ensemble de la politique et des différentes institutions sera un point d'action important à cet égard.

Au niveau européen, les Objectifs de développement durable constituent déjà l'un des cadres politiques les plus importants pour l'actuelle Commission européenne. Dans ses lettres de mission, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a encouragé ses commissaires à contribuer à la réalisation des SDGs dans leur domaine politique et a indiqué que la Commission européenne dans son ensemble est responsable de la mise en œuvre des SDGs par l'Union européenne. Dans ce contexte, les Objectifs de développement durable ont été inclus dans le Semestre européen, qui est

De SDG's als kompas voor het beleid

Eind 2015 hebben alle lidstaten van de Verenigde Naties zich geëngageerd om de nodige initiatieven en beslissingen te nemen om onze planeet en maatschappij op een duurzame koers te brengen: Agenda 2030 voor Duurzame Ontwikkeling. Agenda 2030 staat voor een gezamenlijk streven om de grote uitdagingen op economisch-, sociaal-, milieu- en vredesvlak het hoofd te bieden, uitdagingen die er niet alleen zijn voor landen in ontwikkeling, maar expliciet ook voor de geïndustrialiseerde en ontwikkelde landen. Agenda 2030 spreekt bovendien niet alleen de overheden aan, maar bepleit samenwerking en partnerschappen tussen overheden en tussen overheden en bedrijven, vakbonden, ngo's, academische wereld, e.a.

Agenda 2030 wordt geconcretiseerd in de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen (*Sustainable Development Goals* in het Engels) of kortweg de SDG's. Dit zijn 17 doelstellingen (en 169 subdoelstellingen). Ze hebben betrekking op armoede, gezondheid, klimaat, biodiversiteit, waardig werk en economische groei, betaalbare en duurzame energie, ongelijkheid, duurzame productie en consumptie, sterke publieke diensten, vrede, e.a.

De duurzame ontwikkelingsdoelstellingen zijn gericht op de transitie van onze maatschappij naar een meer duurzame en veerkrachtige samenleving. Het is duidelijk dat een coherent beleid nodig is om de sociaaleconomische en de leefmilieu-doelstellingen als een geheel te realiseren.

Agenda 2030 was in 2020 vijf jaar in voege. We zijn dus op een belangrijk scharnierpunt gekomen, waarbij het zetten van concrete en betekenisvolle stappen in de implementatie van de Agenda 2030 cruciaal is, ook voor die doelstellingen die een grotere uitdaging zijn voor de lidstaten. Niet voor niets wordt de volgende periode door de Verenigde Naties "The decade of action and implementation" genoemd. Het mainstreamen van de Agenda 2030 en de SDG's doorheen het volledige beleid en de verschillende instellingen wordt hierbij een belangrijk werkpunt.

Op Europees vlak vormen de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen voor de huidige Europese Commissie reeds één van de belangrijkste beleidskaders. In haar missiebriefven spoorde Europese Commissie voorzitter Ursula von der Leyen haar commissarissen aan om binnen hun beleidsdomein bij te dragen aan het behalen van de SDG's en gaf ze aan dat de Europese Commissie in haar geheel verantwoordelijk is voor de implementatie van de SDG's in de Europese Unie. De Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen zijn in die context dan ook opgenomen in het Europese Semester, wat gelinkt is

lié au programme de relance de l'UE "Next Generation EU". Tant le *Green Deal* européen, la nouvelle stratégie de croissance de l'Union européenne, que le développement du pilier européen des droits sociaux font partie de la mise en œuvre européenne de l'Agenda 2030.

Sur la base de ce cadre international et de la politique européenne, nous voulons également intégrer davantage les Objectifs de développement durable en Belgique et garantir et accélérer leur mise en œuvre. Les SDGs, et leur mise en œuvre partielle dans le *Green Deal* européen, doivent devenir une boussole pour les politiques futures, y compris la politique de relance.

Dans le cadre de cette relance, nous engageons nos activités sur la base des résultats des recherches lancées par mon prédécesseur à la fin du mois de juin 2020. Cette recherche a permis de dresser un inventaire des possibilités et de formuler des recommandations concrètes sur la manière de mettre en œuvre une politique de relance socio-économique forte qui nous mette également sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable, notamment les objectifs climatiques ou la lutte contre les inégalités. Le rapport final de l'étude peut être consulté sur les sites web de l'IFDD (<https://www.developpementdurable.be/fr>) et des SDGs (www.sdgs.be). En tant que ministre du Développement durable, en collaboration avec le secrétaire d'État à la Relance et aux Investissements stratégiques, et les autres membres du gouvernement, je vais prendre en compte les recommandations de l'étude et les inclure dans le dialogue pour l'élaboration du plan de relance du gouvernement fédéral. En ce qui concerne un certain nombre de recommandations de l'étude, j'examinerai également comment celles-ci peuvent être mises en pratique ou si leur élaboration peut être soutenue par la politique de développement durable. Je pense, par exemple, à examiner la faisabilité d'un test de résilience pour les entreprises ou les secteurs. Je pense également à évaluer l'exposition aux mégatendances, comme la pénurie croissante de matières premières, et leur impact sur certains secteurs cruciaux pour la transition vers une société plus durable, comme les secteurs impliqués dans les énergies renouvelables ou la numérisation/industrie 4.0. Sur cette base, des stratégies seront ensuite élaborées, en accord avec les politiques européennes, pour y faire face.

Parce que les objectifs et sous-objectifs tels que formulés dans l'Agenda 2030 des Nations Unies n'ont pas toujours été SMART, et par conséquent ne sont pas toujours clairs ou mesurables, il a été décidé en 2020, dans un contexte belge, d'identifier ces objectifs et sous-objectifs non-SMART et ensuite de faire des propositions à différents niveaux d'ambition pour des objectifs plus SMART formulés au niveau belge. Les objectifs européens

met het EU-herstelprogramma "Next Generation EU". Zowel de Europese *Green Deal*, de nieuwe groeistrategie van de Europese Unie, als de verdere uitbouw van de Europese pijler van sociale rechten zijn onderdeel van de Europese implementatie van Agenda 2030.

Vanuit dit internationaal kader en het Europese beleid willen we dan ook duurzame ontwikkelingsdoelstellingen verder gaan mainstreamen in België en de implementatie ervan garanderen en versnellen. De SDG's, en de gedeeltelijke concretisering daarvan in de Europese *Green Deal*, moeten een kompas worden voor toekomstig beleid, met inbegrip van het relancebeleid.

In het kader van de relance gaan we dan ook aan de slag met de resultaten van het onderzoek dat eind juni 2020 nog door mijn voorganger werd gelanceerd. Het onderzoek bracht de mogelijkheden in kaart en leverde concrete aanbevelingen op over de manier waarop een krachtig socio-economisch herstelbeleid kan gevoerd worden dat ons ook op weg zet om de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen, waaronder de klimaatdoelstellingen of het tegengaan van ongelijkheid, te realiseren. Het eindverslag van het onderzoek kan worden geconsulteerd op de websites van de FIDO (www.duurzameontwikkeling.be) en de SDG-website (www.sdgs.be). Ik ga als minister voor Duurzame Ontwikkeling, in samenwerking met de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings en de andere regeringsleden, de aanbevelingen van het onderzoek ter harte nemen en meenemen in de dialoog tot opmaak van het relanceplan van de federale regering. Rond een aantal aanbevelingen van de studie zal ik ook nagaan hoe deze kunnen geconcretiseerd worden of hoe de uitwerking ervan mee ondersteund kan worden vanuit het beleidsdomein duurzame ontwikkeling. Ik denk hierbij bijvoorbeeld aan het onderzoeken van de haalbaarheid van een veerkracht-test voor bedrijven of sectoren. Ook denk ik aan het nagaan van de blootstelling en de impact aan megatrends zoals de toenemende grondstoffenschaarste, op bepaalde cruciale sectoren voor de transitie naar een duurzamere maatschappij, zoals de sectoren betrokken bij hernieuwbare energie of digitalisering/industrie 4.0. Op basis hiervan kunnen vervolgens ook strategieën worden ontwikkeld, in de lijn van het Europese beleid, om hiermee om te gaan.

Omdat de doelstellingen en subdoelstellingen, zoals geformuleerd in Agenda 2030 van de Verenigde Naties, niet altijd SMART werden geformuleerd, en bij gevolg niet altijd duidelijk of meetbaar zijn, in een Belgische context, werd in 2020 beslist deze niet-SMART doelstellingen en subdoelstellingen in kaart te brengen en vervolgens voorstellen te doen op verschillende ambitieniveaus voor meer SMART geformuleerde doelstellingen op Belgisch

ou nos pays voisins peuvent également servir d'inspiration à cet égard. Nous utiliserons les résultats de cette étude, qui seront normalement disponibles fin mars 2021, pour parvenir à un accord au sein du gouvernement et pour fixer, le cas échéant, des objectifs concrets en matière de SDGs pour la Belgique, afin de fournir une trajectoire claire et un suivi des progrès.

Une proposition de réforme de l'analyse de l'impact de la réglementation ou AIR sera également élaborée, en consultation avec les ministres concernés, afin de renforcer sa contribution à la qualité du processus d'élaboration des politiques. Les recommandations du Comité d'analyse d'impact (CAI) et une intégration et un alignement plus poussés avec les SDGs seront pris comme point de départ.

Enfin, nous continuerons aussi à utiliser les SDGs comme boussole dans la coopération et le soutien de la société civile, des entreprises et d'autres organisations. L'accent sera également mis sur la mise en œuvre des SDGs, et pas seulement sur la communication. Nous avons donc conçu le projet d'élaborer une Charte belge des SDGs pour les entreprises et autres organisations, avec des engagements concrets des signataires dans le domaine des SDGs, en nous inspirant aussi de la Charte européenne des SDGs élaborée sous le gouvernement précédent à la demande du ministre de la Coopération au développement. Dans un premier temps, nous allons identifier les exigences minimales, basées sur le concept multidimensionnel de développement durable, à inclure dans la charte, et ce en consultation avec les parties prenantes. Je vais également consulter mes collègues du gouvernement fédéral et, en particulier, la ministre responsable de la Coopération au Développement.

Un SDG-Forum annuel est organisé depuis deux ans. En 2018, il réunissait environ 700 participants et en 2019, ils étaient un millier. Après que l'édition 2020 soit inévitablement devenue une version numérique, nous espérons que l'édition 2021 redeviendra un événement physique. L'un des objectifs importants du forum est en effet de rassembler autour des SDGs des personnes et des organisations de différents horizons (entreprise, syndicat, ONG, service public, institution académique, etc.). La mise en œuvre des SDGs ne peut réussir que si tout le monde s'engage et veut conclure des partenariats dans ce cadre. Et il faut bien reconnaître qu'un événement physique se prête mieux à la rencontre et à l'échange qu'un événement numérique.

En 2021 également, des SDG Voices, sorte d'ambassadeurs des SDGs, seront nommés. Il est toujours important

niveau. Hiertoe kan ook inspiratie gevonden worden bij de Europese doelstellingen of bij onze buurlanden. We gaan de resultaten van deze studie, die normaal eind maart 2021 beschikbaar zullen zijn, gebruiken om binnen de regering een overeenstemming te bereiken en concrete doelstellingen voor België vast te leggen voor die SDG's waar dit nodig is, teneinde te kunnen voorzien in een duidelijk traject en opvolging van de vooruitgang.

Ook zal een voorstel worden uitgewerkt, in overleg met de bevoegde ministers, om de RegelgevingsImpactAnalyse of RIA te hervormen, teneinde deze sterker bij te laten dragen aan de kwaliteit van het beleidsvormingsproces. De aanbevelingen van het Impact Analyse Comité (IAC) en een betere integratie en afstemming met de SDG's zal hierbij als uitgangspunt worden genomen.

Tenslotte gaan we de SDG's ook verder hanteren als Kompas in de samenwerking en ondersteuning van het maatschappelijk middenveld, de bedrijven en andere organisaties. De focus zal hierbij ook komen te liggen op de implementatie van de SDG's, dan louter alleen op de communicatie. We hebben dan ook het plan opgevat om, mede geïnspireerd door het SDG Charter voor internationale samenwerking dat in de vorige regering werd uitgewerkt op vraag van de minister voor Ontwikkelingssamenwerking, een Belgisch SDG Charter voor bedrijven en andere organisaties uit te werken met concrete engagementen van de ondertekenaars op vlak van de SDG's. We gaan in eerste instantie in kaart brengen welke minimale vereisten, gebaseerd op het multidimensionele concept van duurzame ontwikkeling, het charter moet bevatten, en dit in overleg met de stakeholders. Ik ga hierbij ook in overleg gaan met mijn collega's in de federale regering en in het bijzonder ook met de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking.

Het organiseren van een jaarlijks SDG Forum begon twee jaar geleden. In 2018 telde men ongeveer 700 deelnemers en in 2019 waren er ongeveer 1 000 deelnemers. Nadat de editie 2020 noodgedwongen een digitale versie werd, hopen we van de editie 2021 terug een fysiek evenement te maken. Een van de belangrijke doelstellingen van het forum is dan ook het samenbrengen van mensen en organisaties vanuit een verschillende achtergrond (bedrijf, vakbond, NGO, overheidsdienst, academische instelling, e.a.) rond de SDG's. De succesvolle implementatie van de SDG's kan alleen gebeuren als iedereen zich engageert en hierrond partnerschappen wil aangaan. Een fysiek event leent zich nu eenmaal beter tot ontmoeting en uitwisseling, dan een digitale variant.

Ook in 2021 zullen SDG-Voices, een soort ambassadeurs voor de SDG's worden aangeduid. Het is nog

de communiquer à propos des SDGs et d'atteindre différents groupes qui ne sont pas nécessairement atteints efficacement par un gouvernement. En 2021, nous prendrons le temps d'évaluer le concept des SDG Voices et de voir si et comment nous pouvons passer de la communication à la mise en œuvre. Ceci sans, bien sûr, interrompre la communication concernant les SDGs. Les canaux de communication déjà développés, tels que la brochure des SDGs, les médias sociaux ou le site web des SDGs (www.sdgs.be), seront conservés et développés plus avant.

Réévaluer le cadre institutionnel du développement durable

La Belgique dispose d'un cadre institutionnel et juridique solide. C'est un atout majeur qui devrait nous permettre d'atteindre les Objectifs de développement durable (2030) et la vision fédérale à long terme du développement durable (2050). C'est l'un de nos points forts que nous avons mis en évidence lors de la présentation de notre Rapport national volontaire (RNV) aux Nations unies en 2017.

Au niveau fédéral, le cadre institutionnel a été fixé dans la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable. Cette loi établit un cycle politique pour le développement durable, dans lequel le Plan fédéral de développement durable (PFDD) occupe une position centrale. Le PFDD propose des actions à court terme (cinq ans) pour contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux de développement durable à long terme (horizon 2050) dans les engagements internationaux, en prenant en compte l'Agenda 2030, y compris les SDGs ou les engagements pris dans le cadre du *Green Deal* européen. Et c'est précisément là que le cadre institutionnel, solide, du moins sur papier, montre un certain nombre de lacunes dans la réalité. Le Plan fédéral de Développement durable n'existe plus depuis longtemps. Le dernier (deuxième plan) date de 2004 et devait se terminer en 2008. Toutefois, la loi du 5 mai 1997 prévoit expressément que le gouvernement doit adopter un plan fédéral dans l'année qui suit son installation. Je m'engage donc, sur la base de la proposition élaborée par la Commission interdépartementale pour le Développement durable, mise à jour en fonction des récents développements européens (dont le *Green Deal* européen), des engagements contenus dans l'accord de coalition fédéral du 30 septembre 2020, et des résultats de l'étude sur les SDGs comme boussole de la politique de relance, à soumettre un avant-projet de Plan fédéral à la population pour consultation, après que le gouvernement aura pris connaissance de l'avant-projet. Si le calendrier est strictement respecté, le gouvernement fédéral devrait pouvoir adopter un nouveau

alors toujours important de communiquer autour des SDGs et de différents groupes qui ne sont pas nécessairement atteints efficacement par un gouvernement. En 2021, nous prendrons le temps d'évaluer le concept des SDG Voices et de voir si et comment nous pouvons passer de la communication à la mise en œuvre. Ceci sans, bien sûr, interrompre la communication concernant les SDGs. Les canaux de communication déjà développés, tels que la brochure des SDGs, les médias sociaux ou le site web des SDGs (www.sdgs.be), seront conservés et développés plus avant.

Herwaarden van het institutioneel kader duurzame ontwikkeling

België beschikt over een sterk institutioneel en wetmatig kader. Het is een belangrijke troef die ons in staat moet stellen de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen (2030) en de federale langetermijnvisie inzake duurzame ontwikkeling (2050) te realiseren. Het was één van onze troeven die we naar voor hebben gebracht tijdens de presentatie van ons Nationaal Vrijwillig Rapport (NVR) aan de Verenigde Naties in 2017.

Op federaal niveau werd het institutionele kader vastgelegd in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federaal beleid aangaande duurzame ontwikkeling. In deze wet wordt een beleidscyclus voor duurzame ontwikkeling vastgelegd, waarbij het Federaal Plan voor Duurzame Ontwikkeling (FPDO) centraal staat. Het FPDO stelt de acties op korte termijn (vijf jaar) voor om bij te dragen tot de verwezenlijking van de federale langetermijndoelstellingen inzake duurzame ontwikkeling (horizon 2050) in de internationale verbintenissen, rekening houdend met Agenda 2030, incl. de SDGs, of de verbintenissen in het kader van de Europese *Green Deal*. En net hier vertoont het sterke institutionele kader op papier toch een aantal tekortkomingen in de realiteit. Het Federaal Plan Duurzame Ontwikkeling is reeds lange tijd onbestaande. Het laatste (tweede plan) dateert van 2004 en had een looptijd tot 2008 voorzien. Nochtans voorziet de wet van 5 mei 1997 uitdrukkelijk dat de regering een federaal plan aanneemt binnen het jaar na haar installatie. Ik engageer mij dan ook om, op basis van het voorstel dat werd opgemaakt door de Interdepartementale Commissie voor Duurzame Ontwikkeling en geactualiseerd werd op basis van o.a. de recente Europese ontwikkelingen (o.a. met betrekking tot de Europese *Green Deal*), de engagementen uit het federale regeerakkoord van 30 september 2020, en de resultaten van de studie aangaande de SDGs als kompas voor het herstelbeleid, een voorontwerp van federaal plan ter consultatie aan de bevolking voor te leggen, nadat de regering akte heeft genomen van het voorontwerp. Indien de timing strikt wordt gehanteerd moet

Plan fédéral de Développement durable, le troisième, avant les vacances d'été ou au plus tard à la fin du mois de septembre 2021. Ce processus, qui comprend la consultation des parties prenantes et une consultation publique, nécessitera donc un engagement important de la part des différentes administrations et de tous les membres du gouvernement en 2021.

Comme le prescrit la loi du 5 mai 1997, ce PFDD est à mettre en relation avec l'élaboration du Rapport fédéral sur le Développement durable par le Bureau fédéral du Plan (BFP) et avec le rôle joué par le Conseil fédéral du Développement durable (CFDD).

Le Bureau fédéral du Plan établit un Rapport fédéral sur le Développement durable conformément à la loi. Le prochain rapport, partie «Prospective», sera publié pour la fin de cette année. Ce rapport contiendra des scénarios de développement durable. Dans le cadre de cette «Prospective», les scénarios (qui seront probablement au nombre de deux) examineront les voies menant au développement durable qui sont susceptibles de nous permettre de réaliser à la fois les SDGs pour 2030 et un développement durable pour 2050. Je suis impatiente de découvrir ce rapport pour intégrer les recommandations dans la politique et je ne manquerai pas de le porter à l'attention du Parlement. Le BFP contribue aussi aux travaux de l'Institut interfédéral de Statistique pour définir une liste d'indicateurs destinés au suivi des sous-objectifs SDGs et les publier sur le site www.indicators.be.

Le Conseil fédéral du Développement durable (CFDD) a pour missions d'émettre des avis, d'être un forum de discussion, de proposer des études scientifiques et de susciter une participation active d'acteurs sociaux. Au cours de l'exercice 2020-2021, le CFDD a pris, nonobstant cette période difficile, de nombreuses initiatives qui contribuent à la réalisation de ses missions. Personnellement, je vais activement mettre à profit les possibilités offertes par l'interaction avec le Conseil; je pense par exemple à sa fonction d'avis dans le cadre de l'avant-projet de Plan fédéral de Développement durable.

Un autre aspect de notre solide cadre institutionnel est la concertation entre le gouvernement fédéral, les Communautés et les Régions sur le développement durable, dans l'esprit de l'engagement commun en faveur du développement durable inscrit dans la Constitution. La coopération s'inscrit dans le cadre de la Conférence interministérielle pour le Développement durable, au sein de laquelle une Stratégie nationale de Développement durable a été adoptée. Et là aussi, le cadre institutionnel solide sur papier est moins solide dans la réalité. Et cela a également été constaté par la Cour des comptes. Dans le rapport final du 14 juillet 2020 de "l'audit de préparation"

het mogelijk zijn voor de federale regering om voor het zomerreces of ten laatste eind september een nieuw, en derde, Federaal Plan voor Duurzame ontwikkeling goed te keuren. Dit proces, met inbegrip van de consultatie van de stakeholders en een openbare raadpleging, zal in 2021 dan ook heel wat inzet vragen van de verschillende administraties en van alle regeringsleden.

Dit FPDO moet, zoals door de wet van 5 mei 1997 vastgelegd, samen worden gezien met de opmaak van het Federaal Rapport Duurzame Ontwikkeling door het Federaal Planbureau (FPB) en de rol die de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling (FRDO) speelt.

Het Federaal planbureau stelt volgens de wet een federaal rapport inzake duurzame ontwikkeling op. Het volgende rapport, deel "Toekomstverkenning", wordt tegen het einde van het jaar gepubliceerd. Dit rapport zal scenario's "duurzame ontwikkeling" bevatten. In het kader van deze "Toekomstverkenning", zullen de (waarschijnlijk twee) scenario's de wegen onderzoeken om duurzame ontwikkeling te bereiken die ons kunnen leiden naar het realiseren van de SDG's tegen 2030 én een duurzame ontwikkeling tegen 2050. Ik kijk uit naar het rapport om de aanbevelingen mee te nemen in het beleid en ik zal niet nalaten het onder de aandacht van het parlement te brengen. Het FPB draagt ook bij aan de werkzaamheden van het Interfederaal Instituut voor Statistiek om een lijst van indicatoren te definiëren om de SDG-subdoelstellingen op te volgen en deze te publiceren op de website www.indicators.be.

De Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling (FRDO) heeft als opdracht advies te verlenen, een forum van debat te zijn, wetenschappelijke studies voor te stellen en actieve medewerking op te wekken van maatschappelijke actoren. Ondanks de moeilijke periode heeft de FRDO in het werkjaar 2020-2021 heel wat initiatieven genomen die bijdragen tot haar missie. Zelf zal ik actief gebruiken van de mogelijkheden die een interactie met de Raad biedt, denk bijv. aan haar adviesfunctie bij het voorontwerp van het Federaal Plan voor Duurzame Ontwikkeling.

Een ander aspect van ons sterk institutioneel kader is het overleg tussen de federale overheid, de Gemeenschappen en Gewesten betreffende duurzame ontwikkeling, dit in de geest van het gemeenschappelijk streven naar duurzame ontwikkeling zoals vastgelegd in de Grondwet. De samenwerking gebeurt binnen het kader van de Interministeriële Conferentie voor Duurzame Ontwikkeling, in welk kader ook een Nationale Strategie voor Duurzame Ontwikkeling werd overeengekomen. En ook op dat vlak is het sterke institutionele kader op papier minder sterk in de realiteit. En dat werd ook opgemerkt door het Rekenhof. In haar

sur la mise en œuvre, le suivi et le compte rendu des SDGs en Belgique, la Cour des comptes a indiqué que l'approche belge manquait de coordination adéquate entre les différents niveaux de pouvoir afin de parvenir à une politique réellement efficace. Elle a également noté que la Stratégie nationale pour le Développement durable n'a été que partiellement mise en œuvre et que la CIMDD a *de facto* cessé de fonctionner depuis fin 2017. La Cour des comptes recommande donc que la Conférence interministérielle pour le Développement durable soit à nouveau activée et qu'elle reprenne son rôle de coordination. Chaque niveau politique peut développer des initiatives au sein de ses propres compétences, mais la Cour des comptes demande toutefois qu'il y ait coopération. Cela doit se faire dans le cadre de la Stratégie nationale de Développement durable, avec des objectifs et mesures concrets. En tant que ministre fédéral du Développement durable, je m'engage donc à collaborer avec mes collègues du fédéral et les ministres des Communautés et des Régions concernés, pour mettre en place une bonne coopération et déployer les efforts nécessaires à cette fin. La bonne coopération au sein de la Conférence interministérielle pour le Développement durable sera également cruciale pour la préparation d'un deuxième Rapport national volontaire. La communauté internationale attend en effet de la Belgique, comme de nombreux autres pays, qu'elle produise un deuxième rapport sur la manière dont les objectifs de développement durable ont été "intégrés" et mis en œuvre dans la politique et la société en Belgique. Si la Belgique veut présenter ce rapport aux Nations unies en 2022 ou 2023, il est important d'entamer les travaux et la coopération nécessaire, y compris avec les parties prenantes, dès 2021. C'est possible dans le cadre de la Conférence interministérielle pour le Développement durable.

Le développement durable est inscrit dans notre Constitution par l'article 7bis comme une entreprise commune de l'État fédéral, des Communautés et des Régions, chacun poursuivant l'objectif du développement durable dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux dans l'exercice de ses compétences respectives, en tenant compte de la solidarité entre les générations. L'article en question a été déclaré ouvert à la révision et sera modernisé en mettant l'accent sur une transition juste dans les limites des frontières planétaires. Entre autres une société climatiquement neutre, une économie circulaire et l'arrêt de la perte de biodiversité constitueront d'importants fers de lance de la politique, ce évidemment sans préjudicier les différentes dimensions du développement durable et l'interdépendance de ces dimensions. L'adaptation de l'article 7bis peut servir de base à un accord de coopération et/ou à une loi spéciale interfédérale. Les ajustements seront effectués en concertation avec les Communautés et

eindrapport van 14 juli 2020 van de "prepariness review" met betrekking tot de implementatie, opvolging en rapportering van de SDG's in België, stelde het Rekenhof dat om tot een echt goed beleid te komen het in de Belgische aanpak ontbreekt aan een goede coördinatie tussen de verschillende niveaus. Zij stelde ook vast dat de Nationale Strategie voor Duurzame Ontwikkeling slechts op heel gedeeltelijke wijze werd uitgevoerd en de IMCDO *de facto* sinds eind 2017 niet meer functioneert. Het Rekenhof beveelt dan ook aan dat de Interministeriële Conferentie voor Duurzame Ontwikkeling opnieuw wordt geactiveerd en zijn coördinerende rol opneemt. Elk beleidsniveau kan binnen de eigen bevoegdheden initiatieven ontwikkelen, maar het Rekenhof vraagt wel dat er wordt samengewerkt. Dat moet gebeuren in het kader van de Nationale Strategie Duurzame Ontwikkeling, met concrete doelstellingen en maatregelen. Ik engageer mij dan ook als federale minister voor Duurzame ontwikkeling om samen met de betrokken federale collega's en de betrokken ministers van de Gemeenschappen en Gewesten te zoeken naar een goede samenwerking en de nodige inspanningen hiertoe te leveren. De goede samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Duurzame Ontwikkeling zal ook cruciaal zijn voor de opmaak van een 2^e Nationaal Vrijwillig Verslag. De Internationale gemeenschap verwacht namelijk dat België, net als de vele andere landen, een 2^e verslag brengt aangaande de manier waarop in België de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen werden "gemainstreamd" en geïmplementeerd in het beleid en de samenleving. Indien België in 2022 of 2023 dit verslag wil brengen aan de Verenigde naties, is het belangrijk de werkzaamheden en de nodige samenwerkingen, ook met de stakeholders, hiervoor al in 2021 op te starten. Dit gebeurt wat mij betreft het best in het kader van de Interministeriële Conferentie voor Duurzame Ontwikkeling.

Duurzame ontwikkeling is via het artikel 7bis verankerd in onze grondwet als een gemeenschappelijk streven van de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, waarbij elkeen bij de uitoefening van hun respectievelijke bevoegdheden de doelstelling van een duurzame ontwikkeling in haar sociale, economische en milieugebonden aspecten nastreven, rekening houdend met de solidariteit tussen generaties. Het betreffende artikel werd voor herziening vatbaar verklaard en zal deze beleidsperiode worden gemoderniseerd met aandacht voor een rechtvaardige transitie binnen de planetaire grenzen. Hierbij zijn o.a. een klimaatneutrale samenleving, een circulaire economie en de stopzetting van het verlies aan biodiversiteit belangrijke speerpunten van het beleid, dit natuurlijk zonder afbreuk te doen aan de verschillende dimensies van duurzame ontwikkeling en de onderlinge verbondenheid van deze dimensies. De aanpassing van het artikel 7bis kan een basis vormen voor een samenwerkingsakkoord en/of een bijzondere

les Régions. Une proposition de modernisation sera élaborée en 2021.

Rendre les chaînes de valeur plus durables

En raison de la mondialisation, il ne suffira pas de faire des efforts et d'apporter des changements ici même en Belgique ou, par extension, en Europe. Le monde est devenu un village et la mondialisation a une influence sur presque tous les aspects de notre société. C'est certainement le cas pour notre façon de produire et de consommer. Si nous voulons les rendre plus durables, il est important d'agir également dans les chaînes de production, et par extension dans les chaînes de valeur des entreprises, des organisations et des pouvoirs publics. La clé pour réaliser de grands gains environnementaux, sociaux et éthiques réside souvent dans des actions sur les chaînes, sans bien sûr se soustraire à sa propre responsabilité. Afin de parvenir à des modes de production et de consommation durables, les produits et les services devront être évalués sur l'ensemble de leur cycle de vie.

Dans le cadre de notre responsabilité en matière de développement durable, nous voulons contribuer à rendre les chaînes de valeur plus durables, en tenant compte de tous les aspects du développement durable. Ainsi, nous voulons travailler sur le respect des droits humains et sociaux au sein de ces chaînes, nous voulons travailler à une économie circulaire et nous voulons prêter attention à la préservation de la biodiversité. Les mots clés sont la coopération, la traçabilité et la transparence.

Dans le cadre des directives des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et des questions de la Commission européenne, un premier plan d'action national (PAN) sur les entreprises et les droits de l'homme a été élaboré lors de la précédente législature, en concertation avec les parties prenantes. Les travaux d'élaboration de ce PAN "Entreprises et Droits de l'Homme" se sont déroulés dans le cadre du groupe de travail sur la responsabilité sociale des entreprises de la Commission interdépartementale pour le Développement durable, à la demande et en collaboration avec le CoorMulti Droits de l'Homme, l'organe de coordination de la politique internationale des droits de l'homme du SPF Affaires étrangères. Le PAN "Entreprises et Droits de l'homme" a été élaboré sous la coprésidence de l'Institut fédéral pour le Développement durable et du SPF Affaires étrangères. Les actions du PAN ont toutes été mises en œuvre entre-temps. Le PAN prévoyait également une évaluation avec les parties prenantes dans les trois ans suivant son entrée en vigueur. Cette évaluation a eu lieu le 23 mai 2019. Outre la discussion sur l'état de la mise en œuvre du premier PAN, il a également été examiné si,

interfederaale wet. De aanpassingen zullen gebeuren in overleg met de Gemeenschappen en Gewesten. Een voorstel voor modernisering zal in 2021 worden uitgewerkt.

Focus op verduurzamen van waardeketens

Door de mondialisering zal het niet volstaan enkel hier bij ons, in België of bij uitbreiding Europa, inspanningen te leveren en verandering teweeg te brengen. De wereld is een dorp geworden en de mondialisering heeft zowat op alle aspecten van onze maatschappij invloed. Dit is zeker het geval voor onze manier van produceren en consumeren. Als we deze willen verduurzamen is het belangrijk om ook in de productieketens, en bij uitbreiding de waardeketens van bedrijven, organisaties en overheden acties te ondernemen. De sleutel om grote winsten te boeken op milieu, sociaal en ethisch vlak ligt vaak ook bij acties in de ketens, zonder daarbij natuurlijk de eigen verantwoordelijkheid uit de weg te gaan. Teneinde duurzame productie- en consumptiepatronen te krijgen zullen producten en diensten op hun hele levenscyclus moeten beoordeeld worden.

Vanuit de bevoegdheid duurzame ontwikkeling willen we dan ook bijdragen aan het verduurzamen van de waardeketens, dit met inachtneming van alle aspecten van duurzame ontwikkeling. Zo willen we werken rond het respect voor mensenrechten en sociale rechten in de ketens, willen we inzetten op een circulaire economie en willen we aandacht hebben voor het behoud van de biodiversiteit. Sleutelwoorden daartoe zijn samenwerking in de keten, traceerbaarheid en transparantie.

In het kader van de richtlijnen van de Verenigde Naties aangaande Bedrijven en Mensenrechten en de vragen vanuit de Europese Commissie werd in de vorige legislatuur een eerste Nationaal Actieplan (NAP) opgemaakt rond bedrijven en mensenrechten, dit in overleg met de stakeholders. De werkzaamheden tot opmaak van dit NAP Bedrijven en Mensenrechten gebeurden in het kader van de werkgroep maatschappelijke verantwoordelijkheid van de Interdepartementale Commissie voor Duurzame Ontwikkeling, op vraag en in samenwerking van de COORMULTI Mensenrechten, het coördinatieorgaan rond internationaal mensenrechtenbeleid bij de FOD Buitenlandse Zaken. Het NAP Bedrijven en Mensenrechten werd opgemaakt onder het co-voorzitterschap van het Federaal Instituut voor Duurzame Ontwikkeling en de FOD Buitenlandse Zaken. De acties uit het NAP zijn ondertussen allemaal geïmplementeerd. In het NAP werd ook een evaluatie voorzien met de stakeholders binnen de 3 jaar na inwerkingtreding van het NAP. Deze evaluatie vond plaats op 23 mei 2019. Hierbij werd niet enkel de stand van zaken van de uitvoering van het eerste NAP besproken, maar werd

comme dans d'autres pays, principalement européens, un deuxième PAN "Entreprises et Droits de l'homme" devait être élaboré. Le dialogue a déjà permis d'explorer les actions possibles et les points d'attention pour un éventuel deuxième PAN. Outre le large consensus des parties prenantes pour la préparation d'un deuxième PAN, il a également été suggéré qu'il soit basé sur une évaluation de base nationale (National Baseline Assessment – NBA), comme recommandé par les Nations Unies et la Commission européenne. Cette NBA a été mise en place à partir des ressources du développement durable en 2020 et les résultats seront livrés à la fin de l'année 2020. Ils constituent une base solide et de qualité pour la rédaction d'un deuxième PAN "Entreprises et Droits de l'homme". Je me concerterai donc avec la ministre des Affaires étrangères, sur la base de l'autorité pour le Développement durable, sur la manière dont les travaux pour un deuxième PAN peuvent être entamés au sein du groupe de travail responsabilité sociale de la CIDD, en consultation et en coopération avec le CoorMulti. Dans le cadre de ces travaux, des discussions sur l'éventuelle mise en place d'un cadre belge sur le devoir de diligence en appui au cadre législatif européen en cours d'élaboration par la Commission européenne pourraient avoir lieu.

Outre cet accent spécifique sur les entreprises et les droits de l'homme, nous voulons également nous concentrer sur les autres aspects du point de vue du développement durable. À cette fin, nous voudrions soutenir un certain nombre d'initiatives, comme par exemple le projet beAwear dans le secteur du textile et de l'habillement concernant la transparence et la traçabilité dans la chaîne de valeur. Nous étudions les possibilités de mettre en place des projets sectoriels similaires dans d'autres secteurs en 2021. L'accent devrait être mis sur la coopération au sein du secteur, mais aussi au sein du gouvernement, afin de parvenir à des approches cohérentes pour aider les entreprises et les organisations à rendre les chaînes de valeur plus durables. La possibilité d'un appel à projets spécifique sera envisagée.

Sur la base du développement durable, nous allons également coopérer avec d'autres partenaires et soutenir des projets sectoriels similaires comme, par exemple, le projet Beyond Food qui est préparé dans le cadre du groupe de travail de la CIDD sur la responsabilité sociale et qui est piloté par la DG Environnement du SPF SSCE.

En 2021, nous réaliserons également un certain nombre d'études de soutien axées sur la production et les chaînes de valeur. Une de ces études examinera dans quelle mesure les secteurs belges impliqués dans la transition vers les énergies renouvelables ou dans la numérisation/

ook nagegaan of er, zoals in andere, vooral Europese landen, een tweede NAP Bedrijven en Mensenrechten moet opgemaakt worden. In de dialoog werd ook reeds gepeild naar mogelijke acties en aandachtspunten voor zo een 2^e NAP. Naast de grote overeenstemming tussen de stakeholders voor de opmaak van een 2^e NAP, werd ook voorgesteld om deze te laten vertrekken vanaf een Nationale Baseline Assessment (NBA), zoals dit ook door de Verenigde Naties en de Europese Commissie wordt aanbevolen. Vanuit de middelen duurzame ontwikkeling werd in 2020 deze NBA opgezet en de resultaten ervan worden eind 2020 opgeleverd. Zij kunnen een sterke en kwaliteitsvolle basis bieden voor de opmaak van een 2^e NAP Bedrijven en Mensenrechten. Ik zal dan ook vanuit de bevoegdheid Duurzame Ontwikkeling in overleg treden met de minister van Buitenlandse Zaken, op welke manier de werkzaamheden voor zulk een 2^e NAP kunnen worden opgestart in de schoot van de werkgroep maatschappelijke verantwoordelijkheid van de ICDO, in overleg en samenwerking met de COORMULTI. Discussies over het mogelijk opzetten van een Belgisch kader inzake zorgplicht ter ondersteuning van het Europees wetgevend kader dat momenteel door de Europese Commissie wordt uitgewerkt, zou in het kader van deze werkzaamheden kunnen gebeuren.

Naast deze specifieke focus op Bedrijven en Mensenrechten willen we ons vanuit Duurzame Ontwikkeling ook toeleggen op de andere aspecten van duurzame ontwikkeling. Hiertoe willen we zelf een aantal initiatieven ondersteunen, zoals bijvoorbeeld het beAwear-project in de textiel en confectiesector aangaande transparantie en traceerbaarheid in de waardeketen. We bekijken de mogelijkheden om in 2021 soortgelijke sectorale projecten op te zetten in andere sectoren. Daarbij moet de focus liggen op samenwerking binnen de sector, maar ook binnen de overheid om te komen tot coherente benaderingen ter ondersteuning van de bedrijven en organisaties in de verduurzaming van de waardeketens. De mogelijkheid van een specifieke projectoproep zal hierbij bekeken worden.

Ook gaan we vanuit duurzame ontwikkeling onze medewerking en ondersteuning geven voor soortgelijke sectorale projecten zoals bijvoorbeeld het Beyond Food project dat wordt voorbereid in het kader van de werkgroep maatschappelijke verantwoordelijkheid van de ICDO en getrokken wordt vanuit de DG Leefmilieu van de FOD VVVL.

In 2021 gaan we ook een aantal ondersteunende onderzoeken uitvoeren die een focus hebben op productie- en waardeketens. Eén van die onderzoeken zal nagaan in welke mate de Belgische sectoren die betrokken zijn bij de transitie naar hernieuwbare energie of bij de digitalisering/

industrie 4.0 seront touchés (directement ou dans leurs chaînes de valeur) par la mégatendance de pénurie croissante des matières premières. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la récente communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 3 septembre 2020 relative à "la résilience dans le domaine des matières premières critiques: préparer la voie à une plus grande sécurité d'approvisionnement et à la durabilité". L'étude demandera également de soumettre un certain nombre de propositions concrètes sur la manière dont la résilience de ces secteurs peut être accrue. Sans vouloir anticiper les résultats attendus d'ici l'automne 2021, je suis convaincue que l'économie circulaire jouera sans aucun doute un rôle important à cet égard.

Enfin, nous voulons également nous concentrer sur la pérennisation de nos propres chaînes de production par le biais d'achats publics. Les marchés publics durables peuvent être considérés comme un levier important permettant aux autorités d'influencer la disponibilité sur le marché de produits, de services et de travaux respectueux de l'environnement, de la société et de l'éthique. Au niveau fédéral, 2 milliards d'euros par an sont consacrés aux marchés publics. Au niveau belge, ce montant est beaucoup plus élevé étant donné que les autorités régionales, mais surtout les administrations locales, émettent conjointement un grand nombre de marchés publics. De nombreuses politiques, initiatives, connaissances et expériences ont déjà été développées dans le domaine de la politique de développement durable, notamment le guide des marchés publics durables (<https://guidedesachatsdurables.be>). Afin de rendre les marchés publics fédéraux plus durables, des circulaires sont également utilisées. Celles-ci concernent parfois la politique générale, mais il existe aussi des circulaires spécifiques comme celle concernant le parc automobile fédéral. La circulaire générale sur la politique fédérale en matière d'achats durables est actuellement en cours de révision. La ministre de la Fonction publique, la ministre du Développement durable tout comme le Premier ministre sont ici impliqués. Une politique fédérale ambitieuse d'achats durables doit donc être concrétisée dans ces circulaires, ainsi que dans leur respect et leur suivi effectifs par les différents services publics. Dans ce contexte, un défi important est l'intégration plus forte des aspects sociaux/éthiques (droits de l'homme, droits du travail, revenu minimum vital, etc.) dans les chaînes de produits et de services qui sont achetés, ainsi que ce qui touche à la circularité. Ces deux aspects concernent non seulement le produit, le service ou le travail acheté, mais aussi la façon dont il est fabriqué dans la chaîne de production et la façon dont il est utilisé et traité après usage. Je m'engage donc à travailler avec mes collègues du gouvernement fédéral, et en particulier avec la ministre

industrie 4.0 geïmpacteerd (direct of in hun waardeketens) zullen worden door de megatrend betreffende de toenemende schaarste aan grondstoffen. Dit in het licht van de recente mededeling van 3 september 2020 van de Europese Commissie aan het Europees Parlement, de Raad, het Europees Economisch en Sociaal Comité en het comité van de Regio's aangaande de veerkracht op het gebied van kritieke grondstoffen: het uitstippelen van de weg naar een grotere voorzieningszekerheid en duurzaamheid. In de studie zal ook gevraagd worden om een aantal concrete voorstellen aan te leveren over hoe de veerkracht van deze sectoren hierrond kan verhoogd. Zonder vooruit te willen lopen op de resultaten die tegen het najaar 2021 verwacht worden, ben ik ervan overtuigd dat circulaire economie hierbij ongetwijfeld een belangrijke rol zal spelen.

En tenslotte willen we ook inzetten op het verduurzamen van onze eigen productieketens via overheidsaankopen. Duurzame overheidsopdrachten kunnen gezien worden als een belangrijke hefboom om vanuit de overheid invloed uit te oefenen op de beschikbaarheid van milieuvriendelijke, sociaal en ethisch verantwoorde producten, diensten en werken op de markt. Op federaal niveau gaat jaarlijks 2 miljard euro naar overheidsopdrachten. Op Belgisch niveau ligt dit bedrag nog veel hoger gezien de regionale overheden, maar vooral ook de lokale besturen, gezamenlijk heel wat overheidsopdrachten uitschrijven. In het beleidsdomein duurzame ontwikkeling werden hierrond al heel wat beleid, initiatieven, kennis en ervaringen ontwikkeld. Centraal hierin staat de gids voor duurzame overheidsopdrachten (<https://www.gidsvoorduurzameaankopen.be>). Voor het verduurzamen van de federale overheidsopdrachten wordt ook gebruikt gemaakt van omzendbrieven. Deze gaan soms over het algemeen beleid, maar er zijn ook specifieke omzendbrieven zoals bijvoorbeeld deze aangaande het federale wagenpark. De Algemene omzendbrief rond het federale beleid duurzame aankopen is momenteel in herziening. Zowel de minister van Ambtenarenzaken, de minister van Duurzame Ontwikkeling als de Eerste minister zijn hierin betrokken. Een ambitieus duurzaam federaal aankoopbeleid moet zich dan ook concretiseren in deze omzendbrieven, alsook in de echte naleving en opvolging ervan door de verschillende overheidsdiensten. Belangrijke uitdaging hierbij is het sterker integreren van sociaal/ethische aspecten (mensenrechten, arbeidsrechten, leefbaar loon, e.a.) in de ketens van producten en diensten die worden aangekocht, alsook circulariteit. Beide aspecten hebben niet enkel te maken met het product, dienst of werk dat wordt aangekocht, maar ook met de manier waarop het in de productieketen wordt gemaakt en de manier waarop het wordt gebruikt en na gebruik wordt behandeld. Ik engageer mij dan ook om samen met mijn collega's uit de federale regering, en in het bijzonder de minister voor Ambtenarenzaken en de

de la Fonction publique et le premier ministre, pour développer une politique ambitieuse d'achats durables qui soutienne la transition vers une société durable et qui prenne également en compte la manière de produire, de consommer et de traiter en fin de cycle de vie. Outre ces initiatives, nous examinerons également comment nous pouvons coopérer davantage au niveau européen et avec un certain nombre de pays pionniers tels que les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et d'autres pays dans le cadre de la mise en place de marchés publics plus durables. Nous envisageons notamment la participation à des projets internationaux tels que Transform Together, ARCTIC ou le Circular IT Pact, qui visent principalement à rendre le matériel informatique plus durable. À cette fin, nous chercherons également à coopérer avec d'autres administrations, non seulement au niveau fédéral mais aussi aux niveaux régional et local.

Dans les années à venir, la politique fédérale en matière de développement durable continuera à se fonder sur les Objectifs de développement durable et la vision fédérale à long terme du développement durable. Les SDGs peuvent être utilisés comme une boussole pour la manière dont nous voulons traduire les 6 axes prioritaires de l'accord de coalition en politique. Cette approche est fondée sur l'importance et la nécessité d'une coopération avec d'autres autorités publiques, avec d'autres acteurs de la société et avec les citoyens afin de parvenir à une économie et une société plus résiliente et durable. Une politique liée aux Objectifs de développement durable répond aux nombreux défis environnementaux, sociaux et économiques et s'inscrit également dans une dynamique et une attente européenne et internationale. Heureusement, la Belgique dispose également d'un cadre institutionnel très développé pour le développement durable, qui est envié par de nombreux autres pays. Il sera important de le déployer et de l'exploiter de manière efficace et efficiente. En outre, nous essaierons de générer un impact en partant d'une approche holistique et en gardant un œil sur le cycle de vie complet des produits et des services.

eerste minister, een ambitieus duurzaam aankoopbeleid uit te werken die de transitie naar een duurzame samenleving ondersteunt en ook oog heeft voor de manier van produceren, consumeren en verwerken aan het eind van de levenscyclus. Naast deze initiatieven gaan we ook nagaan hoe we verder kunnen samenwerken op Europees vlak en met een aantal koploperlanden zoals Nederland, Zweden, Denemarken, en andere in het kader van het verduurzamen van overheidsopdrachten. We bekijken onder meer de deelname aan internationale projecten zoals Transform Together, ARCTIC of het Circular IT Pact, die vooral werken rond de verduurzaming van ICT-materiaal. We gaan hiervoor ook samenwerking zoeken met andere administraties op federaal niveau, maar ook op regionaal en lokaal niveau.

Het federale beleid aangaande duurzame ontwikkeling zal in de volgende jaren verder gestoeld worden op de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen en de federale langetermijnvisie duurzame ontwikkeling. De SDG's kunnen als kompas worden gehanteerd voor de manier waarop we de 6 prioritaire assen uit het regeerakkoord in beleid willen omzetten. Deze benadering gaat uit van het belang en de noodzaak aan samenwerking met andere overheden, met andere actoren van de samenleving en met de burgers om te komen tot een meer veerkrachtige en duurzame economie en samenleving. Een beleid dat gelinkt wordt met de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen geeft antwoord op de vele uitdagingen die er zijn op het vlak van milieu, het sociale en de economie en kadert zich bovendien ook in een Europese en internationale dynamiek en verwachting. We hebben hiervoor in België gelukkig ook een sterk uitgebouwd institutioneel kader voor duurzame ontwikkeling, dat ons door vele andere landen wordt benijd. Het zal belangrijk zijn om dit op een efficiënte en effectieve manier in te gaan zetten en benutten. Bovendien gaan we impact proberen genereren, door te vertrekken vanuit een holistische benadering en oog te hebben voor de volledige levenscyclus van producten en diensten.

Le plus grand défi existentiel de notre époque est sans conteste la transition écologique juste de nos sociétés. Cette transition est écologique au sens scientifique du terme car elle concerne toutes les interactions entre nous, les organismes et l'environnement: l'économie, la société, l'environnement, la démocratie, la politique. C'est un défi existentiel car notre existence humaine à tous, ici en Belgique et ailleurs dans le monde, dépend totalement de nos conditions d'existence climatiques et environnementales, de l'habitabilité même de notre planète, qui est menacée. Comme l'ont montré les rapports du GIEC, de l'IPBES, de l'IRP, de l'ONU, de l'OCDE et de l'Union européenne, la viabilité de nos sociétés, la durabilité de nos économies, la stabilité de nos démocraties, nos libertés et droits fondamentaux dépendent complètement de la qualité des écosystèmes aux échelles locales, régionales, nationales et mondiales. Or notre trajectoire actuelle est insoutenable, cela ne fait plus l'objet d'aucune contestation scientifique désormais. Il y a urgence à changer de cap.

Il ne peut y avoir aucune justice sociale, aucune liberté ni aucune économie prospère sur un désert écologique. Notre qualité de vie dépend d'un environnement sain et beau. Notre économie dépend d'un approvisionnement pérenne en énergie durable et en ressources naturelles utilisées de manière soutenable. La justice sociale repose sur le droit à un environnement de qualité pour toutes et tous et sur la liberté de chacun(e) à s'inscrire, au travers de ses choix de vie et de son emploi, dans la dynamique de la transition écologique. La démocratie elle-même repose sur la prospérité sociale et économique et donc *in fine*, sur la bonne santé des écosystèmes, de la biodiversité et de l'environnement. Nous sommes une espèce vivante dont la survie même dépend d'interactions saines avec les autres êtres vivants.

La pandémie de COVID-19 nous rappelle cruellement que nous devons plus tenir compte des cris d'alarme des scientifiques. Il en va de même pour le climat, les écosystèmes, les ressources naturelles et les matières premières.

De nombreux travaux scientifiques ont démontré que la hausse constante de la fréquence des épidémies à caractère pandémique était liée à nos modes de vie insoutenables, au non-respect par l'économie mondialisée des espaces vitaux pour la faune sauvage, d'où provient vraisemblablement le virus du COVID-19. La destruction écologique est donc une des principales causes d'émergence de la pandémie. Les scientifiques nous en annoncent de nombreuses autres si nous ne

Onze samenleving staat ongetwijfeld voor de grootste existentiële uitdaging van onze tijd, met name het realiseren van een ecologische en rechtvaardige transitie. Daarbij wordt ecologisch opgevat in de wetenschappelijke betekenis van het woord want de transitie slaat op alle wisselwerkingen tussen ons, de organismen en de omgeving: economie, samenleving, leefmilieu, democratie, beleid. Het betreft een existentiële uitdaging want het menselijk bestaan van ons allemaal, hier in België en elders op onze aarde, is volledig afhankelijk van onze leefomstandigheden inzake klimaat en leefmilieu. We kunnen stellen dat de bewoonbaarheid van onze planeet in het gedrang is. Rapporten van het IPCC, het IPBES, het IRP, de VN, de OESO en de Europese Unie hebben aangetoond dat de leefbaarheid van onze samenleving, de duurzaamheid van onze economieën, de stabiliteit van onze democratieën, onze fundamentele rechten en vrijheden volledig afhankelijk zijn van de kwaliteit van de ecosystemen op lokaal, regionaal, nationaal en wereldvlak. Wetenschappelijk wordt niet langer betwist dat de huidige koers niet kan worden aangehouden. Een ommekeer is dringend nodig.

Een ecologische woestijn laat geen enkele sociale rechtvaardigheid, geen enkele vrijheid, geen enkele bloeiende economie toe. Onze levenskwaliteit hangt af van een mooie en gezonde omgeving. Onze economie is afhankelijk van een bestendige voorziening van duurzame energie en van natuurlijke hulpbronnen die op duurzame wijze worden aangewend. Sociale rechtvaardigheid berust op het recht op een kwaliteitsvolle omgeving voor iedereen en op de persoonlijke vrijheid van elkeen om bij de keuze van de levenswijze en beroepsmatig, de weg van de ecologische transitie in te slaan. Zelf stoelt democratie op sociale en economische welvaart, dus *in fine* op de goede gezondheid van de ecosystemen, de biodiversiteit en het leefmilieu. We zijn een levende soort waarvan het voortbestaan afhankelijk is van het gezonde weefsel van alle wisselwerkingen met de andere levende wezens.

De COVID-19-pandemie wijst er ons op wrede wijze op dat we meer rekening moeten houden met de noodkreeten van de wetenschappers met betrekking tot klimaat, ecosystemen, natuurlijke hulpbronnen en grondstoffen.

Talrijke wetenschappelijke werkzaamheden hebben aangetoond dat het toenemend voorkomen van epidemieën van pandemische aard te maken heeft met onze niet-duurzame levenswijzen, met het niet-eerbiedigen – door de geglobaliseerde economie – van de leefomgevingen van de wilde diersoorten, waar wellicht het COVID-19-virus vandaan komt. Ecologische afbraak is dus één van de vele oorzaken die de uitbraak van de pandemie mogelijk hebben gemaakt. Nog meer pandemieën

parvenons pas d'urgence à effectuer notre transition vers la soutenabilité. Mais la destruction écologique et nos modes de vie insoutenables sont également un facteur de renforcement significatif de la mortalité liée au coronavirus. Si notre air était plus pur, si nous consommons moins de nourriture de mauvaise qualité, si nous étions moins sujets à des maladies chroniques liés à notre sédentarité, il est vraisemblable que le nombre de victimes dû au COVID-19 aurait été bien moindre.

Il s'agit également d'une question de justice sociale. Ce sont en effet les populations les plus précarisées dans notre pays et ailleurs dans le monde qui subissent le plus les conséquences de la dégradation de l'environnement, de la mauvaise qualité des systèmes alimentaires non durables et les maladies chroniques qui sont liés à ces deux facteurs. Les populations précarisées sont ainsi devenues les principales victimes de la pandémie de COVID-19.

C'est pourquoi les scientifiques les plus éminents des sciences de la santé et de l'environnement parlent désormais non pas de pandémie mais de syndémie, du grec "avec". Cela signifie que ce n'est pas tant un petit virus qui a causé une telle crise historique au sein de nos sociétés, qu'un ensemble de causes qui sont toutes reliées à nos modes de vie non durables.

En respectant mieux à la fois le climat, l'environnement, les écosystèmes, la biodiversité et la faune sauvage, par des modes de vie durables, nous améliorons directement notre qualité de vie et notre santé publique. Par une transition écologique concertée, nous minimiserons le risque qu'une zoonose provoquée par un virus issu de la faune sauvage, ne se transforme en épidémie, puis en nouvelle pandémie à l'avenir.

Les institutions internationales ont ainsi développé depuis une dizaine d'années une vision intégrée de la santé humaine, animale et environnementale, de la santé des écosystèmes vivants, sous le concept de "One Health". De la même manière, l'ONU a proposé une vision intégrée de la prospérité humaine, via les Objectifs de développement durable, auxquels la Belgique a souscrit officiellement. Dans le *Green Deal* européen encore, il s'agit aussi de concilier prospérité économique, justice sociale et transition face aux urgences écologiques. Il faut abandonner la pensée en silos, qui réduit les problèmes en étant aveugle à leurs interactions et à leurs rétroactions. À un problème systémique et transversal, il faut apporter des réponses systémiques et transversales, dans une vision intégrée de la prospérité humaine. Cette nouvelle manière de penser de manière systémique, transversale et intégrée, qui relie justice sociale, droit à

worden aangekondigd door de wetenschappers indien wij er niet dringend in slagen om onze transitie naar duurzaamheid te realiseren. Ecologische afbraak en onze manier van leven dragen echter ook significant bij tot meer corona-mortaliteit. Indien onze lucht zuiverder was, indien wij ons minder te goed deden aan voedsel van slechte kwaliteit, indien wij minder vatbaar waren voor chronische ziektes die te maken hebben met onze sedentariteit, is het aannemelijk dat het aantal overlijdens als gevolg van COVID-19 duidelijk lager zou zijn geweest.

Het gaat om een zaak van sociale rechtvaardigheid. Immers, zowel in ons land als elders in de wereld staan de meest behoeftige bevolkingsgroepen het meest bloot aan de slechte kwaliteit van het leefmilieu, de slechte eetgewoonten uit niet-duurzame voedselsystemen en de chronische ziektes die aan beide factoren gelinkt zijn. Behoeftige bevolkingsgroepen zijn zodoende de belangrijkste slachtoffers van de COVID-19-pandemie geworden.

Om die reden spreken de meest toonaangevende gezondheids- en milieuwetenschappers voortaan niet langer over een pandemie, maar over een syndemie, van het Griekse "syn" (= met), waarmee bedoeld wordt dat de historische crisis als deze voor onze samenlevingen niet zozeer veroorzaakt werd door een klein virus, maar door een geheel van oorzaken die allemaal gelinkt zijn aan onze niet-duurzame leefgewoonten.

Door meer eerbied aan de dag te leggen – met een duurzame levenswijze – voor zowel klimaat, milieu, ecosystemen, biodiversiteit en wilde soorten zullen wij rechtstreeks onze levenskwaliteit en volksgezondheid verbeteren. Met een overlegde ecologische transitie zullen wij het risico dat een zoönose – een virus ontstaan bij wilde diersoorten – uitmondt in een epidemie, tot een minimum herleiden.

Sinds een tiental jaren hebben internationale instellingen dan ook, onder het begrip "One Health", een geïntegreerde visie ontwikkeld op de menselijke, dierlijke en milieu-gezondheid en op de gezondheid van de levende ecosystemen. Zo ook hebben de Verenigde Naties, met hun Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen – die België officieel heeft onderschreven – een geïntegreerde visie op de menselijke voorspoed voorgesteld. Ook beoogt de Europese *Green Deal* economische voorspoed, sociale rechtvaardigheid en transitie als antwoord op de ecologische noodsituaties met elkaar te verzoenen. Er moet worden afgestapt van een silo-benadering, waarin de problemen herleid worden zonder oog te hebben voor wisselwerkingen en terugkoppelingen. Een systemisch en transversaal probleem vereist systemische en transversale antwoorden, binnen een geïntegreerde visie van de menselijke voorspoed. Dit nieuw systemisch,

un environnement sain et liberté d'effectuer sa transition écologique, animera ma prise en charge des compétences du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du *Green Deal*, et ma collaboration avec mes collègues du gouvernement.

Une politique climatique innovante et moderne fait partie des meilleurs moyens de parvenir à un monde où l'ensemble des citoyens bénéficient d'un maximum de possibilités de construire leur vie librement.

Elaboré en concertation avec les régions, communautés et pouvoirs locaux, le plan de relance belge accélérera la transition vers une économie bas carbone, durable et résiliente. Il intégrera les objectifs de durabilité environnementale de notre société et de notre économie, à savoir: une neutralité climatique de l'économie, un assainissement de l'environnement, une restauration des écosystèmes (terre et mer) et de la biodiversité, une utilisation durable et efficace de l'énergie et des ressources, une économie circulaire et des cycles de matériaux non toxiques, une consommation et une production saines et durables. Ce plan de relance de la Belgique et des entités fédérées s'articule avec le *Green Deal* européen pour optimiser les synergies. Il sera essentiel de respecter le principe de "Do no harm", bien connu des médecins sous la forme "d'abord ne pas nuire". Il serait en effet absurde de consacrer plus de budgets publics à des activités économiques que l'on sait désormais non durables, en se privant de moyens budgétaires indispensables et rares en cette période pour redéployer l'économie et soutenir la transition juste et effective. Le "there is no alternative" doit désormais se comprendre comme suit: il n'y a pas d'alternative à une transition écologique et solidaire. Nous n'avons pas le choix, nos existences, notre solidarité et notre liberté sont en jeu.

Le gouvernement agira en conformité totale avec les principes du développement durable tels que définis par les Nations Unies: nous nous devons d'être tous et toutes solidaires sur notre seule et unique planète, et encore plus solidaires sur la petite parcelle de planète qu'est notre beau pays. Il y a urgence et il n'est pas question de regarder ailleurs. Le gouvernement fédéral s'inscrit complètement dans les ambitions climatiques de Paris et dans le *Green Deal* européen. L'ambition est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 et de parvenir dans notre pays à la neutralité climatique pour 2050.

transversaal en geïntegreerd denkmodel, dat sociale rechtvaardigheid, recht op een gezond leefmilieu en vrije uitvoering van de ecologische transitie aan elkaar linkt, zal ik tot het mijne maken in mijn uitvoering van de bevoegdheden Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* en mijn samenwerking met de collega's in de regering.

Een innovatief en modern klimaatbeleid behoort tot de beste manieren om te komen tot een wereld waarin iedereen haar of zijn leven in alle vrijheid vorm kan geven.

Het Belgische relanceplan dat zal opgesteld worden in overleg met de Gewesten, de Gemeenschappen en de lokale overheden, zal de transitie naar een klimaatneutrale, duurzame en veerkrachtige economie versnellen. In dat plan zullen de doelstellingen inzake milieu-duurzaamheid van onze samenleving en onze economie worden opgenomen, met name decarbonisering van de economie, ontgifting van het milieu, herstel van de ecosystemen (land en zee), duurzame en efficiënte aanwending van energie en hulpbronnen, circulaire economie en niet-giftige materiaal-cycli, gezonde en duurzame consumptie- en productie-processen. Dit relanceplan van België en van de deelstaten past zich in, in de Europese *Green Deal* teneinde de synergieën te optimaliseren. Het wordt van essentieel belang om het "Do no harm"-beginsel – bij de geneesheren gekend als "ten eerste geen kwaad doen" – in acht te nemen. Immers, het ware absurd meer overheidsmiddelen te besteden aan economische activiteiten waarvan men vandaag weet dat ze niet duurzaam zijn en ons te kort te doen aan kritische en, in deze tijden, schaarse financiële middelen om de economie terug aan te zwengelen en een rechtvaardige en effectieve transitie te ondersteunen. "There is no alternative" moet voortaan als volgt worden begrepen: er is geen alternatief voor een ecologische en solidaire transitie. We hebben geen keuze, ieders bestaan, onze solidariteit en onze vrijheid staan op het spel.

De regering zal ageren volledig overeenkomstig de beginselen van duurzame ontwikkeling zoals bepaald door de Verenigde Naties: we moeten allemaal solidair zijn op een enkele planeet en meer nog op het klein stukje planeet dat ons mooi land is. Wegkijken van de klimaatcrisis kan niet langer. De federale regering schrijft zich volledig in de klimaatambities van Parijs in en in de Europese *Green Deal*. Het is de ambitie om tegen 2030 de broeikasgasuitstoot met 55 % te verminderen en tegen 2050 ons land klimaatneutraal te maken.

Non seulement les changements climatiques nous poussent à faire ce choix, mais le passage à une économie durable offre davantage d'emplois et de nouvelles possibilités de croissance. La Belgique est le pays européen qui a le plus à gagner à mener une stratégie climatique ambitieuse. La crise du coronavirus et les nécessités d'un redéploiement sont pour notre pays une occasion historique de basculer dans un nouveau modèle économique, plus résilient et plus durable. Pour ce faire, le gouvernement coopérera avec les entités fédérées compétentes qui disposent de nombreux leviers, mais élargira également la consultation à la société civile et aux acteurs économiques en faisant notamment appel à de nouvelles formes de participation et d'initiatives citoyennes. Il importe en effet d'avoir tout le monde à bord.

Le gouvernement fera de la transition environnementale, tant d'un point de vue global que national et local, une préoccupation transversale et de tous les instants. Conformément à l'esprit du *Green Deal* européen, la transition juste doit être la pierre angulaire de la politique environnementale de la Belgique. Gérer la transition entraîne des changements structurels considérables dans les modèles d'entreprise, les besoins en compétences et les prix relatifs entre produits plus ou moins durables. L'ensemble des citoyen(ne)s et des secteurs de l'économie ne démarrent pas la transition du même point de départ ni avec la même capacité à y faire face. La transition ne peut être réussie que si elle est menée de manière juste et inclusive. Une attention particulière doit également être portée aux personnes vulnérables qui sont les plus exposées aux effets nocifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Comme l'a répété la présidente de la Commission Ursula von der Leyen: "no one left behind", la transition ne doit laisser personne de côté.

80 % de la législation environnementale s'applique à l'ensemble des pays européens. En Belgique, la politique environnementale est depuis longtemps largement régionalisée. Il en résulte une longue tradition de coopération et de concertation entre les entités fédérées à travers le CCPIE (Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement) dont mon administration assure le secrétariat. Plus d'un millier d'experts participent à cette structure qui s'étend en outre à d'autres structures de coopération quand cela est nécessaire (CONCERE, CEI, etc.). Sur le même modèle, d'autres structures de coopération pour le climat, la biodiversité, etc., se sont développées. Ces structures resteront un point d'appui essentiel pour toute politique, internationale mais aussi nationale, concertée. Je demanderai qu'une task force se penche sur les cas où la Belgique n'a pas pu, malgré ces collaborations, parvenir à un consensus. L'expérience

Niet alleen dwingt de klimaatverandering ons tot die keuze, de omslag naar een duurzame economie biedt ook meer jobs en nieuwe groeikansen. Van alle Europese landen is België het meest gebaat bij een ambitieuze klimaataanpak. De corona-crisis en de behoefte aan een grote relance bieden ons land een historische kans om de omslag te maken naar een nieuw economisch model; sterker en duurzamer. De regering zal hiervoor samenwerken met de deelstaten, die heel wat hefboomen in handen hebben, maar zal eveneens het middenveld en de economische actoren raadplegen door de hand vooral te reiken naar nieuwe participatievormen en burgerinitiatieven. Het is immers belangrijk dat iedereen aan boord wordt gehaald.

Zowel in globaal opzicht als op nationaal en lokaal vlak zal de milieu-transitie een transversale en voortdurende zorg van de regering zijn. Net zoals in de geest van de Europese *Green Deal* moet rechtvaardige transitie de hoeksteen vormen van het milieubeleid van België. Het beheer van de transitie zorgt voor grote structurele veranderingen in de bedrijfsmodellen, de benodigde competenties en de relatieve prijzen tussen meer en minder duurzame producten. Burgers en economische sectoren beginnen niet allemaal aan de transitie vanuit hetzelfde uitgangspunt, noch met dezelfde capaciteit om er het hoofd aan te bieden. De transitie kan enkel succesvol verlopen indien ze op rechtvaardige en inclusieve wijze wordt gevoerd. Er moet ook bijzondere aandacht gaan naar de kwetsbare personen die het meest blootgesteld worden aan de schadelijke effecten van klimaatverandering en milieuverloeding. Om het met de woorden van Commissievoorzitter Ursula von der Leyen te zeggen: "no one left behind", de transitie mag niemand achterwege laten.

De milieuwetgeving is al voor 80 % toepasselijk op het niveau van alle Europese landen. In België is milieu al geruime tijd grotendeels geregionaliseerd. Het kan buigen op een lange traditie van samenwerking en overleg tussen de deelstaten in het kader van de structuur van het CCIM (Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid), waarvan het secretariaat waargenomen wordt door mijn administratie. Ruim duizend experten nemen deel aan die structuur, die zich bovendien uitbreidt naar andere samenwerkingsstructuren indien nodig (zoals ENOVER, de IEC, enzovoort). Andere samenwerkingsverbanden voor het klimaat, biodiversiteit, enzovoort hebben zich op hetzelfde model ontwikkeld en zullen essentiële steunpunten blijven voor elk overlegd internationaal maar ook nationaal beleid. Ik zal vragen dat een taskforce zich buigt over de gevallen waarin België geen consensus heeft kunnen bereiken, ondanks die hele samenwerking.

du CCPIE est utile pour tirer des enseignements pour le fonctionnement de l'État fédéral dans son ensemble.

CLIMAT

Le *Green Deal* européen, proposé par la Commission européenne comme nouvelle stratégie de prospérité pour l'UE, sera le fil conducteur de la politique climatique que le gouvernement va mener.

La Belgique, alliée internationale et européenne

Le réchauffement climatique est un défi existentiel mondial et nécessite une approche globale. Nous parlons là de l'habitabilité de notre planète et de notre territoire à court, moyen et long terme, alors que les conséquences du réchauffement frappent déjà notre pays, du Nord au Sud. Cette approche doit se fonder sur la coopération multilatérale, viser à renforcer l'ambition collective et s'inscrire dans le contexte plus large d'un développement durable, dans le respect des droits humains et une attention particulière pour les plus vulnérables.

Afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, que nous avons signé, il faut augmenter le niveau d'ambition au niveau mondial. À cette fin l'UE et la Belgique doivent jouer un rôle de premier plan.

La COP 26 de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) à Glasgow constituera une étape importante dans la politique climatique multilatérale. Sur la base des conclusions du rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur le réchauffement à 1,5°C et du dialogue Talanoa, tous les pays et acteurs sont invités à aligner leur niveau d'ambition sur les objectifs de l'Accord climatique de Paris.

La Belgique doit rester un partenaire loyal et constructif, en Europe et dans le monde, et contribuer à mobiliser l'élan politique à l'approche de cette COP.

Au cours de la COP 26, les dernières parties en suspens des règles de mise en œuvre de l'Accord climatique de Paris (Katowice Rulebook) seront également négociées.

Les règles du nouveau marché international du carbone – qui restent l'élément le plus difficile dans ces négociations – devront permettre de préserver l'ambition et l'intégrité environnementale de l'Accord de Paris, de contribuer au développement durable et au respect les

De ervaring met het CCIM is een nuttige proeftuin om lessen te trekken voor de werking van de Federale Staat in zijn geheel.

KLIMAAT

De Europese *Green Deal*, die door de Europese Commissie werd voorgesteld als de nieuwe welvaartsstrategie voor de EU, zal de rode draad vormen voor het door de regering gevoerde klimaatbeleid.

België als internationale en Europese bondgenoot

Klimaatopwarming is een wereldwijde existentiële uitdaging en vergt een globale aanpak. Het gaat hier om de bewoonbaarheid op korte, middellange en lange termijn van onze planeet en van ons grondgebied, daar waar ons land, van Noord tot Zuid, nu al getroffen wordt door de gevolgen van de opwarming. Die aanpak moet gestoeld zijn op multilaterale samenwerking, gericht zijn op het versterken van de collectieve ambitie en ingebed worden in de bredere context van een duurzame ontwikkeling, met respect voor de mensenrechten en in het bijzonder voor de meest kwetsbaren.

Om de doelstellingen van de Overeenkomst van Parijs – die wij ondertekend hebben – te realiseren, is wereldwijd een opschaling van het ambitieniveau nodig. Met dit doel voor ogen moeten de EU en België een leidende rol in spelen.

De UNFCCC COP 26 in Glasgow wordt een belangrijke mijlpaal in het multilaterale klimaatbeleid. Bouwend op de bevindingen van het IPCC Rapport over 1,5°C opwarming en de Talanoa-dialoog worden alle landen en actoren uitgenodigd om hun ambitieniveau in lijn te brengen met de doelstellingen van het Klimaatakkoord van Parijs.

België moet een loyale en constructieve partner blijven, in Europa en in de wereld, en mee bijdragen aan het mobiliseren van het politieke élan in de aanloop naar deze COP.

Tijdens COP 26 zullen ook de laatste openstaande delen van de uitvoeringsregels van het Klimaatakkoord van Parijs (Katowice Rulebook) onderhandeld worden.

De regels van de nieuwe internationale koolstofmarkt – die het moeilijkste onderdeel van deze onderhandelingen blijven – moeten het mogelijk maken om de ambitie en de ecologische integriteit van het Akkoord van Parijs te behouden, bij te dragen tot duurzame

droits humains. Nous continuerons à y travailler avec nos pays alliés, notamment au sein de la coalition des Principes de San Jose.

Le respect de ces principes continuera à être une condition importante pour que notre pays accepte la création du nouveau marché international du carbone l'an prochain.

L'enjeu est bien de maintenir un *level playing field* entre les acteurs européens et les pays tiers.

Même en dehors du cadre strict de la CCNUCC et en particulier dans la transposition du mécanisme international de compensation des émissions de l'aviation (CORSIA) dans la réglementation européenne, je veillerai, en collaboration avec le vice-premier ministre chargé de la Mobilité, à ce que toute forme de double comptage des réductions d'émissions soit évitée et à préserver l'intégrité environnementale. Cela signifie entre autres qu'il faut soutenir, en étroite concertation avec les pays voisins et les entités fédérées, le débat sur la question de savoir comment mieux appliquer le principe du pollueur-payeur dans les secteurs aérien et de la navigation, en tenant compte de l'impact sur l'économie et sans fausser l'équité des règles du jeu.

Le gouvernement s'engagera au niveau européen et international en faveur de la révision de l'exonération actuelle de taxe sur le kérosène. Le gouvernement plaidera au niveau UE contre les "sauts de puce".

Les règles de transparence des politiques, autre point important encore en suspens dans le contexte de l'Accord de Paris, doivent être concluantes et réalisables pour les pays en développement.

Enfin, à la COP 26, nous devons nous assurer que les délais communs pour les plans climat nationaux soient au maximum compatibles avec un cycle performant d'ambitions sur 5 ans.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, nous avons également engagé notre pays à accompagner les pays en développement dans leur politique climatique.

Je développerai davantage les initiatives de coopération mises en place par mon administration dans le cadre de partenariats internationaux tels que le Partenariat NDC et le Partenariat pour la Transparence dans l'Accord de Paris, en étroite collaboration avec ma collègue en charge de la Coopération au Développement et tous les acteurs de la coopération belge au développement.

ontwikkeling en de mensenrechten te respecteren. Samen met onze bondgenoten zullen we blijven werken aan deze kwesties, met name via de "San Jose Principles"-coalitie.

Het respecteren van deze principes zal voor ons land ook volgend jaar een belangrijke voorwaarde blijven voor het aanvaarden van de creatie van de nieuwe internationale koolstofmarkt.

De uitdaging is zeker een kwestie van een *gelijk speelveld* te handhaven tussen de Europese actoren en derde landen.

Ook buiten het strikte UNFCCC-kader en met name in de omzetting van het internationaal compensatiemechanisme voor de uitstoot van de luchtvaartsector (CORSIA) naar Europese regelgeving zal ik er in samenwerking met de Vice-minister bevoegd voor Mobiliteit over waken dat iedere vorm van dubbeltelling van emissiereducties wordt vermeden, dat de milieu-integriteit wordt bewaard. Dit betekent onder meer dat in nauw overleg met buurlanden en deelstaten het debat wordt ondersteund over hoe het principe "de vervuiler betaalt" beter kan worden toegepast in de scheepvaartsector en de luchtvaartsector, rekening houdende met de impact op de economie en zonder dat dit het level playing field verstoort.

De regering zet zich op Europees en internationaal niveau in voor de herziening van de huidige belastingvrijstelling op kerosine. De regering zal op Europees niveau pleiten tegen hele korte afstandsvluchten.

De regels inzake transparantie van het beleid, een ander nog openstaand punt in de context van het Akkoord van Parijs, moeten sluitend zijn, en haalbaar zijn voor de ontwikkelingslanden.

Tenslotte moeten we er tijdens COP 26 voor zorgen dat de gemeenschappelijke tijdsaders voor de nationale klimaatplannen maximaal compatibel zijn met een performante 5-jaarlijkse ambitie-cyclus.

Binnen de Overeenkomst van Parijs hebben we ons land ook geëngageerd om ontwikkelingslanden te ondersteunen in hun klimaatbeleid.

Ik zal de daartoe door mijn administratie opgezette samenwerkingsinitiatieven verder uitbouwen binnen de context van internationale partnerschappen zoals het NDC Partnerschap, het Partnership for Transparency in the Paris Agreement, in goede samenwerking met mijn collega bevoegd voor ontwikkelingssamenwerking en alle actoren van de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

C'est la raison pour laquelle notre pays honorera les engagements dans le cadre des Accords de Paris en ce qui concerne le financement climatique, y compris du principe d'additionnalité.

La politique climatique doit s'inscrire, dans le monde entier, dans un contexte plus large de développement durable et de respect des droits humains.

Avec mes collègues du gouvernement, au sein de l'organe consultatif interministériel mentionné dans l'Accord de gouvernement, je veillerai à la cohérence politique entre la coopération belge au développement, les objectifs climatiques, la politique commerciale et la diplomatie belge.

Mon administration continuera d'assurer la coordination des délégations belges dans les négociations internationales sur le climat, dans le cadre du Comité de Coordination pour la Politique Internationale de l'Environnement (CCIEP) et continuera à jouer un rôle clé dans l'équipe de négociation européenne de la CCNUCC. En tant que cheffe de délégation, je m'efforcerai de faire en sorte que la Belgique continue de parler d'une seule voix à l'avenir.

Nous suivons également les développements relatifs aux initiatives (approuvées par la Belgique) lancées lors du Sommet Action Climat de l'ONU en septembre 2019 et de la campagne "Race to Zero" dans la perspective de la COP 26.

Au niveau européen, les nombreuses propositions attendues dans le cadre du *Green Deal* européen continueront à juste titre de dominer notre agenda et les nombreuses propositions de la Commission européenne à ce sujet attendues en 2021 seront pour moi une priorité politique. Je pense plus spécifiquement aux propositions attendues dans le cadre du paquet "Fit for 55", qui doit adapter la législation européenne sur le climat et l'énergie au nouvel objectif 2030, prévue d'au moins 55 % de réduction des émissions.

Entre autres choses, nous devons nous assurer que le système d'échange de quotas d'émission de l'UE fixe un prix du carbone qui soutient le business case en faveur des investissements respectueux du climat. Par ailleurs, nous devons continuer à protéger l'industrie européenne contre les distorsions de concurrence de la part des pays tiers et j'attends donc avec impatience les propositions concrètes d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (*Carbon Border Adjustment Mechanism* (CBAM)). Il est également très important que la révision dudit règlement sur le partage des efforts

Het is net daarom dat ons land de engagementen in het kader van de Akkoorden van Parijs op het vlak van klimaatfinanciering zal honoreren, met inbegrip van het principe van additionnalité.

Klimaatbeleid moet wereldwijd ingebed worden in een ruimere context van duurzame ontwikkeling en respect voor mensenrechten.

Samen met mijn collega's in de regering zal ik in het daartoe in het regeerakkoord bedoelde interministerieel overlegorgaan waken over de beleidscoherentie tussen de Belgische ontwikkelings samenwerking, de klimaatdoelstellingen, het handelsbeleid en de Belgische diplomatie.

Mijn administratie zal de coördinatie van de Belgische delegaties in de internationale klimaatonderhandelingen blijven verzekeren, in de context van het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid (CCIM) en een hoofdrol blijven spelen in het Europese UNFCCC-onderhandelingssteam. Ik zal er mij als delegatiehoofd voor inspannen dat België ook in de toekomst met één stem blijft spreken.

We volgen ook de ontwikkelingen op rond de (door België onderschreven) initiatieven gelanceerd op de UN Climate Action Summit van september 2019 en de "Race to Zero" campagne in de aanloop naar COP 26.

Op het Europese niveau, zullen de talrijke verwachte voorstellen in de context van de *European Green Deal* onze agenda terecht blijven domineren en de talrijke in 2021 verwachte voorstellen van de Europese Commissie ter zake zullen voor mij een beleidsprioriteit zijn. Ik denk daarbij meer bepaald aan de verwachte voorstellen in het kader van het "Fit for 55"-pakket, dat de Europese klimaat- en energiewetgeving moet aanpassen aan de nieuwe 2030-doelstelling van, naar verwachting minstens 55 % emissiereductie.

We moeten er onder meer voor zorgen dat het EU-emissiehandelssysteem een koolstofprijs instelt die de *business case* voor klimaatvriendelijke investeringen ondersteunt. We moeten anderzijds de Europese industrie blijven beschermen tegen concurrentievervalsing uit derde landen en ik kijk daarom uit naar de concrete voorstellen voor een *Carbon Border Adjustment Mechanism*. Heel belangrijk is ook dat de herziening van de zogenaamde *Effort Sharing Regulation* zorgt voor een billijke verdeling van de inspanningen in de non-ETS-sectoren. Gezien het belang van het invoeren van een correcte CO₂-prijs,

(*Effort Sharing Regulation*) garantisse une répartition équitable des efforts dans les secteurs non-ETS. Étant donné l'importance d'introduire un prix correct du CO₂, également en dehors des secteurs ETS, je suivrai la révision de la directive sur la taxation de l'énergie avec attention.

Les propositions d'aménagement du territoire, les normes CO₂ pour les véhicules privés et les utilitaires, et la révision du Règlement sur les gaz à effet de serre fluorés complètent la liste, côté climat.

Je suivrai également de près, en collaboration avec la ministre de l'Énergie, la révision de la législation de l'UE sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie et d'autres "problèmes énergétiques" qui sont d'une grande importance pour permettre l'augmentation de l'ambition climatique.

En tant que ministre du *Green Deal*, je veillerai également à ce que les organes consultatifs officiels créés à cette fin dans les secteurs des affaires étrangères, de l'économie, de l'énergie, des finances et de l'environnement fonctionnent de manière transparente et inclusive et respectent les ambitions climatiques du gouvernement.

Le défi

En décembre 2020, le Conseil s'est prononcé sur la proposition de la Commission européenne d'augmenter l'objectif climatique européen à au moins 55 % d'ici 2030. Le nouvel objectif sera suivi en 2021 de propositions de la Commission européenne visant à adapter la politique européenne et le cadre réglementaire en conséquence. Je m'engage à tout mettre en œuvre pour faire de la Belgique un interlocuteur constructif dans ce contexte, en tant que ministre chargée du Climat et du *Green Deal*.

Dans le *Green Deal* et sa proposition de loi climat, la Commission plaide pour une diminution des gaz à effet de serre d'au moins 55 % pour 2030 et la neutralité climatique pour 2050. Le gouvernement fédéral soutient résolument ces ambitions européennes. Il s'impose comme objectif une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et prend dans sa sphère de compétences les mesures en ce sens. Le gouvernement s'engage à adapter sa contribution au Plan National de l'Énergie et du Climat (PNEC) dans ce sens par l'intermédiaire d'un plan d'action.

Ces objectifs ne pourront en effet être atteints que via une vision systémique et une intégration avancée des objectifs climatiques dans tous les domaines de l'action publique, selon l'approche du *Green Deal* européen. De

ook buiten de ETS-sectoren, zal ik met aandacht de herziening van de *Energy Taxation* directive volgen.

De voorstellen over landgebruik, de CO₂-normen voor personenwagens en bestelwagens, en de herziening van Verordening inzake gefluoreerde broeikasgassen maken het lijstje compleet, aan klimaatkant.

Maar ik zal eveneens de herziening van de EU-wetgeving inzake hernieuwbare energie en energie-efficiëntie, het reduceren van methaanemissies in de energiesector en andere "energie-dossiers" die van groot belang zijn om de verhoging van de klimaatambitie mogelijk te maken van nabij opvolgen, samen met de minister voor Energie.

Ik zal er als minister van *Green Deal* ook op toezien dat de daartoe gecreëerde ambtelijke overlegorganen in de filières buitenlandse zaken, economie, energie, financiën en milieu transparant en inclusief zijn in hun functioneren en de klimaatambities van de regering respecteren.

De uitdaging

In december 2020 beslist de Raad over het voorstel van de Europese Commissie om de Europese klimaatdoelstelling te verhogen naar minstens 55 % tegen 2030. De nieuwe doelstelling zal in 2021 gevolgd worden door voorstellen van de Europese Commissie om het Europese beleids- en regelgevend kader hieraan aan te passen. Ik engageer me ertoe om me ten volle in te spannen om van België een constructieve gesprekspartner te maken in deze context, als minister bevoegd voor Klimaat én voor de *Green Deal*.

In de *Green Deal* en haar voorstel tot klimaatwet pleit de Europese Commissie voor het verminderen van de broeikasgasuitstoot met minstens 55 % tegen 2030 en klimaatneutraliteit tegen 2050. De federale regering steunt die Europese ambities resoluut. Zij stelt zichzelf tot doel om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2030 met 55 % te verminderen en zij neemt met het oog daarop de maatregelen waarvoor zij bevoegd is. De regering engageert zich om haar bijdrage aan het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP) 2030 in die zin aan te passen via een actieplan.

Deze doelstellingen kunnen alleen worden bereikt via een systemische visie en een vergevorderde integratie van de klimaatdoelstellingen in alle domeinen van het overheidsoptreden, volgens de Europese "Green

nombreux domaines de l'action gouvernementale sont ici directement concernés, tels que la politique énergétique, fiscale, économique, de mobilité, des entreprises publiques, des bâtiments de l'autorité publique...

Une stratégie visant la neutralité climatique

La Stratégie climatique à long terme soumise par la Belgique à la Commission européenne ne répond pas à la volonté de lutter pour la neutralité climatique. J'en initierai la révision au sein du gouvernement fédéral.

Des scénarii sont en cours de développement, ils pourront servir d'appui à cette révision et à l'élaboration d'une véritable stratégie nationale. Ces scénarii qui seront communiqués au plus tard au début de l'année 2021, identifient les leviers pour mener la Belgique sur la trajectoire de la neutralité climatique à l'horizon 2050. Ils permettront d'identifier les besoins supplémentaires en investissements requis pour une économie neutre en carbone et de quantifier la baisse de la facture énergétique que ceux-ci entraînent.

Le Bureau fédéral du Plan sera sollicité afin d'étudier en profondeur les principaux impacts socio-économiques des scénarii définis.

Une politique de relance verte

Selon les accords européens, les plans nationaux de relance et de résilience des États membres de l'UE devront non seulement accélérer la transition, mais devront également en termes très concrets réserver au moins 37 % des ressources au climat. De plus, l'ensemble du plan devra respecter le principe de ne pas nuire (*do no harm*).

Le plan de relance devra également tenir compte des recommandations par pays 2019-2020 dans le cadre du Semestre européen, être conforme au Plan national Énergie et Climat et aux plans territoriaux de transition juste.

La Belgique ne pourra réclamer les 5,1 milliards d'euro's proposés au volet subsides et jusqu'à 32,3 milliards d'euro's (6,8 % du RNB) en facilité de prêt que si elle respecte ces conditions.

Je veillerai donc, en tant que ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du *Green Deal*, avec le secrétaire d'État à la Relance et aux Investissements stratégiques, à ce que le plan de relance belge soit parfaitement aligné sur ces conditions.

deal"-aanpak. Veel domeinen van het overheidsoptreden zijn hier rechtstreeks bij betrokken, zoals het energiebeleid, fiscaal beleid, economisch beleid, mobiliteitsbeleid, beleid omtrent overheidsbedrijven, overheidsgebouwen, enzovoort.

Een strategie gericht op klimaatneutraliteit

De door België bij de Europese Commissie neergelegde lange-termijn-klimaatstrategie beantwoordt niet aan de wil om te streven naar klimaatneutraliteit. Ik zal binnen de federale regeringsploeg het initiatief nemen tot herziening.

Momenteel worden scenario's ontwikkeld die kunnen worden gebruikt om deze herziening en de uitwerking van een echte nationale strategie te ondersteunen. Die scenario's identificeren de hefboomen die België op weg zullen helpen naar klimaatneutraliteit tegen 2050 en die uiterlijk begin 2021 zullen worden gecommuniceerd. Zij zullen het mogelijk maken om te bepalen welke extra investeringsbehoeften nodig zijn om de economie klimaatneutraal te maken en te berekenen hoeveel de energiefactuur daardoor zal dalen.

Het Federaal Planbureau zal worden gevraagd om de belangrijkste sociaal-economische gevolgen van de gedefinieerde scenario's grondig te bestuderen.

Een groen herstelbeleid

De nationale herstel-en veerkrachtplannen van de EU-lidstaten zullen volgens de Europese afspraken niet alleen de transitie moeten versnellen maar heel concreet ook minstens 37 % van de bestede middelen moeten reserveren voor klimaat. Heel het plan zal bovendien het *do no harm*-beginsel moeten respecteren.

Het herstelplan dient ook de landen-specifieke aanbevelingen 2019 -2020 in het kader van het Europees Semester te adresseren en zal in lijn moeten liggen met het Nationaal Energie- en Klimaatplan en de territoriale just transition plannen.

België zal enkel aanspraak kunnen maken op de voorgestelde 5,1 miljard euro uit de subsidiecomponent en tot 32,3 miljard euro (6,8 % BNI) uit de leningsfaciliteit, als het deze voorwaarden respecteert.

In mijn hoedanigheid van minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* zal ik er daarom samen met de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings over waken dat het Belgische herstelplan maximaal wordt afgestemd

Nous veillerons ensemble à ce qu'il apporte une réponse intégrée et transversale aux enjeux de la transition juste.

Mobiliser l'économie belge pour la transition

La politique d'investissement du gouvernement ne doit pas uniquement aider à surmonter les conséquences de la pandémie de COVID-19, elle doit également fournir l'impulsion à long terme nécessaire pour mettre notre économie sur la voie d'un avenir climatiquement neutre et durable.

Je contribuerai donc activement à la réalisation du Plan d'investissement interfédéral et veillerai à ce qu'il soit suffisamment adapté aux investissements massifs nécessaires pour pouvoir réaliser la transition vers la neutralité climatique. Les principes européens d'intégration du climat et de ne pas nuire (*do no harm*) seront mes principes directeurs.

Je veillerai en particulier à ce que le fonds de transformation, mis en place par la Société fédérale de participation et d'investissement, aide efficacement les entreprises à faire la transition vers une économie climatiquement neutre, dans le strict respect des principes européens. Mon administration est prête à y contribuer, en partie sur la base des scénarios à long terme qu'elle élabore.

Il est important que le Comité d'investissement indépendant puisse faire appel et bénéficier de toute l'expertise disponible dans l'appareil d'état ou dans la société civile.

L'injection de moyens dans l'économie belge peut et doit avoir un effet multiplicateur, mais pour pouvoir réaliser leur plein potentiel, ils doivent s'inscrire dans une vision globale.

Cette vision globale doit pouvoir former une boussole pour les investisseurs et, outre un plan d'investissement, un cadre d'objectifs et la clarté sur les évolutions infrastructurelles attendues dans les différents secteurs (transport, énergie, ...), elle nécessite une clarification des prix relatifs. Le gouvernement fédéral veut, par la fiscalité, décourager le plus possible l'utilisation des énergies fossiles et favorise le développement de technologies respectueuses du climat.

Cette vision globale doit également intervenir du côté de l'offre pour lever les barrières existantes sur le marché et l'information et aider le secteur financier à pleinement prendre en compte la transition vers la

op deze voorwaarden, dat het een geïntegreerd en transversaal antwoord biedt voor de uitdagingen van een rechtvaardige transitie.

De Belgische economie mobiliseren voor de transitie

Het investeringsbeleid van de regering moet niet alleen helpen de gevolgen van de COVID-crisis te overwinnen, ze moet ook op lange termijn de nodige impulsen geven om onze economie op een traject naar een klimaatneutrale duurzame toekomst te richten.

Ik zal daarom actief bijdragen aan de totstandkoming van het interfederaal investeringsplan en erop aansturen dat het voldoende is afgestemd op de massale investeringen die nodig zijn om de omslag naar klimaatneutraliteit te kunnen maken. De Europese principes van klimaat-mainstreaming en *do no harm* zullen daarbij mijn leidraad zijn.

Ik zal er in het bijzonder ook over waken dat het door de Federale Participatie en Investeringsmaatschappij op te richten transformatiefonds ondernemingen effectief helpt om de omslag te maken naar een klimaatneutrale economie, op een manier die de Europese principes respecteert. Mijn administratie staat klaar om hieraan bij te dragen, onder meer op basis van de langetermijnscenarië's die ze ontwikkelt.

Het is belangrijk dat het onafhankelijk investeringscomité een beroep kan doen op en voordeel kan halen uit alle expertise die beschikbaar is in het staatsapparaat of in het maatschappelijk middenveld.

Het injecteren van middelen in de Belgische economie kan en moet een multiplier-effect hebben, maar om hun volle potentieel te kunnen realiseren moeten ze worden ingebed in een totaalvisie.

Deze totaalvisie moet een kompas vormen voor investeerders en vergt naast een investeringsplan en een doelstellingskader ook duidelijkheid over de verwachte infrastructurele ontwikkelingen in de verschillende sectoren (transport, energie, ...). Er moet ook duidelijkheid geboden worden over de relatieve prijzen. De federale regering wil (met fiscaal sturing) het gebruik van fossiele brandstoffen zoveel mogelijk ontmoedigen en de ontwikkeling van klimaatvriendelijke technologieën bevorderen.

Deze totaalvisie moet ook aan de aanbodzijde ingrijpen om de bestaande marktbelemmeringen en informatieproblemen weg te werken en moet de financiële sector helpen om de transitie naar klimaatneutraliteit en het

neutralité climatique et l'existence de risques climatiques dans leurs processus décisionnels.

Je discuterai donc avec le ministre des Finances de la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'action de financement vert qui aideront le secteur financier à jouer son rôle en alignant les flux financiers sur nos objectifs climatiques et en veillant à ce que les acteurs financiers prennent en compte les risques climatiques dans leur prise de décision.

Plan national pour l'Énergie et le Climat

Comme l'a relevé la Commission européenne dans sa récente évaluation du Plan National Énergie Climat (PNEC 2021-2030) de la Belgique, plusieurs volets de ce plan doivent être concrétisés, voir renforcés pour assurer que la Belgique atteigne ses objectifs climat-énergie à l'horizon 2030.

Un certain nombre de politiques et de mesures sont décrites de manière assez vague dans le PNEC et méritent d'être approfondies et interprétées.

Le renforcement attendu des objectifs 2030 au niveau européen nécessite de réviser le PNEC, à la lumière de ces nouveaux objectifs et des analyses existantes.

Avec les ministres et les départements fédéraux concernés nous devons sans tarder accélérer la mise en œuvre des mesures déjà reprises dans le PNEC et commencer à explorer le potentiel des nouvelles actions à envisager dans les différents domaines (développement de l'éolien offshore, investissements publics, réforme fiscale, investissements dans le rail, rénovation énergétique des bâtiments fédéraux, économie circulaire...).

Dans ce contexte, je voudrais souligner l'importance d'une bonne coopération entre toutes les autorités compétentes et lesdites mesures "interfédérales", qui devront être prises en collaboration et/ou en appui aux politiques régionales.

Il convient également de se doter des outils de monitoring requis pour assurer le bon suivi des progrès et opérer les ajustements nécessaires. Une étude sera lancée à brève échéance en vue d'évaluer l'impact des politiques et mesures (PAMs) fédérales du PNEC et d'élaborer les méthodologies de suivi des mesures nouvelles ou renforcées.

bestaan van klimaatrisico's volledig in aanmerking te nemen in hun besluitvormingsprocessen.

Ik zal daarom met de minister van Financiën de opstelling van een groene financieringsstrategie en een actieplan bespreken die de financiële sector zal helpen zijn rol te spelen door financiële stromen af te stemmen op onze klimaatdoelstellingen en dat financiële spelers in hun besluitvorming rekening houden met klimaatrisico's.

Nationaal Energie- en Klimaatplan

Zoals de Europese Commissie in haar recente evaluatie van het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP 2021-2030) van België opmerkte, moeten verschillende aspecten van het plan geconcretiseerd of zelfs versterkt worden om ervoor te zorgen dat België zijn klimaat- en energiedoelstellingen tegen 2030 bereikt.

Een aantal van de beleidslijnen en -maatregelen zijn vrij vaag omschreven in het NEKP en verdienen verdere uitwerking en invulling.

De verwachte versterking van de doelstellingen voor 2030 op Europees niveau verhoogt enkel de noodzaak om het NEKP te herzien in het licht van de nieuwe doelstellingen en de bestaande analyses.

Samen met de betrokken ministers en de federale departementen moeten we de uitvoering van de maatregelen die reeds in het NEKP zijn opgenomen, onmiddellijk versnellen en uitzoeken wat het potentieel is van de nieuwe acties die op verschillende vlakken moeten worden overwogen (ontwikkeling van offshore wind-energie, overheidsinvesteringen, belastinghervorming, investeringen in spoorwegen, energierenovatie van federale gebouwen, kringlooeconomie, enz.).

Ik wil in die context het belang benadrukken van een goede samenwerking tussen alle bevoegde overheden en van zgn. "interfederaal" maatregelen, die in samenwerking met en/of ter ondersteuning van het beleid van de gewesten zullen moeten genomen worden.

We zullen ook over de nodige controle-instrumenten moeten beschikken om te garanderen dat de vooruitgang goed wordt opgevolgd en om de nodige aanpassingen door te voeren. In de nabije toekomst zal een studie worden opgestart om het effect van de federale beleidslijnen en maatregelen (PAM's) van het NEKP te beoordelen en methodes te ontwikkelen voor de opvolging van de nieuwe of sterkere maatregelen.

Enfin, une attention particulière sera portée aux synergies à opérer entre le renforcement du PNEC et l'élaboration du plan de relance.

Une réforme fiscale respectueuse du climat

Comme écrit dans l'accord de gouvernement la fiscalité sera analysée en vue de la rendre plus favorable au climat et à l'environnement. Le gouvernement partira du principe du "pollueur-payeur" dans le cadre duquel il visera à décourager le plus possible l'usage des combustibles fossiles, via l'instauration d'un instrument fiscal. Plus concrètement, il examinera comment atteindre cet objectif par le biais de signaux de prix. En principe, il doit s'agir d'un instrument neutre d'un point de vue budgétaire, dont les revenus seront restitués à la population et aux entreprises. Cette mesure sera intégrée dans la plus vaste réforme fiscale déjà évoquée et qui est pilotée par le ministre des Finances. Le nouvel instrument doit être juste et en adéquation avec les autres réformes fiscales, être complémentaire à d'autres politiques climatiques et faire l'objet d'une concertation avec les entités fédérées. Il est également important de prévoir une politique d'accompagnement et de préserver la position concurrentielle des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages. Le cas échéant, une correction sera apportée sur le plan social et territorial. Nous coordonnerons également chaque étape possible avec les décisions européennes, car il est possible que des initiatives similaires puissent être prises à ce niveau

Mobilité

La mobilité figure parmi les axes prioritaires de renforcement du PNEC. Je développerai en concertation avec le ministre de la mobilité et les autres ministres concernés un «package» cohérent de politiques visant la transition vers un système de mobilité durable en Belgique, notamment au travers d'une politique de réinvestissement dans le rail.

Les objectifs d'une mobilité durable et climatiquement neutre ne pourront toutefois être atteints que moyennant une coopération renforcée entre l'état fédéral et les régions. Cette coopération renforcée doit rapidement trouver sa concrétisation dans la conclusion d'un accord de coopération relatif à la mobilité durable, comme le prévoit le PNEC.

Énergie

La transition vers une société climatiquement neutre via le passage à une production d'énergie durable nécessite une vision énergétique claire.

Ten slotte zal bijzondere aandacht worden besteed aan de synergieën die moeten worden bereikt tussen de versterking van het NEKP en de opstelling van het herstelplan.

Een klimaatvriendelijke fiscale hervorming

Zoals in het regeerakkoord staat, zal de fiscaliteit worden bestudeerd om ze klimaat- en milieuvriendelijker te maken. We vertrekken vanuit het principe van de vervuiler betaalt, waarbij we het gebruik van fossiele brandstoffen zoveel mogelijk willen ontmoedigen door de invoering van een fiscaal sturend instrument. Meer concreet bekijken we hoe we dit via prijssignalen kunnen realiseren. In principe dient het hier te gaan over een budgetneutraal instrument waarbij inkomsten worden teruggegeven aan de bevolking en de bedrijven. Dit wordt ingebed in de bredere fiscale hervorming, waarvan hierboven sprake en die wordt aangestuurd door de minister van Financiën. Het nieuwe instrument moet rechtvaardig zijn en in lijn liggen met andere fiscale hervormingen, is aanvullend op ander klimaatbeleid en dient in overleg te gebeuren met de deelstaten. Het is van belang dat tegelijk flankerend beleid wordt voorzien en dat de concurrentiepositie van bedrijven en de koopkracht van gezinnen wordt gevrijwaard, in voorkomend geval zal er sociaal en territoriaal gecorrigeerd worden. Daarbij stemmen we elke mogelijke stap ook af op de Europese beslissingen, omdat het mogelijk is dat er vandaaruit gelijkaardige initiatieven worden genomen.

Mobiliteit

Mobiliteit is een van de prioriteiten voor de versterking van het NEKP. In overleg met de minister van Mobiliteit en de andere betrokken ministers zal ik een samenhangend "pakket" beleidsmaatregelen uitwerken dat gericht is op de transitie naar een duurzaam mobiliteitssysteem in België, met name via een beleid van herinvestering in de spoorwegen.

De doelstellingen van een duurzame en klimaatneutrale mobiliteit kunnen echter alleen worden behaald door een sterkere samenwerking tussen de Federale Staat en de gewesten. Die sterkere samenwerking moet snel worden geconcretiseerd door een samenwerkingsovereenkomst rond "duurzame mobiliteit" af te sluiten, zoals voorzien in het NEKP.

Energie

De transitie naar een klimaatneutrale samenleving via de omslag naar een duurzame energieproductie vereist een duidelijke energievisie.

L'accent doit être mis sur la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, la rénovation des bâtiments et les énergies renouvelables, qui sont des domaines d'investissement cruciaux pour la transition et la reprise.

En matière de rénovation des bâtiments, le gouvernement fédéral a d'ores et déjà un rôle exemplaire à jouer, j'y reviendrai plus loin.

Il s'agira également de trouver des moyens pour maintenir les appareils inefficaces hors du marché grâce à la normalisation et à la surveillance des produits.

Afin de maximiser la contribution de l'éolien offshore, je pense qu'il est important que les critères environnementaux spécifiques aux sites des nouvelles zones de concession soient fournis dans le Plan d'Aménagement du Territoire Marin qui devrait permettre d'avoir une capacité installée de 4 GW d'ici 2030, sans compromettre l'intégrité de ces sites. Je consulterai le ministre responsable de la mer du Nord et de l'énergie.

Outre l'énergie éolienne, il faut également prêter attention aux énergies renouvelables innovantes, pour la verdurisation du gaz, le power-to-x, la production d'hydrogène neutre pour le climat, et le captage, la réutilisation et le stockage du CO₂, etc.

Je consulterai la ministre de l'Énergie sur la manière dont nous pouvons mettre en place des projets pilotes à cet effet et mettre en place un cadre réglementaire pour accélérer ces innovations et d'autres afin de permettre le développement d'une dorsale H2 et CO₂ avec une réutilisation maximale de l'infrastructure de gaz naturel existante.

En collaboration avec la ministre de l'Énergie et ses services, mon administration et moi-même continuerons de coordonner avec tous les ministres compétents la mise en œuvre et l'ajustement de la partie fédérale du Plan national Énergie et Climat.

Économie circulaire

Les leviers de l'économie circulaire sont indispensables à la transition vers la neutralité climatique, en particulier afin de rendre progressivement nos industries climatiquement neutres, de capter les avantages du développement des technologies nécessaires, de favoriser la symbiose industrielle et de prévenir tout risque de fuite de carbone. Comme je l'évoque par ailleurs, nous nous inscrirons pleinement dans le Plan d'action européen sur l'économie circulaire et la nouvelle stratégie industrielle et accorderons la plus grande attention à ces éléments dans le nouveau Plan fédéral d'actions pour l'économie

De focus zal daarbij met name moeten liggen op energie-efficiëntie, de renovatie van gebouwen en hernieuwbare energie, die cruciale investeringsdomeinen zijn voor de transitie én het herstel.

Wat de renovatie van gebouwen betreft, heeft de federale overheid alvast een voorbeeldrol te spelen, zie verder.

Ik bekijk ook hoe ik via productnormering en de controle erop inefficiënte apparaten uit de markt kan houden.

Om de bijdrage van offshore wind te maximaliseren vind ik het belangrijk dat de site-specifieke milieucriteria van de nieuwe concessiezones zullen worden voorzien in het Marien Ruimtelijk Plan die het moeten mogelijk maken om tegen 2030 4 GW geïnstalleerd vermogen klaar te hebben, zonder de milieu-integriteit van deze sites te compromitteren. Ik zal overleggen met de minister bevoegd voor de Noordzee en Energie.

Naast windenergie zal er ook aandacht moeten zijn voor innovatieve hernieuwbare energie, voor de vergroening van gas, power-to-x, productie van klimaatneutrale waterstof en CO₂-afvang, -hergebruik en opslag etc.

Ik overleg met de minister van Energie hoe we daartoe proefprojecten kunnen opzetten en een regelgevend kader kunnen opzetten om deze en andere innovaties te versnellen en om de uitbouw van een H2- en CO₂ backbone met maximaal hergebruik van de bestaande aardgas-infrastructureur mogelijk te maken.

Samen met de minister voor energie en haar diensten zullen mijn administratie en ikzelf de uitvoering en aanpassing van het federale luik van het Nationale Energie- en Klimaatplan verder blijven coördineren, in samenwerking met alle bevoegde ministers.

Circulaire economie

De hefboomen van de circulaire economie zijn essentieel voor de transitie naar klimaatneutraliteit, met name om onze industrieën geleidelijk aan klimaatneutraal te maken, om de voordelen van de ontwikkeling van de nodige technologieën te benutten, om de industriële symbiose te bevorderen en om elk risico van koolstoflekage te voorkomen. Zoals ik elders vermeld heb, zullen we ons 100 % inzetten voor het Europese actieplan voor de circulaire economie en de nieuwe industriële strategie en zullen we de grootste aandacht besteden aan deze elementen in het nieuwe federale actieplan

circulaire que nous développerons ainsi que dans la politique d'investissement.

Au sein du gouvernement, en concertation avec entités fédérées et le secteur concerné, l'opportunité d'intégrer un système de consigne dans la redevance sur les emballages sera examinée.

Un rôle exemplaire pour le gouvernement

En collaboration avec le secrétaire d'État à la Relance et aux Investissements stratégiques et le secrétaire d'État en charge de la Régie des bâtiments, j'examinerai comment nous pouvons accélérer la neutralisation climatique de l'appareil gouvernemental, également dans le cadre du Plan d'investissement interfédéral.

En collaboration avec la vice-première ministre chargée des Entreprises publiques, je m'efforcerai également de faire en sorte que les entreprises publiques jouent un rôle exemplaire dans la transition accélérée vers un appareil gouvernemental neutre pour le climat.

Faire face aux conséquences du changement climatique

Certains impacts du réchauffement climatique sont malheureusement déjà sensibles et d'autres impacts plus élevés sont désormais inévitables. On parle ici de sécheresses, canicules, inondations, pénuries d'eau et infestations de ravageurs déjà historiques.

Les résultats de la récente étude sur les impacts socio-économiques des changements climatiques en Belgique indiquent des coûts qui se chiffrent en milliards d'euro's à terme si nous ne faisons rien. Il s'agit d'un signal fort que nous ne pouvons ignorer. Notre prospérité économique est en jeu.

L'adaptation et la résilience face aux changements climatiques font donc aussi partie de mes priorités.

Le Plan national d'adaptation 2017-2020 est arrivé à son terme, et doit faire l'objet d'une évaluation dans les mois qui viennent. Il en va de même de la contribution fédérale à ce Plan (2016-2020). Sur cette base, je plaiderai pour l'élaboration d'un nouveau plan d'adaptation, en collaboration avec les régions, comprenant des mesures fortes dans les différents secteurs impactés. L'adaptation tient compte des impacts prévisibles mais nous ferons face à l'inconnu également. C'est pourquoi il faut renforcer l'adaptation par des mesures de résilience nationale pour parer aux incertitudes climatiques. J'entends faire de la résilience hydrique, alimentaire, sanitaire, énergétique, environnementale, urbaine et rurale, des sujets pris au sérieux par tous les acteurs publics et privés de notre

pour de circulaire économie dat we zullen uitwerken en in het investeringsbeleid.

Binnen de regering wordt in overleg met de deelstaten en de betrokken sector onderzocht of het incorporeren van een statiegeldregeling in de verpakkingsheffing wenselijk is.

Een voorbeeldrol voor de overheid

Ik zal samen met de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings en met de staatssecretaris belast met de Regie der Gebouwen bekijken hoe we het overheidsapparaat versneld klimaatneutraal kunnen maken, ook in de context van het interfederaal investeringsplan.

In samenwerking met de vicepremier bevoegd voor overheidsbedrijven zal ik er ook naar streven dat de overheidsbedrijven een voorbeeldrol opnemen in de versnelde transitie naar een klimaatneutraal overheidsapparaat.

Omgaan met de gevolgen van klimaatverandering

Sommige gevolgen van de klimaatopwarming zijn helaas al aanzienlijk en nog grotere gevolgen zijn voortaan onvermijdelijk, zoals historische droogtes, hittegolven, overstromingen, watertekorten en plaagsoorten.

De resultaten van de recente studie over de sociaal-economische gevolgen van de klimaatverandering in België wijzen op termijn op een kostprijs van miljarden euro's indien wij er niets aan doen. Het is een sterk signaal dat we niet kunnen negeren. Onze economische voorspoed staat op het spel.

Aanpassing en veerkracht tegenover de klimaatverandering zijn dan ook een van mijn prioriteiten.

Het Nationaal Adaptatieplan 2017-2020 is afgelopen en zal in de komende maanden worden geëvalueerd. Hetzelfde geldt voor de federale bijdrage aan dat plan (2016-2020). Op basis hiervan zal ik pleiten voor het opstellen van een nieuw adaptatieplan, in samenwerking met de Gewesten, met krachtige maatregelen in de verschillende betrokken sectoren. Daarbij wordt rekening gehouden met de voorspelbare gevolgen maar we zullen ook voor het onbekende staan. We moeten daarom de adaptatie aanvullen met maatregelen van nationale veerkracht om klimaatonzekerheden op te vangen. Ik wil dat alle overheids- en privéactoren in ons land, inclusief besturen en ondernemingen, het ernstig menen met de stedelijke en landelijke weerbaarheid inzake

pays, y compris les administrations et les entreprises, dans une optique intégrée. La résilience est de la plus haute importance pour les populations précarisées, qui seront les premières victimes des changements climatiques. Cette résilience doit donc être conçue non pas comme un atout individuel qui nous divise mais comme une force collective qui nous réunit, comme la devise de notre pays l'exprime.

De nombreuses compétences fédérales sont concernées (environnement, santé, énergie, transports, gestion de crise, économie, recherche...), je mobiliserai donc mes partenaires en charge de ces matières au sein du gouvernement afin d'élaborer un set de mesures fédérales cohérent, constituant une contribution significative à la politique nationale en matière d'adaptation.

J'entends également jouer un rôle actif dans les discussions relatives à l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne d'adaptation, dans le cadre du Green deal, pour laquelle une proposition de la Commission est attendue dans les mois à venir.

Unir nos forces pour une meilleure politique

Les objectifs climatiques ambitieux que nous nous sommes fixés nécessitent un cadre de gouvernance adéquat. En la matière, de nombreuses améliorations sont requises. Il est avant tout nécessaire de mieux intégrer les politiques menées dans les différents domaines de l'action publique, qui doivent contribuer à des objectifs communs. La coordination intrafédérale doit à cet égard être améliorée, au sein du gouvernement, et entre les administrations. Il n'y a actuellement aucun cadre structurel pour cela et je soumettrai donc une proposition au gouvernement en 2021 qui vise à fournir un cadre efficient et efficace pour la planification et le suivi de la politique climatique fédérale.

D'autre part, il est nécessaire de redynamiser la coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées. La Commission nationale Climat (CNC) doit jouer pleinement son rôle de plateforme centrale pour cette coopération, et remplir l'ensemble des missions que lui octroient les accords de coopération. J'entends donner une impulsion forte en ce sens dans le cadre de la présidence de la CNC, exercée en 2020 par le fédéral, en concertation avec mes collègues des régions. Quelques-unes de mes priorités dans ce contexte sont l'amélioration de la transparence de la CNC, de son efficacité et du contrôle démocratique de ses actions, notamment via une relation renforcée avec les parlements.

La conclusion d'un accord de coopération portant sur la réalisation des objectifs climat-énergie 2030 figure

water, voedsel, gezondheid, energie, leefmilieu, vanuit een geïntegreerde benadering. Weerbaarheid is hoogst belangrijk voor de meest behoeftige bevolkingsgroepen, die als eerste het slachtoffer zullen zijn van de klimaatverandering. Die veerkracht moet dan ook niet worden opgevat als een individuele troef die ons verdeelt, maar als een collectieve macht die ons verenigt, zoals onze nationale leuze aangeeft.

Aangezien veel federale bevoegdheden betrokken zijn (milieu, gezondheid, energie, transport, crisisbeheer, economie, onderzoek, ...), zal ik mijn partners die verantwoordelijk zijn voor deze materies binnen de regering mobiliseren om een coherente reeks federale maatregelen uit te werken die een belangrijke bijdrage leveren aan het nationale adaptatiebeleid.

Ik ben ook van plan een actieve rol te spelen in de discussies over de uitwerking van een nieuwe Europese adaptatiestrategie in het kader van de Green deal, waarvoor in de komende maanden een voorstel van de Commissie wordt verwacht.

Krachten bundelen voor een beter beleid

De ambitieuze klimaatdoelstellingen die wij onszelf hebben gesteld, vereisen een passend bestuurskader. Op dit gebied zijn veel verbeteringen nodig. Bovenal moeten de beleidsmaatregelen beter worden geïntegreerd in de verschillende domeinen van het overheidsoptreden, die moeten bijdragen aan de gemeenschappelijke doelstellingen. De federale coördinatie moet in dat opzicht worden verbeterd, zowel binnen de overheid als tussen de verschillende administraties. Momenteel bestaat daarvoor geen structureel kader en ik zal daarom in 2021 een voorstel voorleggen aan de regering dat ertoe strekt de planning en opvolging van het federale klimaatbeleid op een efficiënte en doeltreffende manier te omkaderen.

Anderzijds moet de samenwerking tussen de Federale Staat en de deelstaten nieuw leven worden ingeblazen. De Nationale Klimaatcommissie (NKC) moet haar rol als centraal platform voor deze samenwerking ten volle spelen en alle opdrachten vervullen die haar door de samenwerkingsakkoorden worden toegekend. Ik ben van plan een sterke impuls in die richting te geven in het kader van het voorzitterschap van het NKC, dat in 2020 wordt uitgeoefend door de federale regering, in overleg met mijn collega's uit de gewesten. Een aantal van mijn prioriteiten in dit verband zijn het verbeteren van de transparantie van de NKC, de efficiëntie ervan en de democratische controle op haar optreden, met name door middel van een sterkere relatie met de parlementen.

Het sluiten van een samenwerkingsakkoord voor het bereiken van de klimaat- en energiedoelstellingen

également parmi mes priorités. Il est, en effet, essentiel d'ancrer juridiquement les responsabilités des différents acteurs impliqués dans l'atteinte des objectifs de la Belgique. Cet accord doit être négocié sans délai, notamment pour permettre d'allouer les recettes de la mise aux enchères des quotas d'émissions aux régions et à l'état fédéral dès 2021 et d'en faire usage pour financer leurs politiques climatiques.

Il est également important que la coordination soit renforcée non seulement au niveau administratif, mais aussi au niveau politique. Je voudrais donc dynamiser la Conférence interministérielle élargie sur l'Environnement (Climat), afin d'en faire le forum de dialogue politique entre tous les ministres compétents, au-delà des frontières institutionnelles.

Je m'engage également à initier un dialogue étroit avec les différentes assemblées parlementaires de notre pays, au niveau fédéral, mais aussi dans le cadre du dialogue interparlementaire sur le climat.

J'entends également contribuer à la modernisation, à l'augmentation de l'efficacité et à l'approfondissement des principes démocratiques des structures de l'État, comme le prévoit l'accord de gouvernement, en explorant sur base des travaux existants quelles pistes de réforme concrètes peuvent être proposées afin de renforcer la gouvernance climatique en Belgique.

Une politique soutenue par des ressources suffisantes

La politique climatique belge est largement financée par le produit de la vente aux enchères des droits d'émission. La plupart de ces fonds vont aux régions.

L'accord de coopération qui alloue ces ressources (en plus de la répartition des objectifs de réduction des émissions et des objectifs d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique) expirera fin 2020.

Il est donc de la plus haute importance de conclure un nouvel accord de coopération, pour la période allant jusqu'à 2030 (voir également ci-dessus).

Par ailleurs, la 6^e réforme de l'État a mis en place un mécanisme de stabilisation de la réponse climatique pour assurer une distribution complémentaire de ces revenus ETS. Jusqu'à présent, ce mécanisme est resté lettre morte faute de consensus sur sa mise en œuvre.

voor 2030 is ook een van mijn prioriteiten. Het is namelijk essentieel om de verantwoordelijkheden van de verschillende actoren die betrokken zijn bij de verwezenlijking van de Belgische doelstellingen juridisch te verankeren. Over dit akkoord moet onmiddellijk worden onderhandeld, met name om de inkomsten uit de veiling van emissierechten vanaf 2021 toe te wijzen aan de gewesten en aan de Federale Staat en ze te gebruiken voor de financiering van hun klimaatbeleid.

Het is eveneens van belang dat de coördinatie niet alleen op het ambtelijke, maar ook op het politieke niveau wordt versterkt. Ik wil daarom de Uitgebreide Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu (Klimaat) dynamiseren, teneinde er het forum van te maken voor een politieke dialoog tussen alle bevoegde ministers, over de institutionele grenzen heen.

Ik engageer me er tevens toe om in nauwe dialoog te treden met de diverse parlementaire assemblees van ons land, op federaal niveau, maar ook in het kader van de interparlementaire klimaatdialoog.

Ik wil ook bijdragen tot het moderniseren, het opdrijven van de efficiëntie en het uitdiepen van de democratische beginselen van de staatsstructuren, zoals voorzien in het regeerakkoord, door op basis van de bestaande werkzaamheden na te gaan welke concrete hervormingsopties kunnen worden voorgesteld om het klimaatbestuur in België te versterken.

Een beleid geruggesteund door voldoende middelen

Het Belgische klimaatbeleid wordt grotendeels gefinancierd uit de opbrengsten uit het veilen van emissierechten. Het gros van deze middelen gaat naar de gewesten.

Het samenwerkingsakkoord dat de verdeling van deze middelen omvat (naast de verdeling van de emissiereductiedoelstellingen en de doelstellingen inzake hernieuwbare energie en energie-efficiëntie) loopt eind 2020 af.

Het is dus van het grootste belang om een nieuw samenwerkingsakkoord af te sluiten, voor de periode tot 2030 (zie ook hoger).

Daarnaast werd door de 6^{de} staatshervorming een klimaatresponsabiliseringsmechanisme ingesteld, dat voor een bijkomende verdeling van deze ETS-inkomsten diende te zorgen. Dat mechanisme bleef tot heden dode letter, door gebrek aan consensus over de uitvoering ervan.

Je travaillerai donc sur une évaluation de la mise en œuvre du mécanisme afin de revoir sa mise en œuvre et son fonctionnement si nécessaire.

Une politique climatique ambitieuse commence par un gouvernement performant et agile, qui doit pouvoir compter sur un personnel et des ressources suffisants à cet effet. C'est pourquoi je travaillerai avec la ministre de l'Énergie pour veiller à ce que le financement du fonds budgétaire spécialement créé (25-7) reste garanti, afin que mon administration puisse répondre aux besoins de la politique.

La numérisation, la simplification administrative et la lutte contre la fraude sont des priorités importantes pour ce gouvernement.

Le registre national belge des gaz à effet de serre géré par mon administration reste dans le contexte un outil indispensable pour nos entreprises et est reconnu comme leader sur la scène européenne et internationale.

Dans le domaine de la numérisation, le registre s'efforce de respecter le principe du "only once (une seule fois)" en établissant des liens avec les sources authentiques nécessaires. L'intégration de la boîte aux lettres numérique dans les processus améliorera encore les échanges avec les clients, afin de pouvoir continuer à fournir les services actuels axés sur le client et le traitement de haute qualité des dossiers et de limiter davantage la charge administrative.

La forte coopération internationale visant à améliorer et à numériser les registres nationaux, à renforcer la sécurité des systèmes et à lutter contre la fraude sera poursuivie et mise en œuvre sans relâche.

Une politique en dialogue avec la société

Un processus de dialogue avec les citoyens et les parties prenantes de la société a toute son importance pour une transition juste dans le respect des limites planétaires.

Nous organiserons une conférence nationale sur une juste transition, pour aborder les défis en matière d'emploi, de politique sociale, de requalification et d'économie. Elle servira de base pour en rehausser l'importance pendant la présidence belge de l'Union européenne.

À titre d'exemple, concernant la réduction des gaz à effet de serre de l'ordre de 55 % d'ici à 2030 et la neutralité climatique pour 2050, ces objectifs climatiques

Ik zal daarom werk maken van een evaluatie van de uitvoering van het mechanisme om de uitvoering en de werking ervan waar nodig te herzien.

Een ambitieus klimaatbeleid begint met een performante en wendbare overheid, die daarvoor moet kunnen rekenen op voldoende personeel en middelen. Daarom zal ik er samen met de minister voor Energie over waken dat de financiering van het specifiek daarvoor gecreëerde begrotingsfonds (25-7) gegarandeerd blijft, zodat mijn administratie kan beantwoorden aan de behoeften van het beleid.

Digitalisering, administratieve vereenvoudiging en fraudebestrijding zijn belangrijke prioriteiten voor deze regering.

Het door mijn administratie beheerde Belgische Nationaal Register voor broeikasgassen blijft in de context een onmisbare tool voor onze bedrijven en is erkend als leider in Europese en internationale context.

Op het vlak van digitalisering streeft het register ernaar het "only-once"-principe te vervullen door te linken met de nodige authentieke bronnen. Een incorporatie van de digitale brievenbus in de processen zal de uitwisseling met de klanten verder verbeteren, teneinde de huidige klantgerichte dienstverlening en kwaliteitsvolle afhandeling van de dossiers te kunnen blijven leveren en de administratieve lasten hierbij verder te beperken.

De sterke internationale samenwerking gericht op de verbetering en digitalisering van de nationale registers, op een verhoging van de beveiliging van de systemen en op het bestrijden van fraude, wordt onverminderd verdergezet en in uitvoering gebracht.

Een beleid in dialoog met de samenleving

Belangrijk bij een rechtvaardige transitie met respect voor de planetaire grenzen is het proces van dialoog met burgers en stakeholders in de samenleving.

Wij zullen een nationale conferentie organiseren over de rechtvaardige transitie, om de uitdagingen voor een inclusieve klimaattransitie op het vlak van werkgelegenheid, sociaal beleid, herscholing en economie aan te pakken. Deze zal als basis dienen om tijdens het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie het belang hiervan aan te kaarten.

Om een voorbeeld te geven, als we het hebben over het reduceren van de uitstoot van broeikasgassen met -55 % tegen 2030 en klimaatneutraliteit tegen 2050,

seront transposés en objectifs intermédiaires et seront soumis chaque année à une évaluation objective. À cet effet, on travaillera, en concertation avec les entités fédérées, notamment avec des tables rondes consacrées au climat, associant la société civile, les institutions de recherche et les différents secteurs sociaux.

J'associerai étroitement les parties prenantes de la politique à l'évaluation et à la révision du Plan national Energie-Climat, ainsi qu'à l'exécution accélérée de celui-ci, notamment en vue d'identifier avec eux les barrières qui entravent actuellement la transposition concrète des objectifs et mesures du PNEC en actions concrètes sur le terrain.

Les réformes en matière de gouvernance vont de pair avec la volonté du gouvernement de moderniser le fonctionnement démocratique, notamment via ces nouvelles formes de participation citoyenne. J'explorerai des pistes concrètes dans ce domaine, en m'appuyant notamment sur les conclusions du "Dialogue sur la gouvernance climatique en Belgique" organisé en 2018, qui a abouti à la formulation de recommandations très concrètes, entre autres en matière de participation citoyenne.

Il est également essentiel que les citoyens s'approprient les nombreux enjeux de la transition. Communiquer vers le grand public et en particulier vers les publics les moins conscientisés, l'état objectif de la situation et l'état d'avancement de la transition, est dès lors primordial.

Nous continuerons donc à fournir à toutes les catégories de la population les outils nécessaires pour qu'ils puissent comprendre les urgences écologiques et participer au débat sociétal de manière informée. L'outil *My2050*, développé pour le compte de mon administration, sera mis à jour et adapté aux nouveaux objectifs climatiques et les coachs climat continueront de défier les jeunes en classe pour réfléchir à la transition vers un avenir climatiquement neutre.

ENVIRONNEMENT

J'adopterai une attitude ambitieuse en matière de protection de l'environnement et de la diversité et je défendrai cette vision avec une position forte et constructive lors de la 5^e (2021-2022) Assemblée mondiale pour l'environnement des Nations-Unies, lors de la commémoration des 50 ans du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ) et lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm (2021-2022).

dan moeten deze klimaatdoelstellingen in tussentijdse doelstellingen worden gegoten en elk jaar aan een objectieve toetsing worden onderworpen. Daartoe zal, in samenspraak met de deelstaten, onder andere met klimaattafels worden gewerkt, om het middenveld, onderzoeksinstituten en de verschillende maatschappelijke sectoren te betrekken.

Ik zal de stakeholders van het beleid ook nauw betrekken bij de evaluatie en herziening van het Nationaal Energie- en Klimaatplan en de versnelde uitvoering ervan, met name met het oog op het samen met hen identificeren van barrières die er momenteel zijn voor de concrete omzetting van de doelstellingen en maatregelen vervat in het NEKP naar concrete acties op het terrein.

De bestuurlijke hervormingen gaan hand in hand met het feit dat de regering de werking van de democratie wil moderniseren, met name door nieuwe vormen van burgerparticipatie. In dit domein zal ik concrete opties verkennen, op basis van de conclusies van de "Dialogo over klimaatgovernance in België" die in 2018 werd georganiseerd en heeft geleid tot de formulering van zeer concrete aanbevelingen, onder meer over de participatie van de burgers.

Het is ook van essentieel belang dat het publiek zich betrokken voelt bij de vele uitdagingen van de transitie. Communiceren met het grote publiek, en in het bijzonder met de jongeren, is daarom heel belangrijk.

We zullen jongeren daarom ook de nodige tools blijven aanreiken zodat ze op een goed geïnformeerde manier kunnen deelnemen aan het maatschappelijke debat. De in opdracht van mijn administratie ontwikkelde *My2050*-tool zal worden geactualiseerd en aangepast aan de nieuwe klimaatdoelstellingen en de klimaatcoaches zullen jongeren in klasverband blijven uitdagen om mee na te denken over de transitie naar een klimaatneutrale toekomst.

LEEFMILIEU

Ik zal een ambitieuze houding aannemen ten aanzien van de bescherming van het leefmilieu en de biodiversiteit en zal deze visie verdedigen met een sterk en constructief standpunt op de 5^e (2021-2022) Wereldmilieuvergadering van de Verenigde Naties, op de herdenking van de 50^e verjaardag van het Milieuprogramma van de Verenigde Naties (United Nations Environment Programme, UNEP) en op de Conferentie van de Verenigde Naties over het Milieu in Stockholm (2021-2022).

Politique en matière de biodiversité

L'année 2020 aurait dû être l'année de la biodiversité. La pandémie de COVID-19 en a décidé autrement en nous rappelant que l'homme fait partie de la nature et que sa santé est liée au maintien d'écosystèmes sains. Cette crise sanitaire nous fait aussi reprendre conscience que l'économie et, plus globalement l'organisation de notre société, dépendent des services que ces écosystèmes nous fournissent.

Il y a un consensus pour établir que l'humanité est confrontée à une double urgence sans précédent: les changements climatiques et l'effondrement des écosystèmes.

La perte de biodiversité et la crise climatique sont liées et s'aggravent mutuellement. Notre "capital nature", le rétablissement des écosystèmes et davantage de vert sont primordiaux pour freiner les changements climatiques comme prévu d'ici 2030.

Les écosystèmes souffrent des changements climatiques mais font également partie de la solution. Notre gouvernement ne s'y est pas trompé en incluant des mesures visant à restaurer et protéger des écosystèmes et des espèces en danger ainsi qu'à améliorer la durabilité de l'exploitation que nous faisons de la biodiversité, tant marine que terrestre.

Le cadre mondial biodiversité post 2020 devrait être défini lors de la 15^{ème} Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique qui devrait se tenir en Chine dans le courant de 2021. Le monde est en crise et, plus que jamais, la Belgique jouera son rôle pour négocier un cadre global ambitieux et pour dégager des solutions qui répondent aux questions qui se posent d'un bout à l'autre de la planète, plus particulièrement en matière de protection et de restauration de la biodiversité, ainsi que de l'utilisation durable des matières premières.

C'est pourquoi j'exprimerai cette ambition pour la biodiversité au sein de la DGE (Direction générale Affaires européennes et Coopération) lors des préparatifs de la COP15 et lors du sommet sur la biodiversité et ajusterai cette ambition par des propositions concrètes. Je jouerai un rôle proactif dans la préparation de toutes les négociations internationales pour protéger la biodiversité et les écosystèmes mondiaux.

Je proposerai par ailleurs rapidement un projet de loi et d'arrêté royal afin de garantir le partage juste des avantages découlant de l'utilisation des ressources

Biodiversiteitsbeleid

2020 had het jaar van de biodiversiteit moeten zijn. De COVID-19-pandemie besliste daar anders over en herinnerde ons eraan dat wij mensen deel uitmaken van de natuur en dat onze gezondheid verbonden is aan het behoud van gezonde ecosystemen. De gezondheids crisis maakt ons ook bewust van het feit dat de economie en, meer in het algemeen, de organisatie van onze samenleving afhankelijk zijn van de diensten die deze ecosystemen ons bieden.

Er is eensgezindheid om te stellen dat de mensheid getroffen wordt door een dubbele crisis zonder voorgaande: de klimaatverandering en de instorting van de ecosystemen.

Het verlies aan biodiversiteit en de klimaatcrisis zijn aan elkaar gekoppeld en verergeren elkaar. Ons "natuurlijk kapitaal", het herstel van de ecosystemen en meer groen zijn essentieel om de klimaatverandering zoals gepland tegen 2030 af te remmen.

Ecosystemen hebben te lijden onder de klimaatverandering, maar maken ook deel uit van de oplossing. Onze regering heeft zich niet vergist toen ze maatregelen nam om ecosystemen en bedreigde diersoorten te herstellen en te beschermen en om duurzamer gebruik te maken van de biodiversiteit, zowel ter land als ter zee.

Het wereldwijde kader rond biodiversiteit voor de periode na 2020 zou moeten worden vastgelegd op de 15de Conferentie van de Partijen over het Verdrag inzake biologische diversiteit die in de loop van 2021 in China zal worden gehouden. De wereld is in crisis en meer dan ooit zal België zijn rol spelen in de onderhandelingen over een ambitieus wereldwijd kader en in het vinden van oplossingen voor de problemen die zich overal op onze planeet voordoen, met name op het vlak van de bescherming en het herstel van de biodiversiteit en het duurzame gebruik van grondstoffen.

Daarom zal ik binnen de DGE (Directie-Generaal Europese Zaken en Coördinatie) bij de voorbereidingen van COP15 en tijdens de Top Biodiversiteit deze ambitie voor de biodiversiteit uiten en kracht bijstellen met concrete voorstellen. Bij de voorbereiding van alle internationale onderhandelingen zal ik een pro-actieve rol opnemen om de mondiale biodiversiteit en de ecosystemen te beschermen.

Ik zal ook snel een wetsontwerp en een ontwerp voor een Koninklijk Besluit voorstellen om te garanderen dat de voordelen die voortvloeien uit het gebruik van genetische

génétiques au profit de la conservation de la biodiversité, tel que prévu dans le cadre du Protocole de Nagoya.

La protection et la restauration de la biodiversité constituent une priorité politique.

Le défi majeur pour arriver à des résultats concrets sera de renforcer l'intégration de la protection de la biodiversité dans tous les départements fédéraux et dans les politiques au niveau national. Je m'engage à travailler avec mes collègues de tous les secteurs pertinents et des Régions, pour renforcer cette intégration afin d'évoluer vers des politiques répondant aux enjeux de biodiversité et dégagant des avantages économiques et sociaux dans le contexte du développement durable. Je vais constituer un groupe de travail avec les régions en vue de la rédaction d'un plan d'action national pour le maintien et la protection de la biodiversité.

Pour ce faire, la stratégie fédérale #BeBiodiversity qui vise à développer des modes de consommation et de production "biodiversity-friendly", sera aussi poursuivie avec le développement de projets et de collaborations spécifiques.

J'entamerai notamment un dialogue avec la Régie des Bâtiments et le Secrétaire d'État qui en a la compétence. La Régie est en effet depuis deux ans une des pionnières de cette stratégie #BeBiodiversity et sa contribution sera importante pour répondre à l'engagement du gouvernement de "donner l'exemple en matière de biodiversité dans la gestion des bâtiments et domaines fédéraux".

Par ailleurs, je continuerai les travaux déjà initiés d'intégration de la biodiversité au sein des entreprises en collaboration avec les Régions grâce notamment à l'outil en ligne «BiodiversiTree».

Dans le cadre du Plan d'action européen contre le trafic d'espèces animales et végétales sauvages, je veillerai à ce qu'une lutte active soit menée contre ce trafic.

Pour réaliser l'accord de gouvernement, plusieurs actions seront initiées.

Je suivrai tout d'abord de près les travaux de la nouvelle Task Force nationale visant à la mise en place d'un commerce durable des espèces animales exotiques. Je réunirai également tous les départements nécessaires à l'implémentation de mesures à développer dans le cadre de la révision du Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages.

Dans le cadre de la convention CITES, le gouvernement renforcera les moyens actuels pour détecter le

hulpbronnen voor het behoud van de biodiversiteit, zoals voorzien in het Nagoyaprotocol, eerlijk worden verdeeld.

De bescherming en het herstel van de biodiversiteit is een politieke prioriteit.

De belangrijkste uitdaging om concrete resultaten te bereiken zal zijn om de integratie van de bescherming van de biodiversiteit in alle federale departementen en in het nationale beleid te versterken. Ik zal mij samen met mijn collega's uit alle relevante sectoren en gewesten inzetten voor een sterkere integratie, zodat we evolueren naar een beleid dat gericht is op biodiversiteit en economische en sociale voordelen oplevert in de context van duurzame ontwikkeling. Samen met de regio's zal ik in een werkgroep starten met de opmaak van een nationaal actieplan voor het behoud en de bescherming van de biodiversiteit.

Daarom zal de federale strategie #BeBiodiversity, die als doel heeft "biodiversiteitsvriendelijke" consumptie- en productiepatronen te ontwikkelen, ook worden verdergezet met de ontwikkeling van specifieke projecten en samenwerkingsverbanden.

Ik zal met name een dialoog aangaan met de Regie der Gebouwen en haar bevoegde staatssecretaris. De Regie is al twee jaar één van de pioniers in de strategie rond #BeBiodiversity en haar bijdrage zal belangrijk zijn om te voldoen aan het engagement van de regering om het goede voorbeeld te geven op het vlak van biodiversiteit in het beheer van de federale gebouwen en domeinen.

Daarnaast zal ik de reeds gestarte werkzaamheden rond de integratie van biodiversiteit in bedrijven voortzetten in samenwerking met de gewesten, met name via de online tool "BiodiversiTree".

Als onderdeel van het Europees actieplan tegen illegale handel in wilde dier- en plantensoorten, zal ik ervoor zorgen dat de illegale handel actief wordt tegengegaan.

Verschillende acties zullen ondernomen worden om het regeerakkoord uit te voeren.

Ten eerste zal ik het werk van de nieuwe nationale Task Force inzake duurzame handel in exotische diersoorten nauwlettend opvolgen. Ik zal ook alle nodige diensten bijeenbrengen om de maatregelen in te voeren die moeten worden uitgewerkt in het kader van de herziening van het actieplan van de Europese Unie tegen de handel in wilde diersoorten.

In het kader van de CITES-regelgeving zal de regering de huidige middelen om illegale handel op te sporen

commerce illégal et le combattre (nouvelles techniques, magistrats CITES).

Conjointement avec mes collègues des entités fédérées, je mettrai à exécution l'accord de coopération relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

En plus de ses compétences propres, le fédéral dispose de leviers pour la biodiversité, notamment en matière de coopération au développement, d'économie, de finance, de marchés publics et de fiscalité. J'évaluerai avec mes collègues du gouvernement et des régions là où il y a une valeur ajoutée à renforcer notre collaboration. Il me semble clair qu'un accord sur un Plan national pollinisateurs serait un signal important pour lutter contre le déclin alarmant des pollinisateurs sauvages et domestiques, et, entre autres, réduire l'utilisation des pesticides tel que prévu dans l'accord de gouvernement. De plus, je suivrai avec attention et soutiendrai le développement de partenariats publics-privés pour des engagements volontaires à présenter à la COP15 de la CBD, pour d'une part changer nos modes de consommation et de production, en intégrant mieux la biodiversité, et d'autre part renforcer la biodiversité pour rendre nos villes plus durables et renforcer le maillage bleu-vert en collaboration avec les régions sur tout le territoire belge.

De nombreux rapports ont récemment mis en évidence l'impact catastrophique de notre consommation sur les pertes mondiales de biodiversité (rien moins que la 6^{ème} extinction de masse en cours, de même ampleur que celle qui a vu disparaître les dinosaures), y compris au niveau des forêts. Le développement de produits plus respectueux de la biodiversité ici et ailleurs est pour moi de la première importance, mais nécessite encore des perfectionnements méthodologiques pour lesquels j'encourage mon administration dans la voie qu'elle a déjà entamé. L'initiative de la Commission sur les chaînes d'approvisionnement "Zéro déforestation" retiendra à ce sujet toute mon attention.

Notre pays prendra des engagements pour lutter contre la déforestation importée. Un des pistes pour ce faire est par exemple que la Belgique devienne membre de l'"Amsterdam Declaration Partnership".

Par ailleurs, je combattrai également la déforestation importée par le biais de la coopération et d'initiatives au sein du BENELUX, lors de la présidence belge en 2021.

Je serai attentive à ce que les politiques de développement des biocarburants ou de notre propre alimentation n'entraînent pas un changement non soutenable d'utilisation des sols ici et dans nos pays fournisseurs.

en terug te dringen versterken (nieuwe technieken, CITES-magistraat).

Samen met mijn collega's uit de deelstaten zal ik het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten uitvoeren.

Naast haar eigen bevoegdheden heeft de federale regering hefboomen voor biodiversiteit op het vlak van onder andere ontwikkelingssamenwerking, economie, financiën, overheidsopdrachten en fiscaliteit. Ik zal samen met mijn collega's uit de regering en de gewesten beoordelen waar een versterking van onze samenwerking een toegevoegde waarde heeft. Het lijkt mij duidelijk dat een akkoord over een nationaal actieplan voor bestuivers een belangrijk signaal zou zijn om de alarmerende achteruitgang van wilde en gedomesticeerde bestuivers tegen te gaan en het gebruik van pesticiden te beperken zoals voorzien in het regeerakkoord. Bovendien zal ik de ontwikkeling van publiek-private partnerschappen voor vrijwillige verbintenissen die aan de COP15 van het CBD zullen worden voorgelegd, op de voet volgen en ondersteunen, om enerzijds onze consumptie- en productiepatronen te veranderen door een betere integratie van de biodiversiteit en anderzijds de biodiversiteit te versterken om onze steden duurzamer te maken en het groenblauwe netwerk in heel België te versterken.

Talrijke rapporten hebben onlangs gewezen op de tragische gevolgen van ons verbruik voor het verlies aan biodiversiteit op wereldvlak (we hebben vandaag te maken met niet minder dan de zesde massa-extinctie, van dezelfde omvang als de extinctie die heeft geleid tot het uitsterven van de dinosaurussen), inclusief wat betreft bossen. Het is voor mij van prioritair belang dat hier en elders producten worden ontwikkeld die meer biodiversiteit-vriendelijk zijn, maar dit vergt nog methodologische verbeteringen, waartoe ik mijn administratie zal aanzetten op de reeds ingezette goede weg. In dat verband gaat al mijn aandacht uit naar het initiatief van de Commissie over de toeleveringsketens "Nul ontbossing".

Ons land zal engagementen aangaan om geïmporteerde ontbossing tegen te gaan. Eén van de pistes hier naartoe is dat België bijvoorbeeld lid wordt van het "Amsterdam Declaration Partnership".

Ook door samenwerking en initiatieven binnen de BENELUX, onder het Belgische voorzitterschap in 2021, zal ik geïmporteerde ontbossing tegengaan.

Ik zal erop toezien dat het beleid inzake ontwikkeling van biobrandstoffen of van onze eigen voeding, noch hier, noch in onze toeleveringslanden aanleiding geeft tot een niet-duurzame wijziging van het grondgebruik.

Ces changements d'utilisation des sols ont déjà montré dans le passé un impact dramatique sur les prix et la sécurité alimentaire des pays partenaires, ainsi que sur la biodiversité mondiale, la déforestation et les émissions atmosphériques. Toute notre politique doit être conçue de manière co-responsable et durable d'un point de vue mondial.

Des experts seront appelés à donner des avis sur l'inclusion de l'écocide dans le nouveau code pénal.

Politique de produits

Le Pacte vert européen, son Plan d'action pour une économie circulaire et l'initiative européenne à venir sur les produits durables, constituent la principale base des actions relatives aux produits que je compte entreprendre durant cette législature.

J'adopterai, tel que prévu dans l'accord de gouvernement, conjointement avec mes collègues en charge de l'économie et de la protection des consommateurs, un nouveau plan fédéral d'actions pour l'économie circulaire. Ce plan sera également un apport important dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Pour rappel, l'OCDE estime que l'extraction et le traitement des matières premières nécessaires à la fabrication des produits est à l'origine de plus de la moitié des émissions de carbone mondiales. De même, les Nations Unies estiment que l'extraction et le traitement des ressources naturelles (y compris l'agriculture) sont responsables de 90 % de la perte de biodiversité.

De manière générale, nous soutiendrons activement l'approche européenne consistant à adopter des normes sociales et environnementales élevées comme base de nos relations avec les pays tiers par le biais d'accords commerciaux.

Nous collaborerons avec nos collègues de la coopération au développement pour la transition (mondiale) vers des systèmes alimentaires durables. BEYOND FOOD est en effet une des premières actions concrètes de la transition des systèmes alimentaires en Belgique en plus de la stratégie européenne Farm2Fork et s'inscrit en plein dans ces secteurs prioritaires. La Belgique a acquis une réelle expertise à ce sujet.

Je rejoins la Commission européenne sur le fait que certains produits prioritaires ont un impact négatif majeur sur l'environnement (y compris marin) et que certaines ressources critiques donnent lieu à des conflits et à des obstacles au développement.

In het verleden is al gebleken dat dergelijke wijzigingen van het grondgebruik dramatische gevolgen hadden voor de prijzen en de voedselzekerheid van de betrokken landen, maar ook voor de wereldwijde biodiversiteit, de ontbossing en de luchtmissies. Ons beleid moet volledig getuigen van medeverantwoordelijkheid en duurzaamheid op wereldvlak.

Experten zullen worden verzocht advies te verlenen over de opname van ecocide in het nieuwe strafwetboek.

Productbeleid

De Europese *Green Deal*, het Actieplan voor een circulaire economie en het komende Europese initiatief voor duurzame producten vormen de belangrijkste basis voor de acties met betrekking tot de producten die ik van plan ben te ondernemen tijdens deze legislatuur.

Zoals voorzien in het regeerakkoord, zal ik samen met mijn collega's die verantwoordelijk zijn voor economie en voor consumentenbescherming, een nieuw federaal actieplan voor de circulaire economie aannemen. Dit plan zal ook een belangrijke bijdrage leveren in de strijd tegen klimaatverandering en het verlies aan biodiversiteit. Ter herinnering: de OESO schat dat de winning en verwerking van grondstoffen die nodig zijn om producten te vervaardigen verantwoordelijk is voor meer dan de helft van de wereldwijde koolstofemissies. Evenzo schatten de Verenigde Naties dat de winning en verwerking van natuurlijke hulpbronnen (inclusief landbouw) verantwoordelijk is voor 90 % van het verlies aan biodiversiteit.

In het algemeen steunen we actief de Europese aanpak om via handelsakkoorden hoge sociale en milieustandaarden als basis te nemen voor onze relaties met derde landen.

Samen met onze collega's van ontwikkelingssamenwerking zullen we werk maken van de transitie (op wereldschaal) naar duurzame voedselsystemen. Immers, BEYOND FOOD is een van de eerste concrete acties van de transitie van de voedselsystemen in België, naast de Europese strategie Farm2Fork, en kadert volkomen in die prioritaire sectoren. België heeft een werkelijke expertise opgebouwd op dat gebied.

Ik ben het eens met de Europese Commissie dat sommige prioritaire producten een grote negatieve impact hebben op het (ook mariene) milieu en dat sommige kritische hulpbronnen aanleiding geven tot conflicten en ontwikkelingsimpasses.

En accord avec le *Green deal* européen, nous apporterons une attention à la limitation d'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Pour que les produits soient conçus pour être mieux recyclés, pour fermer le cycle des matériaux, je participerai avec les entités fédérées à la promotion et l'encadrement de l'utilisation de matériaux recyclés (ou secondaires). Je demanderai à mon administration de préparer le développement de critères et de normes légales avec les parties prenantes pour certifier le contenu en matériaux recyclés, avec une attention particulière pour les plastiques et la rationalisation de l'emballage et du suremballage.

Une meilleure gestion des ressources incorporées dans les produits va apporter des bénéfices environnementaux; mais les produits sont aussi sources de toute une série d'autres impacts tout au long de leur cycle de vie.

En concertation au sein du gouvernement et de la DGE, je veillerai à ce que la Belgique défende des positions qui permettent une maîtrise effective des impacts négatifs tout au long de la chaîne de valeurs, en se concentrant d'abord sur les produits les plus nuisibles qui sont aujourd'hui identifiés, et en donnant un horizon fini aux firmes pour les encourager à développer des substituts, revoir très rapidement leurs chaînes d'approvisionnement et mettre en place une stratégie de concurrence loyale mais sans concession autre que de timing. L'horizon sera déterminé mais les modalités pour y arriver seront négociées de manière à ce que toutes les parties prenantes puissent y adhérer.

Les impacts des produits sont multiples et différents acteurs, tout au long du cycle de vie des produits, peuvent agir pour les diminuer s'ils ont les informations utiles.

C'est pourquoi je demanderai à mon administration de participer activement aux débats sur le passeport produit au niveau européen. Un passeport produit contenant toutes les informations utiles aux différents acteurs (de l'importateur et du producteur au consommateur en passant par le réparateur et le recycleur) doit leur être retourné lorsqu'ils en ont besoin.

Le débat sur la digitalisation prend toute sa place dans ce contexte.

Je veillerai à ce que la digitalisation soit considérée comme une source de solutions aux problèmes environnementaux, sans en créer de nouveaux problèmes environnementaux.

In overeenstemming met de Europese *Green Deal* zullen we oog hebben voor de beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

Om producten beter te kunnen recycleren en de materiaalkringloop te kunnen sluiten, zal ik samen met de deelstaten het gebruik van gerecycleerde (of secundaire) materialen aanmoedigen en omkaderen. Ik zal mijn administratie opdragen wettelijke normen en criteria te ontwikkelen met de stakeholders om de inhoud van gerecycleerde materialen te certificeren, met speciale aandacht voor plastic en rationalisering van verpakking en oververpakking.

Een beter beheer van de grondstoffen die in producten zijn verwerkt, zal voordelen voor het milieu opleveren, maar producten creëren ook een reeks andere effecten gedurende hun hele levenscyclus.

In overleg binnen de regering en de DGE, zal ik erop toezien dat België standpunten verdedigt die een effectieve beheersing van de negatieve gevolgen in de hele waardeketen mogelijk maken, door zich in de eerste plaats te richten op de meest schadelijke producten die vandaag geïdentificeerd zijn en door een eindhorizon te bepalen voor de bedrijven om hen ertoe aan te zetten vervangende oplossingen te ontwikkelen, een snelle herziening van hun toeleveringsketens door te voeren en een strategie van eerlijke concurrentie te implementeren, zonder enige andere toegeving dan timing. De horizon zal vastgelegd worden, maar de modaliteiten om het te halen zullen zodanig worden overlegd dat alle stakeholders zich eraan kunnen houden.

De effecten van producten zijn meervoudig en verschillende actoren, gedurende de hele levenscyclus van producten, kunnen handelen om ze te verminderen als ze over de nuttige informatie beschikken.

Daarom zal ik mijn administratie vragen om actief deel te nemen aan de debatten over het productpaspoort op Europees niveau. Een productpaspoort dat alle informatie bevat die nuttig is voor de verschillende actoren (van de invoerder en de producent over de consument tot de hersteller en de recycleerder) en aan hen moet worden teruggegeven wanneer ze het nodig hebben.

Het debat over digitalisering neemt in deze context een belangrijke plaats in.

Ik zal erop toezien dat de digitalisering wordt gezien als een bron van oplossingen voor milieuproblemen, zonder dat het nieuwe milieuproblemen teweegbrengt.

Qualité de l'air et transport durable

Face aux objectifs nationaux de réduction d'émissions (directive NEC 2016/2284/UE) et de qualité de l'air (directive 2008/50/UE), et au vu de mes compétences (sources mobiles et produits), ma contribution aux actions essentielles des entités fédérées (notamment sur le transfert modal, la demande de mobilité et les mesures de mes collègues favorables à la diminution des navettes travail-domicile pour le bien-être en général) se portera avant tout sur deux polluants prioritaires, en complément aux actions des régions, qui sont principalement compétentes. Il s'agit des particules très fines (PM2.5 et moins) et les oxydes d'azote (NOx) pour lesquels il sera difficile d'atteindre les objectifs à l'horizon 2030, mais on fera tout pour. Pourtant ces polluants font des dégâts considérables sur nos enfants et sur les jeunes adultes en bonne santé.

Le respect des normes européennes est une priorité absolue. Il passera par un focus des actions vers les secteurs les plus polluants (ma contribution consistera à travailler sur la normalisation des secteurs et produits clés).

- le transport est responsable des 2/3 des émissions de NOx;
- le secteur du chauffage est quant à lui responsable de 55 % environ des émissions de particules de 2,5µm (PM2.5), sans compter les particules ultrafines qui passent la barrière des poumons.

Si on observe une tendance vers une diminution du nombre de jours de pics de pollution hivernaux, mais une tendance inverse pour les pics estivaux, le niveau de fond de la concentration en ozone est en progression constante depuis quelques années; s'ajoute à cela la multiplication des périodes caniculaires et l'augmentation constatée des températures moyennes ces dernières années. Depuis 2003 de tels épisodes d'alerte n'avaient plus été observés en BE, jusqu'à cet été, ou le seuil d'alerte ozone a été dépassé en plusieurs points.

Tout cela a déjà été mis en évidence en 2018 dans le rapport d'information "Améliorer la qualité de l'air" préparé et adopté par le Sénat.

Luchtqualiteit en duurzaam transport

In het licht van de nationale doelstellingen voor de vermindering van emissies (NEC-richtlijn 2016/2284/EU) en een betere luchtkwaliteit (richtlijn 2008/50/EU), en in het licht van mijn bevoegdheden (mobiele bronnen en producten), zal mijn bijdrage tot de essentiële maatregelen van de deelstaten (onder meer inzake de *modal shift*, de mobiliteitsvraag en de maatregelen van mijn collega's die de vermindering van het woon- werk- verkeer bevorderen voor het welzijn in het algemeen) in de eerste plaats gericht zijn op twee prioritaire verontreinigende stoffen, als aanvulling op de maatregelen van de gewesten, die de leidende bevoegdheid hebben. Het gaat om zeer fijne deeltjes (PM2,5 en minder) en stikstofoxiden (NOx) waarvoor het moeilijk zal zijn om de doelstellingen tegen 2030 te bereiken, hoewel we alles in het werk zullen stellen om deze doelstellingen wel te behalen.

De inachtneming van de Europese normen is een absolute prioriteit. Daartoe zullen de maatregelen gefocust moeten worden op de meest vervuilende sectoren (mijn bijdrage zal erin bestaan werk te maken van de normering van de sleutelsectoren en -producten).

- transport is verantwoordelijk voor 2/3 van de NOx-uitstoot;
- de verwarmingssector is verantwoordelijk voor ongeveer 55 % van de uitstoot van 2,5µm-deeltjes (PM2,5), zonder rekenschap te houden van het ultrafijnstof dat de longwand binnendringt.

Het aantal dagen in de winter waarop een vervuilingsspiek wordt vastgesteld is geleidelijk aan het dalen, maar we zien een tegengestelde trend voor zomerpieken, waardoor het achtergrondniveau van de ozonconcentratie sinds enkele jaren gestaag toeneemt; zeker als we daar de toename van het aantal hittegolfperiodes en de vastgestelde stijging van de gemiddelde temperaturen in de afgelopen jaren bij optellen. Sinds 2003 werden dergelijke alarmperiodes in België niet meer waargenomen, tot deze zomer, toen de ozonalarmdrempel op verschillende punten werd overschreden.

Dit werd allemaal al in 2018 aangetoond in het door de Senaat opgestelde en aangenomen informatieverlag "De verbetering van de luchtkwaliteit".

Lors de la précédente législature, l'autorité fédérale a conclu des accords de coopération. Ces accords ayant été validés en comités de concertation, il est prioritaire de demander à la chambre son assentiment. Ces accords prévoient des obligations de moyens et les modalités du rapportage fédéral concernant le plan national de réduction des émissions concernant les secteurs prioritaires.

En termes de programmation, une coordination des initiatives fédérales est indispensable entre les départements des finances, de la mobilité, de l'environnement et de l'énergie. Les initiatives doivent être rapportées auprès des instances EU, et cela (en ce qui concerne mes compétences) principalement sur les points suivants:

- La réforme du régime des véhicules de société; les motorisations émettrices de gaz à effet de serre à l'utilisation ne seront plus autorisées dès 2026 pour ces véhicules.

- Pour les autres véhicules, la mise en place de cycles d'essais en conditions plus réalistes est attendue en 2021 au niveau EU ainsi que, pour les engins non routiers, la mise en œuvre du règlement Ecodesign dans de nombreux secteurs est déjà programmée, transposée et contrôlée.

Les études et concertations préliminaires verront le jour dès 2021. L'information au consommateur devra clarifier le fait que "zéro émission" à l'utilisation ne signifie pas automatiquement des émissions nulles sur l'ensemble du cycle de vie.

Avec mes collègues compétents, nous étudierons donc en outre la présence suffisante sur le marché de voitures à coût abordable et dont le cycle de vie montre une empreinte écologique le plus petit possible. Ceci de manière à étendre la norme "zéro émission" sur place à "empreinte d'émission totale nettement réduite" par véhicule.

Le gouvernement mettra en place un cadre permettant aux travailleurs qui n'ont pas de voiture de société de recevoir un budget mobilité de leur employeur. De cette manière, on stimulera les alternatives de mobilité durable (transports en commun, vélos, voitures neutres en carbone, etc.) et la volonté d'habiter ou d'emménager près de son lieu de travail.

Accord de coopération environnement-santé

Comme l'indique le concept international de "One Health", et comme le prouvent les nombreux facteurs écologiques ayant permis l'émergence du virus pandémique, on ne peut plus distinguer désormais santé et environnement. Il est urgent d'adopter une perspective

In de vorige legislatuur heeft de federale overheid samenwerkingsakkoorden afgesloten. Aangezien deze akkoorden in de overlegcomités zijn gevalideerd, is het een prioriteit om de instemming van de kamer te vragen. Deze akkoorden voorzien middelenverplichtingen en de federale rapporteringsmodaliteiten over het nationale emissiereductieplan voor de prioritaire sectoren.

Wat de programmatie betreft, is een goede coördinatie van de federale initiatieven tussen de departementen Financiën, Mobiliteit, Leefmilieu en Energie onontbeerlijk. De initiatieven moeten aan de EU-autoriteiten worden gemeld, met name voor de volgende punten:

- De hervorming van het regime rond bedrijfswagens; vanaf 2026 zullen motoren die broeikasgassen uitstoten voor deze wagens niet meer toegestaan zijn.

- Voor andere voertuigen wordt, op EU niveau de invoering van testcycli onder meer realistische omstandigheden verwacht in 2021. Voor niet voor de weg bestemde machines is de uitvoering van de regelgeving inzake Ecodesign in veel sectoren al gepland, omgezet en gecontroleerd.

Voorafgaande studies en consultaties zullen vanaf 2021 het licht zien. Consumenteninformatie moet duidelijk maken dat "Nul emissie" bij gebruik niet automatisch betekent dat er gedurende de hele levenscyclus geen uitstoot is.

Samen met mijn bevoegde collega's zullen wij dus een studie laten uitvoeren naar de toereikende aanwezigheid, op de markt, van betaalbare wagens waarvan de levenscyclus de kleinst mogelijke ecologische voetafdruk heeft. Zodoende zal de norm "nul emissie" ter plaatse worden uitgebreid naar "fors mindere afdruk van totale emissie" per voertuig.

De regering zal een kader uitwerken waarbij ook werknemers die geen aanspraak maken op een bedrijfswagen een mobiliteitsbudget toegekend kunnen krijgen door hun werkgever. Op die manier worden duurzame mobiliteitsalternatieven (openbaar vervoer, fietsen, broeikasgasneutrale auto's, enz.) evenals het dicht bij het werk (gaan) wonen gestimuleerd.

Samenwerkingsakkoord milieu en gezondheid

Zoals aangegeven met het begrip "One Health" en aangetoond door de talrijke ecologische factoren die de uitbraak van het pandemievirus mogelijk hebben gemaakt, zijn gezondheid en milieu voortaan niet meer van elkaar te onderscheiden. Een systemische benadering van de

systémique de la santé et de l'environnement. Ce lien systémique apparaît dans la qualité de l'air, la qualité de l'alimentation, le contrôle des pathogènes, le contrôle des substances toxiques etc. L'Environnement est le premier vecteur de la santé publique dans notre pays.

En ma qualité de présidente de la Conférence Interministérielle de l'Environnement-santé, et en coordination avec mon collègue de la Santé, je veillerai donc à ce que nos décisions, mesures et actions garantissent un environnement sain, en ce compris dans la politique de santé comme le prévoit l'accord de gouvernement. Dans ce cadre, le 3^e programme opérationnel du NEHAP (*National Environment and Health Action Plan*) sera finalisé avec les entités fédérées afin d'offrir des réponses communes aux enjeux posés par les perturbateurs endocriniens (finalisation et adoption du plan national) et l'impact des changements climatiques sur la santé mais aussi plus généralement aux impacts sur la santé de l'exposition aux substances chimiques y inclus les pesticides. En la matière, l'approche pesticides définie dans l'Accord de gouvernement qui est basée sur le principe de précaution, la substitution et la durabilité, guidera le travail de l'administration dans le domaine des autres produits chimiques et conduira à adopter une position à la pointe lors de la discussion sur la stratégie *Green Deal* de durabilité de la chimie.

La surveillance des moustiques exotiques sera pérennisée; enfin, le plan national ozone et forte chaleur sera révisé.

Maitrise des risques produits chimiques

En 2020 et au-delà, la Belgique contribuera par le biais d'une mise en œuvre effective des législations européennes (REACH, CLP, POP, PIC, mercure, etc.) aux objectifs européens visant à atteindre un environnement non-toxique et une ambition "pollution zéro".

L'accord de gouvernement s'engage à une attitude ambitieuse en vue de réduire les matières chimiques.

L'accent sur le *Green deal* met en avant un certain nombre de priorités concrètes reprises dans le chapitre "Green deal" de cette note.

Mon administration s'impliquera notamment dans l'identification et dans l'évaluation des substances préoccupantes. Nous agissons également sur le volet relatif à la gestion des risques pour la santé humaine et/ou l'environnement liés aux substances extrêmement préoccupantes (SVHC) au travers des processus de restrictions et d'autorisations prévus dans REACH. Par ailleurs, nous participerons activement aux discussions

gezondheid en van het milieu is dringend noodzakelijk. Dit systemisch verband komt tot uiting in de luchtkwaliteit, de voedselkwaliteit, de controle op ziektekiemen, de controle op toxische stoffen, enzovoort. Milieu is de eerste hefboom van de volksgezondheid in ons land.

In mijn hoedanigheid van voorzitter van de Interministeriële Conferentie Leefmilieu-Gezondheid en in coördinatie met mijn collega van volksgezondheid zal ik ervoor zorgen dat onze besluiten, maatregelen en acties een gezond milieu garanderen, ook op het gebied van het gezondheidsbeleid, zoals voorzien in het regeerakkoord. In dit kader zal het 3^e operationele programma van het NEHAP (*National Environment and Health Action Plan*) samen met de deelstaten worden afgerond om gemeenschappelijke antwoorden te bieden op de uitdagingen van hormoonverstorende stoffen (afronding en goedkeuring van het nationale plan) en de impact van de klimaatverandering op de gezondheid, maar ook meer in het algemeen op de gezondheidseffecten van de blootstelling aan chemische stoffen, incl. pesticiden. In dit verband zal de in het regeerakkoord gedefinieerde aanpak van pesticiden – die gebaseerd is op het voorzorgsprincipe, vervanging en duurzaamheid – het werk van de administratie op het vlak van andere chemicaliën sturen en zal het ervoor zorgen dat we een leidende positie innemen in de discussie over de *Green Deal*-strategie rond de duurzaamheid van chemicaliën.

Het toezicht op exotische muggen zal worden voortgezet en het nationale ozon- en hitteplan zal worden herzien.

Beheer van de risico's van chemische producten

In 2020 en daarna zal België via de effectieve implementatie van de Europese wetgeving (REACH, CLP, POP, PIC, kwik, enz.) bijdragen tot de Europese doelstellingen om een niet-giftige omgeving en een ambitie van "nulvervuiling" waar te maken.

Het regeerakkoord gaat de verbintenis aan van een ambitieuze houding om de chemische stoffen te verminderen.

Door in te zetten op de *Green Deal* worden een aantal concrete prioriteiten naar voren geschoven, die verder aan bod komen in het hoofdstuk "*Green Deal*".

Mijn administratie zal betrokken zijn bij de identificatie en de beoordeling van stoffen die aanleiding geven tot bezorgdheid. We zullen ook actie ondernemen voor het beheer van de risico's voor de menselijke gezondheid en/of het milieu die verbonden zijn aan zeer zorgwekkende stoffen (SVHC's) via de beperkings- en autorisatieprocessen die voorzien zijn in de REACH-regelgeving. Daarnaast zullen we actief deelnemen aan discussies

relatives à la classification des substances et mélanges dangereux. En effet, ce processus est un des piliers de la gestion du risque en ce qu'il permet d'adopter et de disposer de mesures concrètes de prise en compte du danger des produits chimiques et ce, dans plus de 30 législations sectorielles. La Belgique continuera à contribuer par son expertise scientifique et politique, et celle des secteurs concernés, à tous ces processus et prendra sa part du travail européen en cours avec comme philosophie la poursuite du principe de précaution. Le but est de réduire le risque prévisible et non prévisible plutôt que de prendre des risques calculés et corriger par la suite.

Nous fonderons en effet l'essentiel de notre action sur la méthode *science-based*, en intégrant le principe de précaution. Tous les produits suspectés de présenter des risques pour la santé, la biodiversité ou l'environnement doivent être analysés sur cette base scientifique et en concertation avec les secteurs concernés afin de limiter les effets socioéconomiques néfastes.

Au niveau national et européen les substances perturbatrices du système endocrinien seront au centre de nos concertations pour finaliser le plan d'action national (NAPED) avec toutes les autorités et acteurs sociétaux concernés.

Nous poursuivrons aussi, avec les autres autorités belges, l'évaluation des données présentes dans le registre national des nanomatériaux afin d'améliorer la qualité des informations introduites. Nous participerons à l'élaboration des clauses environnementales pour les marchés publics.

Au niveau international, nous participerons à plusieurs forums dans le domaine de la gestion des produits chimiques, notamment:

- l'ICCM 5 (5^e conférence internationale pour la gestion des produits chimiques) qui validera les nouvelles pierres angulaires de l'approche stratégique de gestion des produits chimiques et des déchets au-delà de 2020;
- les COPs des Conventions de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants et de Rotterdam sur le commerce international des produits chimiques et pesticides dangereux;
- l'UNEA 5 où nous suivons les résolutions en lien avec les produits chimiques;
- la 4^e COP du traité de Minamata sur le Mercure se tiendra aussi en 2021;

over de classificatie van gevaarlijke stoffen en mengsels. Dit proces is namelijk een van de pijlers van het risicobeheer, omdat het de vaststelling en invoering van concrete maatregelen mogelijk maakt om rekening te houden met het gevaar van chemische stoffen, en dit in meer dan 30 sectorale wetgevingen. België zal met zijn wetenschappelijke en politieke expertise, en de expertise van de betrokken sectoren, blijven bijdragen aan al die processen en zal meehelpen aan de lopende Europese werkzaamheden met verder het voorzorgsbeginsel als filosofie. Het is de bedoeling om het voorspelbare en niet-voorspelbare risico te beperken eerder dan berekende risico's te nemen en achteraf bij te sturen.

Voor ons optreden zullen we inderdaad in het grootste deel van ons handelen uitgaan van de *science-based* methode en rekening houden met het voorzorgsbeginsel. Alle producten waarvan vermoed wordt dat zij een gevaar voor de gezondheid, de biodiversiteit of het leefmilieu inhouden, moeten worden onderzocht op die wetenschappelijke basis en in overleg met de betrokken sectoren om de nadelige sociaaleconomische gevolgen te beperken.

Op nationaal en Europees niveau zullen hormoonverstorende stoffen centraal staan in ons overleg om het nationale actieplan (NAPED) met alle relevante autoriteiten en maatschappelijke actoren te finaliseren.

We zullen ook, samen met de andere Belgische autoriteiten, de gegevens in het nationale register van nanomaterialen blijven evalueren om de kwaliteit van de ingevoerde informatie te verbeteren. We zullen meewerken aan de opmaak van de milieuclausules voor overheidsopdrachten.

Op internationaal niveau zullen we deelnemen aan verschillende fora over het beheer van chemische stoffen, met name:

- de ICCM 5 (5^e internationale conferentie voor het beheer van chemische stoffen) die de nieuwe hoekstenen van de strategische aanpak van het beheer van chemische stoffen en afval na 2020 zal valideren;
- de COP's van het Verdrag van Stockholm inzake persistente organische verontreinigende stoffen en het Verdrag van Rotterdam inzake de internationale handel in gevaarlijke chemische stoffen en pesticiden;
- de UNEA 5, waar we gevolg geven aan de resoluties over chemische stoffen;
- De 4^e COP van het Minamata-verdrag inzake kwik zal ook in 2021 worden gehouden;

— OCDE / Réunion conjointe du Comité des produits chimiques et du Groupe de travail sur les produits chimiques, les pesticides et la biotechnologie (“*joint meeting*”).

Biocides et pesticides agricoles

Les biocides font partie de la catégorie des pesticides pour lesquels leurs usages sont non agricoles. La mise sur le marché belge des produits biocides et des substances actives (Règlement EU 528/2012) fait l’objet d’une évaluation des risques pour la santé et pour l’environnement. Afin de limiter la vente et l’utilisation des produits biocides les plus dangereux aux professionnels, le circuit restreint a été instauré en Belgique depuis 2016: il consiste à enregistrer tous les vendeurs et utilisateurs professionnels dans une base de données, en application de mesures spécifiques liées à la dangerosité des produits visés telles que le port d’équipement de protection individuelle ainsi que des conditions de formation spécifique en fonction du type de produit concerné.

Le circuit fermé sera évalué et ajusté en fonction de l’évaluation. Les données et le monitoring sont en effet très importants pour rendre le suivi et les politiques plus efficaces.

Durant la crise du coronavirus, la demande de désinfectants a connu une hausse exponentielle. Pour rappel, les gels désinfectants pour les mains et les produits de désinfection des surfaces sont des biocides. Mon service continuera à apporter son savoir pour gérer cette problématique.

Je vais, conjointement avec le ministre de la Santé et avec mes collègues régionaux, continuer à insister sur la sécurité d’utilisation de ces produits.

Exécutant les ambitions affichées par le *Green Deal* et la Stratégie Farm2Fork, j’entreprendrai des démarches en concertation avec le gouvernement et les entités fédérées pour réduire drastiquement le volume des pesticides en Belgique.

Pour ce faire, le plan de réduction des pesticides NAPAN qui découle de la législation pesticide sera revu en concertation étroite avec le ministre de l’agriculture en portant une attention particulière aux entreprises (agricoles) belges afin qu’elles ne soient pas placées dans une position concurrentielle défavorable.

Un projet de stratégie nationale pollinisateurs sera prochainement porté à la CIE. La santé des agriculteurs les préoccupe en outre tout autant que leur revenu

— OESO / Gezamenlijke vergadering van het Comité chemische stoffen en de Werkgroep chemische stoffen, pesticiden en biotechnologie (“*joint meeting*”).

Biociden en landbouwpesticiden

Biociden behoren tot de categorie van pesticiden voor niet-landbouwgebruik. Het op de Belgische markt aanbieden van biocideproducten en van de werkzame stoffen (EU-verordening 528/2012) vormt het onderwerp van een evaluatie van de risico’s voor de gezondheid en het milieu. Om het verkoop en het gebruik van de meest gevaarlijke biocide-producten te beperken tot de beroepsbeoefenaars werd in 2016 het gesloten circuit ingevoerd in België: alle professionele verkopers en gebruikers worden geregistreerd in een databank, er worden specifieke maatregelen toegepast naargelang de gevaarlijkheid van de betrokken producten, zoals het dragen van persoonlijke beschermingsmiddelen, en er worden specifieke opleidingsvoorwaarden opgelegd in functie van het betrokken producttype.

Het gesloten circuit zal geëvalueerd en aangepast worden op basis van de evaluatie. Immers, gegevens en monitoring zijn zeer belangrijk voor een meer efficiënte opvolging en beleidsvoering.

Tijdens de coronacrisis was er een exponentiële stijging van de vraag naar ontsmettingsmiddelen. Het moet herhaald worden dat ontsmettingsgels voor handen en producten om oppervlakken te ontsmetten biociden zijn. Mijn dienst zal verder kennis leveren om om te gaan met die problematiek.

Samen met de minister van Volksgezondheid en mijn gewestelijke collega’s zal ik blijven hameren op het veilige gebruik van deze middelen.

In uitvoering van de ambities uit de *Green Deal* en de *Farm to Fork*-strategie zal ik stappen zetten in overleg met de regering en de deelstaten om het aandeel van pesticiden in België drastisch te verminderen.

Hiertoe zal in nauw overleg met de minister van landbouw een herziening worden doorgevoerd van het NAPAN-plan ter vermindering van de pesticiden, dat voortvloeit uit de wetgeving inzake pesticiden, met bijzondere aandacht voor de Belgische landbouw bedrijven zodat deze niet in een concurrentieel nadelige positie worden gebracht.

Een ontwerp van nationale strategie inzake bestuivers zal binnenkort aan de ICL worden voorgelegd. Landbouwers zijn evenzeer bekommerd om hun

garanti, ce qui justifie le passage de nombre d'entre eux vers l'agriculture biologique. C'est avec et pour les agriculteurs et leurs clients que nous atteindrons les objectifs de l'agriculture durable tels que définis par les Nations Unies (voir en particulier les critères d'utilisation réduite ou nulle de pesticides retenus par la FAO pour SDG 2.4.1 sur l'agriculture durable). En agissant sur l'utilisation de pesticides agricoles, ainsi que sur la limitation des excès d'engrais, je m'engagerai avec les régions et le ministre de l'agriculture à ce que la Belgique améliore son pourcentage de surfaces agricoles durables.

Inspection et contrôles

L'Inspection Fédérale de l'Environnement est responsable du contrôle sur le marché belge de quelques 80 réglementations nationales et européennes différentes et relatives aux produits chimiques et biocides, aux normes de produits, aux produits phytopharmaceutiques (à utiliser en dehors de la chaîne alimentaire), aux espèces animales et végétales protégées et à la lutte contre l'importation de bois illégal.

Par ses inspections et contrôles, mon administration continuera à protéger la santé des citoyens et de l'environnement mais vu la croissance et la complexité des matières dont elle est compétente et l'envol qu'a pris le commerce en ligne, j'étudierai avec mes collègues du gouvernement la pertinence globale (tant pour l'économie et les PME que la sécurité des consommateurs) d'y affecter des moyens supplémentaires. Sur ce point, je me coordonnerai avec le ministre de la Santé puisque la loi relative aux normes de produits du 21 décembre 1998 a aussi pour objectif de diminuer l'impact des produits sur la santé.

L'e-commerce pose de nouveaux défis pour un contrôle efficace. Il faut trouver un moyen de faciliter la recherche des infractions à contrôler. Je vais demander à l'administration d'étudier l'opportunité d'utiliser des moyens informatiques de *datamining* performants qui permettent de "suivre à la trace" les activités de vente de produits illégaux via l'e-commerce, ou d'identifier les fournisseurs délictueux et de les mettre hors d'état de nuire par une coopération policière internationale. La coopération avec les services de police spécialisés dans la fraude internet (*Federal Computer Crime Unit*) sera mise en place à mon initiative à ce sujet.

La spécialisation des magistrats et du personnel judiciaire dans le domaine des infractions environnementales sera ancrée dans la loi. Mes services appuieront et

gezondheid dan om hun gegarandeerd inkomen, waardoor een aantal onder hen overschakelen naar de biologische landbouw. Samen met de landbouwers en voor hen en hun klanten zullen we de doelstellingen van duurzame landbouw bereiken zoals bepaald door de Verenigde Naties (zie inzonderheid de criteria van de FAO criteria inzake beperkt of-niet gebruik van pesticiden voor SDG 2.4.1 over duurzame landbouw). Door in te spelen op het gebruik van landbouwpesticiden en op de beperking van overtollige meststoffen zal ik mij samen met de gewesten en de minister voor landbouw inzetten opdat België het aandeel van duurzame landbouwoppervlaktes uitbreidt.

Inspectie en controles

De Federale Milieu-inspectie is verantwoordelijk voor de controle van een 80-tal verschillende nationale en Europese regelgevingen op de Belgische markt met betrekking tot chemische stoffen en biociden, productnormen, gewasbeschermingsmiddelen (te gebruiken buiten de voedselketen), beschermde dieren plantensoorten en de strijd tegen de invoer van illegaal hout.

Door middel van zijn inspecties en controles zal mijn administratie de gezondheid van de burger en het milieu blijven beschermen, maar gezien de groei en complexiteit van de domeinen waarvoor de inspectie verantwoordelijk is en de enorme vlucht die e-commerce heeft genomen, zal ik samen met mijn collega's binnen de regering de globale relevantie (zowel voor de economie en de kmo's als voor de veiligheid van de consumenten) bestuderen om aanvullende middelen te besteden. Op dit punt zal ik overleggen met de minister van Volksgezondheid, aangezien de wet op de productnormen van 21 december 1998 ook tot doel heeft de impact van producten op de gezondheid te verminderen.

De e-handel brengt nieuwe uitdagingen met zich mee met het oog op een efficiënte controle. Er moet een middel worden gevonden om de opsporing van te controleren inbreuken te vergemakkelijken. Ik zal mijn administratie vragen de wenselijkheid te onderzoeken van het gebruik van performante *datamining*-informatiemiddelen waarmee het spoor kan worden gevolgd van de verkoop van illegale producten via e-handel en criminele leveranciers geïdentificeerd kunnen worden en, dankzij internationale samenwerking, onschadelijk kunnen worden gemaakt. In dat verband zal ik het initiatief nemen voor een samenwerking met de politiediensten die gespecialiseerd zijn in internetfraude (de *Federal Computer Crime Unit*).

De specialisatie van magistraten en gerechtelijk personeel op het gebied van milieu-inbreuken zal worden verankerd in de wet. Mijn diensten zullen hiertoe, samen

conseilleront, avec les services spécialisés du ministre de l'économie et des régions, les services du ministre de la justice à cet effet.

INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

La convention d'Aarhus garantit à tout citoyen l'accès aux informations environnementales détenues par l'administration qui le concerne. Je contribuerai à la politique fédérale coordonnée en matière d'open data, et ceci, en collaboration avec le ministre ayant la statistique dans ses attributions (le ministre de l'économie) en mettant à disposition, sous forme d'open data, toutes les bases de données de mon département, à commencer par les enregistrements CITES et les statistiques de mise sur le marché de produits chimiques, ceci dans le respect du secret des affaires (aucune publication ne doit permettre à un concurrent d'identifier un déclarant en particulier).

De par sa position de coordination de la politique internationale de l'environnement, et tout récemment de l'(*Environmental Performance review* par l'OCDE, mon département voit en outre passer beaucoup de données au niveau belge, à commencer par les données collectées en concertation avec les entités fédérées via le CCPIE pour la satisfaction de nos obligations internationales de rapportage ou pour enrichir les bases de données statistiques internationales (OCDE, Eurostat et Nations unies).

Nous allons préparer un plan pour la mise à jour annuelle des indicateurs environnementaux typiquement "fédéraux" sur notre site internet. En concertation avec les entités fédérées au sein du CCPIE et/ou l'institut interfédéral de Statistique et le site belgium.be, j'étudierai la possibilité de réaliser un "portail environnement belge" enrichi pointant vers les sources de données et d'indicateurs environnementaux officiels. Un tel portail a existé par le passé à Statbel et ne nécessiterait pas de grands investissements pour voir le jour. De tels portails existent en effet déjà mais en ordre dispersé. Il "suffit" de montrer aux citoyens où chercher. La mise en œuvre d'un tel portail doit être précédée de discussions entre les détenteurs de données, ce que nous testerons cette année.

Quelle que soit sa forme, un portail d'entrée unique vers les données serait une manière de favoriser la compréhension et le croisement des enjeux du développement durable, et donc le débat public et la prise de conscience que malgré notre structure institutionnelle complexe, notre pays a acquis dans le domaine de l'environnement une certaine efficacité de prise de décision. Cela permettra de prouver que la répartition

met de gespecialiseerde diensten van de minister van Economie en van de gewesten, bijstand en advies verlenen aan de diensten van de minister van Justitie.

MILIEU-INFORMATIE

Het Verdrag van Aarhus waarborgt voor iedereen de toegang tot milieu-informatie, in het bezit van de administratie, die hem of haar aangaat. Ik zal bijdragen tot een gecoördineerd federaal beleid inzake open data, zulks in samenwerking met de minister die bevoegd is voor Statistiek (de minister van Economie) door alle databases van mijn departement beschikbaar te stellen onder de vorm van open data, te beginnen met de CITES-registraties en de statistieken van op de markt gebrachte chemische producten; dit zal gebeuren met inachtneming van het zakelijke geheim (geen enkele publicatie mag een concurrent in de gelegenheid stellen om in het bijzonder een aangever te identificeren).

Als coördinatie instantie voor het internationaal milieubeleid en onlangs nog de *Environmental Performance Review* door de OESO, ziet mijn departement bovendien veel gegevens passeren op Belgisch niveau en in de eerste plaats de gegevens die via het CCIM worden verzameld in overleg met de deelstaten om te voldoen aan onze internationale rapportageverplichtingen of om de internationale statistische databases (OESO, Eurostat en Verenigde Naties) te voeden.

We zullen een plan uitwerken voor de jaarlijkse bijwerking van de typisch "federale" milieu-indicatoren op onze website. In overleg met de deelstaten binnen het CCIM en/of het Interfederaal Instituut voor de Statistiek en belgium.be zal ik de mogelijkheid onderzoeken om een verrijkt "Belgisch milieuportaal" tot stand te brengen dat verwijst naar de bronnen van officiële milieugegevens en -indicatoren. Een dergelijk portaal heeft in het verleden bestaan bij Statbel en zou geen grote investeringen vragen om tot stand te komen. Er bestaan immers al soortgelijke portalen, weliswaar in verspreide orde. Het zou "volstaan" om aan de burgers aan te geven waar ze moeten zoeken. De aanmaak van een dergelijk portaal moet worden voorafgegaan door discussie tussen de gegevenshouders, en dat zullen we dit jaar toetsen.

Ongeacht de vorm ervan zou een eenheidsportaal voor de toegang tot de gegevens een middel zijn om het begrip en de kruising van de uitdagingen van de duurzame ontwikkeling te bevorderen, en bijgevolg het publieke debat en de bewustwording dat ons land, ondanks onze complexe staatsstructuur, een bepaalde mate van efficiëntie heeft bereikt in de besluitvorming op het gebied van milieu. Daarmee wordt bewezen dat

des compétences marche et d'identifier clairement pour quels enjeux cela marche moins bien.

GREEN DEAL

Le Pacte vert européen, ou *Green Deal*, veut transformer l'économie de l'Union européenne pour un avenir durable. Il se veut le fer de lance de la politique de l'Union européenne, son moment "*man to the moon*", selon les mots de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. Il a pour vocation de faire de l'Union européenne le premier continent climatiquement neutre du monde.

Le *Green Deal* européen intègre dans une vision systémique tous les secteurs de la transition avec comme objectifs:

- renforcer l'ambition climatique de l'Union européenne pour 2030 et 2050;
- fournir de l'énergie propre, abordable et sûre;
- mobiliser l'industrie pour une économie propre et circulaire;
- construire et rénover en étant économes en énergie et en ressources;
- viser une ambition "zéro pollution" pour un environnement sans substances toxiques;
- préserver et rétablir les écosystèmes et la biodiversité;
- construire un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement via la Stratégie "de la ferme à la fourchette";
- accélérer la transition vers une mobilité durable et intelligente;
- financer la transition;
- ne laisser personne de côté, via une transition équitable.

Il est essentiel de positionner la Belgique comme un État membre exemplaire et leader par rapport au *Green Deal* européen. C'est l'esprit de ce Pacte vert pour l'Europe qui inspire la politique du gouvernement fédéral et en particulier sa politique de relance vers une transition juste. J'aurai à coeur, en tant que ministre, d'attacher la plus haute importance au principe de juste transition, de transition équitable, au "no one left behind" ("ne laisser personne de côté") exprimé par

bevoegdheidsverdeling werkt en worden de items waarvoor dit minder het geval is, duidelijk geïdentificeerd.

GREEN DEAL

Het Groene Pact voor Europa, of *Green Deal*, beoogt de economie van de Europese Unie te transformeren voor een duurzame toekomst. Het wil worden gezien als een "*man to the moon*"-gebeuren, zoals de voorzitter van de Commissie Ursula von der Leyen heeft gezegd, en het voortouw nemen van het beleid van de Europese Unie. Het doel is dat Europa het eerste klimaatneutraal continent ter wereld wordt.

De *European Green Deal* integreert in een systemische visie alle sectoren van de transitie met de volgende doelstellingen:

- het ambitieniveau van de Europese Unie inzake het klimaat voor 2030 en 2050 verhogen;
- zorgen voor schone, betaalbare en veilige energie;
- het bedrijfsleven mobiliseren voor een schone en circulaire economie;
- op energie- en hulpbronnefficiëntie wijze bouwen en renoveren;
- streven om vervuiling tot nul terug te brengen voor een gifvrij milieu;
- behoud en herstel van ecosystemen en biodiversiteit;
- "van boer tot bord" de ontwikkeling van een eerlijk, gezond en milieuvriendelijk voedselsysteem;
- de transitie naar duurzame en slimme mobiliteit versnellen;
- de transitie financieren;
- niemand achterwege laten, dankzij een rechtvaardige transitie.

Het komt erop aan dat België een voorbeeldige lidstaat wordt en een leidende rol opneemt met betrekking tot de Europese *Green Deal*. De inspiratie van het beleid van de federale regering, en inzonderheid het relancebeleid voor een rechtvaardige transitie, moet worden gezocht in de geest zelf van het Europese Groene Pact. In mijn hoedanigheid van minister zal ik er zorg voor dragen dat het grootste belang wordt gehecht aan het beginsel van rechtvaardige transitie en aan dat van "*no one*

l'Union européenne. Les populations les plus précarisées sont en effet les principales victimes de la destruction écologique des conditions de vie ici et ailleurs. La relance, en redéployant l'économie vers la transition juste, peut à la fois améliorer la qualité de vie des publics précarisés, diminuer notre empreinte écologique mais aussi créer des milliers d'emplois durables. C'est ce que j'appelle le triple dividende de la transition juste.

Le gouvernement veut inscrire fermement la Belgique dans les ambitions climatiques de Paris et dans le *Green Deal* européen.

Sur la base des recommandations opérationnelles de la Commission européenne, le gouvernement fédéral développera avec les Régions un plan interfédéral ambitieux en ligne avec le *Green Deal* européen.

Le Plan de relance et de transition du gouvernement vise à accélérer la transition vers une économie durable et résiliente. Les investissements publics prévus seront essentiels à la réalisation des objectifs européens poursuivis dans le cadre du *Green Deal* et au passage d'une économie linéaire à une économie circulaire. Une attention particulière, dans ces investissements, sera accordée aux domaines importants dans le cadre du développement du *Green Deal* européen. Le plan de relance et de transition tirera pleinement profit des possibilités offertes à notre pays par le fonds de relance européen et le *Green Deal* européen, et maximisera les synergies entre l'État fédéral, les entités fédérées et les pouvoirs locaux. La concertation sera lancée dès que possible avec mes collègues au sein du gouvernement.

Les responsabilités qui me sont confiées dans ce gouvernement sont à la fois spécifiques et transversales. Les défis à relever en matière d'environnement, de climat et de développement durable nécessitent en effet l'implication transversale de toutes les autres compétences du gouvernement, pour répondre aux urgences de la transition juste.

Je m'engage à développer et défendre des mesures et des politiques à tous les niveaux pour mettre en œuvre l'engagement que la première ministre a pris au nom de la Belgique dans le "*Leader's Pledge for Nature*" de septembre 2020.

Le *Green Deal* de l'Union européenne a ouvert un débat constructif avec toute une série de départements essentiels pour les différentes transitions sociétales que nous initiions en ce moment, notamment sous la pression de la crise actuelle.

left behind" ("niemand achterwege laten"), zoals door de Commissie gesteld. Immers, de meest behoeftige bevolkingsgroepen zijn de grootste slachtoffers van de ecologische afbraak, hier en elders, van de levensomstandigheden. Door de economie de weg van de rechtvaardige transitie te laten inslaan kan de relance zowel de levenskwaliteit van kansarmen verbeteren als onze ecologische voetafdruk doen verminderen, maar ook duizenden duurzame banen scheppen. Dat noem ik het drievoudige dividend van de rechtvaardige transitie.

De regering wil zich volledig inschrijven in de klimaatambities van Parijs en in de Europese *Green Deal*.

Op basis van de operationele aanbevelingen van de Europese Commissie zal de federale regering samen met de gewesten een ambitieus interfederaal plan opzetten in lijn met de Europese *Green Deal*.

Het relance- en transitieplan van de regering heeft eveneens tot doel om de transitie naar een duurzame en veerkrachtige economie te maken. De voorziene publieke investeringen zullen essentieel zijn voor het bereiken van de Europese doelstellingen in het kader van de *Green Deal* en voor de omslag van een lineaire naar een circulaire economie. Bij die investeringen zal bijzondere aandacht gaan naar de domeinen die relevant zijn in het kader van de ontwikkeling van de Europese *Green Deal*. Het relance- en transitieplan speelt volop in op de mogelijkheden die het Europese herstellfonds en de Europese *Green Deal* aan ons land bieden, en zal zorgen voor een maximalisering van de synergieën tussen de federale overheid, de deelstaten en de lokale entiteiten. Hun overleg wordt opgestart van zodra dit mogelijk is.

De verantwoordelijkheden die mij in deze regering zijn toevertrouwd, zijn tegelijk specifiek en transversaal. De uitdagingen op het gebied van milieu, klimaat en duurzame ontwikkeling vereisen de transversale betrokkenheid van alle andere bevoegdheidsdomeinen van de regering om correct te kunnen reageren op de urgenties van de rechtvaardige transitie.

Ik zal mij inzetten om op alle niveaus maatregelen en beleid te ontwikkelen en te verdedigen om het engagement dat de eerste minister namens België is aangegaan in de "*Leader's Pledge for Nature*" van september 2020, waar te maken.

De *Green Deal* van de Europese Commissie heeft een constructief debat op gang gebracht met een hele reeks departementen die essentieel zijn voor de verschillende maatschappelijke transitieën die we momenteel in gang zetten, met name onder druk van de huidige crisis.

L'année qui vient sera cruciale pour établir ou renforcer les consultations et les collaborations au sein de notre gouvernement fédéral mais aussi avec les gouvernements des entités fédérées. Pour obtenir des résultats, nous devons oser la confiance. Ce qui demande de se connaître, de disposer de données et de s'accorder sur des méthodes de travail qui ont fait leurs preuves mais aussi de renforcer la transparence et l'inclusivité des structures de coordination belges.

Pour 2021, nous disposerons des recommandations de l'Examen des performances environnementales de la Belgique de l'OCDE qui s'effectue tous les 10 ans. Ces recommandations peuvent aider toutes les entités fédérées de Belgique à améliorer leurs politiques. Nous avons besoin de mieux comprendre les visions de chacun en vue de développer des politiques cohérentes pour répondre aux besoins de notre pays.

Nous avons besoin de données pour établir nos politiques mais aussi pour évaluer plus rapidement les résultats qu'elles délivrent, de façon régulière et en toute transparence. Mon objectif est de trouver avec les acteurs environnementaux, statistiques et du développement durable, une manière de rendre l'accès à ces données et à leurs indicateurs essentiels beaucoup plus aisé qu'aujourd'hui.

Le *Green Deal* est étroitement lié à différents points de l'accord de gouvernement et je veillerai à ce que les consultations et collaborations nécessaires se fassent au sein de notre gouvernement mais aussi avec les gouvernements des entités fédérées. Notre société est en transition, ce qui demande un débat transparent et des méthodes de gouvernance qui y répondent. Les stratégies européennes du *Green Deal* montrent les étapes d'un chemin pour développer une société plus résiliente. Les Objectifs de Développement Durable trouveront leur solution commune dans des transitions que nous sommes appelés à développer pour renforcer la protection de la biodiversité, réduire les pressions exercées sur nos écosystèmes et stabiliser le climat. Cela implique notamment la mise en place d'une société climatiquement neutre, le renforcement de la circularité de notre économie et la transition de nos systèmes alimentaires et la durabilité de nos filières d'importations. En tant que ministre en charge du *Green Deal*, j'accorderai, par ailleurs, une attention particulière à ce qu'en 2024 la Présidence belge du Conseil européen dispose de toutes les ressources indispensables à l'atteinte des objectifs que nous définirons en dialogue avec l'Espagne (2023) et la Hongrie (deuxième partie de 2024).

Redéployer l'économie et la société dans une optique de transition juste, via les efforts de relance et dans un

Het komende jaar zal cruciaal zijn voor het opzetten of versterken van het overleg en de samenwerking binnen onze federale regering, maar ook met de regeringen van de deelstaten. Om resultaten te boeken, zullen we vertrouwen moeten durven hebben. Dat vereist kennis van elkaar, beschikken over gegevens en overeenkomsten bereiken over beproefde werkmethoden, maar ook een grotere transparantie en inclusiviteit van de Belgische coördinatiestructuren.

In 2021 krijgen we de aanbevelingen uit de Evaluatie van de Belgische milieuprestaties van de OESO, die om de 10 jaar wordt uitgevoerd. Deze aanbevelingen kunnen alle gefedereerde entiteiten in België helpen om hun beleid te verbeteren. We moeten elkaars standpunten beter begrijpen om een samenhangend beleid te ontwikkelen dat aan de behoeften van ons land voldoet.

We hebben gegevens nodig om ons beleid uit te stippelen, maar ook om de resultaten ervan sneller te evalueren, op regelmatige basis en op transparante wijze. Ik stel mij tot doel om, samen met de actoren inzake leefmilieu, statistiek en duurzame ontwikkeling, een weg te vinden om de toegang tot die gegevens en hun sleutelindicatoren veel gemakkelijker te maken dan vandaag.

De *Green Deal* is nauw verwant met verschillende punten uit het regeerakkoord en ik zal erover waken dat het nodige overleg en de nodige samenwerkingen plaatsvinden binnen onze regering, maar ook met de regeringen van de deelstaten. Onze samenleving is aan een transitie toe; dit vraagt een transparant debat en beleidsmethodes die hieraan tegemoetkomen. De Europese strategieën uit de *Green Deal* geven de stappen aan die moeten worden gezet om een meer veerkrachtige maatschappij tot stand te brengen. De doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling zullen een gemeenschappelijk antwoord vinden in de transities die wij moeten ontwikkelen om de bescherming van de biodiversiteit te verhogen, de druk op onze ecosystemen te verminderen en het klimaat te stabiliseren, onder meer door een klimaatneutrale samenleving, een meer circulaire economie, de omslag van onze voedselsystemen en de verduurzaming van onze invoerstromen. In mijn hoedanigheid van minister belast met het *Green Deal* zal ik ook in het bijzonder erop toezien dat het Belgische voorzitterschap van de Raad in 2024 over alle vereiste middelen beschikt om de doelstellingen te halen die we zullen vastleggen in samenspraak met Spanje (2023) en met Hongarije (tweede semester van 2024).

Het heropstarten van de economie en de maatschappij met het oog op een rechtvaardige transitie, door middel

esprit de *Green Deal*, est une responsabilité partagée au sein des gouvernements fédéral et régionaux, qui demande un haut degré de coordination. Le secteur de l'environnement se concerte depuis longtemps avec d'autres secteurs via les mécanismes du Comité de Coordination de la Politique Internationale de l'Environnement qui se sont perfectionnés depuis 25 ans. Je proposerai là où c'est pertinent l'utilisation de ces mécanismes ou de mécanismes identiques.

Dans le cadre de la révision et de la mise à jour annoncées des accords de coopération en matière de politique étrangère de 1994, je travaillerai avec la ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes pour faire en sorte que le rôle crucial que la CCPIE a joué avec grand succès depuis 1995 en la préparation des positions belges pour la politique européenne et internationale soit maintenu et renforcé.

J'attacherai une attention particulière à la cohérence entre les différents volets du *Green Deal* afin de répondre aux défis posés par les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Le plan de relance et transition interfédéral sera un élément clé pour la réalisation des objectifs européens du *Green Deal*.

Renforcer l'ambition climatique de l'Union européenne pour 2030 et 2050

Il va sans dire que cette section doit être lue conjointement avec le chapitre "Climat" plus haut dans le document de politique.

L'ensemble de l'ambition climatique de la Commission européenne inscrite dans le *Green Deal* transparaît nettement dans la stratégie d'actions exposée plus haut et inscrite dans la politique climatique que je mènerai. La Belgique mènera en ce sens une politique active et exemplaire pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050.

Fournir de l'énergie propre, abordable et sûre

La note de politique du ministre chargé de l'énergie (et le ministre de la Mer du Nord concernant les éoliennes offshore) apportera ici une contribution importante.

Stratégie industrielle pour une économie propre et circulaire

En mars dernier, la Commission européenne publiait, dans le cadre du *Green Deal*, son nouveau plan d'action pour une Economie Circulaire. Ce plan contient une large gamme d'initiatives visant à mettre en place un cadre

van herstelinspanningen en in de geest van de *Green Deal*, is een gedeelde verantwoordelijkheid binnen de federale en gewestelijke overheden, wat een hoge graad van coördinatie vergt. In de milieusector is het gebruikelijk om te overleggen met andere sectoren via de mechanismen van het Coördinatiecomité voor Internationaal Milieubeleid, die de afgelopen 25 jaar zijn geperfectioneerd. Indien van toepassing zal ik voorstellen om deze of identieke mechanismen te gebruiken.

In de context van de aangekondigde evaluatie en actualisatie van de samenwerkingsakkoorden inzake het buitenlands beleid uit 1994, zal ik er samen met de minister van Buitenlandse Zaken en Europese Aangelegenheden over waken dat de cruciale rol die het CCIM sedert 1995 met groot succes heeft gespeeld in de voorbereiding van de Belgische standpunten voor het Europese en internationale beleid, wordt behouden en versterkt.

Ik zal bijzondere aandacht besteden aan de samenhang tussen de verschillende onderdelen van de *Green Deal* om een antwoord te kunnen geven op de uitdagingen die de klimaatverandering en de aantasting van het milieu met zich meebrengen. Het interfederaal herstel- en transitieplan zal een sleutelrol spelen in de verwezenlijking van de Europese doelstellingen van de *Green Deal*.

Versterking van de klimaatambitie van de EU voor 2030 en 2050

Het spreekt vanzelf dat dit onderdeel samen moet gelezen worden met het hoofdstuk "Klimaat" hogerop in de beleidsnota.

De volledige klimaatambitie van de Europese Commissie, zoals ingeschreven in de *Green Deal*, komt duidelijk tot uiting in de hoger uiteengezette actiestrategie, zoals ingeschreven in het klimaatbeleid dat ik zal voeren. In dat opzicht zal België een actief en voorbeeldig beleid voeren om klimaatneutraliteit te bereiken tegen 2050.

Schone, betaalbare en veilige energie

De beleidsnota van de minister bevoegd voor Energie (en de minister voor de Noordzee inzake offshore wind-turbines) zal hier een belangrijke bijdrage aan leveren.

Industriële strategie voor een schone en circulaire economie

In maart heeft de Europese Commissie in het kader van de *Green Deal* haar nieuwe actieplan voor een circulaire economie gepubliceerd. Dit plan bevat een brede waaier van initiatieven die gericht zijn op het

d'action pour les produits. Un tel cadre a pour objectif que les produits, services et modèles d'entreprise durables deviennent la norme et que les modes de production et de consommation se transforment de manière à éviter la production de déchets. Ce cadre d'action pour les produits sera déployé progressivement et mettra l'accent sur les chaînes de valeur et secteurs clés.

Ainsi plus d'une dizaine de nouvelles initiatives ou de modifications de législations existantes sont annoncées par la Commission pour 2021. Avec le support de mon administration, et comme annoncé dans l'accord de gouvernement, je défendrai des positions fortes dans les dossiers qui relèvent de mes compétences. Je pense en particulier à la future initiative qui élargira le scope de la directive Ecodesign. Cette directive couvre actuellement les produits liés à l'énergie et fixe des exigences minimales en termes de consommation énergétique de ces produits. Il s'agira d'élargir la gamme de produits et d'intégrer de nouvelles exigences liées à la circularité des produits (allongement de la durée de vie, réparabilité, recyclage sain des matériaux et composants, ...). Les autres initiatives annoncées aborderont des enjeux particuliers à certaines catégories de produits:

- un nouveau cadre réglementaire pour les batteries;
- de nouvelles stratégies pour les textiles et les matériaux de construction;
- la limitation d'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques;
- les exigences essentielles relatives aux emballages en vue notamment de réduire les emballages, le suremballage et les déchets d'emballages;
- les exigences obligatoires relatives à la teneur en matières plastiques recyclées dans certains produits, etc.

Au niveau de mes compétences, le plan fédéral d'action pour l'économie circulaire reprendra:

- Transposer de façon ambitieuse la directive sur les plastiques à usage unique;
- Encadrer la communication des producteurs attestant qu'un produit contient un pourcentage déterminé de matériaux recyclés sûrs;

vaststellen van een productbeleidskader. Het doel van een dergelijk kader is ervoor te zorgen dat duurzame producten, diensten en bedrijfsmodellen de norm worden en dat de productie- en consumptiepatronen zodanig worden getransformeerd dat het ontstaan van afval wordt voorkomen. Dit product-actiekader wordt geleidelijk aan ontwikkeld en is gericht op de belangrijkste waardeketens en sleutelsectoren.

De Commissie heeft voor 2021 meer dan tien nieuwe initiatieven of wijzigingen van bestaande wetgevingen aangekondigd. Met de steun van de overheid, en zoals aangekondigd in het regeerakkoord, zal ik sterke standpunten verdedigen in de dossiers die onder mijn bevoegdheden vallen. Ik denk in het bijzonder aan het toekomstige initiatief dat het toepassingsgebied van de Ecodesign-richtlijn zal verbreden. Deze richtlijn bestrijkt momenteel energiegerelateerde producten en stelt minimumeisen aan het energieverbruik van deze producten. Het doel is om het productaanbod uit te breiden en nieuwe eisen in verband met het circulaire karakter van de producten te integreren (langere levensduur, herstelbaarheid, gezonde recycling van materialen en componenten, enz.). De andere aangekondigde initiatieven hebben betrekking op specifieke uitdagingen van bepaalde productcategorieën:

- een nieuw regelgevend kader voor batterijen;
- nieuwe strategieën voor textiel en bouwmaterialen;
- beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur;
- essentiële eisen inzake verpakkingen, met name met het oog op het verminderen van verpakkingen, oververpakkingen en verpakkingsafval;
- verplichte eisen voor het gehalte aan kunststofmateriaal in bepaalde producten, enz.

Wat mijn bevoegdheden betreft, zal het federaal actieplan voor een circulaire economie volgende zaken harnemen:

- De richtlijn betreffende kunststoffen voor eenmalig gebruik op ambitieuze wijze en in de mate van het mogelijke omzetten;
- Elke mededeling van de producenten waarin wordt bevestigd dat een product een bepaald percentage veilig gerecycleerd materiaal bevat, kaderen (via een betrouwbaar certificatiesysteem);

- Définir une stratégie de politique en matière de substitution des substances chimiques dangereuses (REACH) en vue de permettre un recyclage sain des matériaux (directive déchets);

- Introduire, via un affichage, un indice de réparabilité des produits;

- Sur base des décisions du dernier conseil EU, mobiliser le potentiel de la digitalisation pour récolter de l'information sur les produits et assurer le traçage de cette information tout le long de chaîne d'approvisionnement. À cette fin, une étude sera lancée. Les résultats de cette étude permettront d'alimenter les futurs débats européens sur le passeport produit;

- Lancer des marchés publics pilotes innovants dans le domaine de l'économie circulaire, qui s'appuient par exemple sur des systèmes de produits-services.

Mobilité durable et intelligente

Il va sans dire que la note de politique du ministre chargé de la mobilité y apporte une contribution importante.

Les négociations européennes sur les stratégies «Biodiversité», «De la ferme à la table» et «Forêts» sont au cœur du *Green Deal*. J'assurerai que les concertations nécessaires se fassent pour que la Belgique défende des positions ambitieuses qui répondent de manière cohérente aux différents enjeux qui se rejoignent en matière de santé, de climat, de biodiversité et de soutien à nos agriculteurs dans le cadre d'une transition des systèmes alimentaires dont des éléments se retrouvent dans ces stratégies. (Voir plus haut).

Préservation et protection de la biodiversité

En mai 2020, la Commission européenne a publié une ambitieuse stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2030. Celle-ci définit également les contours ambitieux de l'UE pour les négociations internationales du futur cadre mondial de la biodiversité. Cette ambition a été confirmée par les conclusions du Conseil adoptées à ce sujet en octobre 2020, qui ancrent des éléments concrets importants, comme l'extension au niveau de l'UE des aires juridiquement protégées terrestres et maritimes à 30 % pour les deux, dont 10 % de stricte protection ainsi que pour toutes les forêts primaires et anciennes restantes, l'inversion effective du déclin des pollinisateurs, la réduction tant du risque que de l'utilisation de pesticides chimiques de 50 % (avec une interdiction totale dans les zones sensibles telles que les espaces verts urbains) ainsi que 50 % de l'utilisation de

- Een beleidsstrategie inzake de vervanging van gevaarlijke chemische stoffen (REACH) vaststellen met het oog op een goede materiaalrecycling (afvalstoffenrichtlijn);

- Via een beeldscherm een herstelbaarheidsindex van de producten invoeren;

- Op basis van de besluiten van de laatste EU-Raad het potentieel van de digitalisering benutten om informatie over de producten te verzamelen en ervoor te zorgen dat deze informatie in de hele toeleveringsketen kan worden getraceerd. Hiervoor wordt een onderzoek opgestart. De resultaten van dit onderzoek worden meegenomen in het toekomstige Europese debat over het productpaspoort;

- Innovatieve proefaanbestedingen op het gebied van de circulaire economie lanceren, bijvoorbeeld op basis van product-servicesystemen.

Intelligente en duurzame mobiliteit

Het spreekt vanzelf dat de beleidsnota van de minister bevoegd voor mobiliteit hier een belangrijke bijdrage aan levert.

De Europese onderhandelingen over de "Biodiversiteit"-, "Van boer tot bord"- en "Bossen"-strategieën staan centraal in de "*Green Deal*". Ik zal ervoor zorgen dat het nodige overleg plaatsvindt, zodat België ambitieuze standpunten verdedigt die een coherent antwoord bieden op de verschillende onderling verbonden uitdagingen op het gebied van gezondheid, klimaat, biodiversiteit en steun aan onze landbouwers, in het kader van een transitie van de voedselsystemen waarin elementen van deze strategieën zitten. (Zie hoger).

Behoud en bescherming van de biodiversiteit

In mei 2020 publiceerde de Europese Commissie een ambitieuze EU Biodiversiteitsstrategie voor 2030. Hiermee worden ook de ambitieuze krijtlijnen van de EU uitgezet voor de internationale onderhandelingen van het toekomstige mondiale biodiversiteitskader. Deze ambitie werd bevestigd door de Raadsconclusies die hier in oktober 2020 over aangenomen werden en waarin belangrijke concrete elementen verankerd zitten, zoals de uitbreiding op EU-niveau van de wettelijk beschermde gebieden op land en in zee tot 30 % voor beiden, waarvan 10 % strikte bescherming evenals voor alle resterende primaire en oude bossen, de effectieve ombuiging van de achteruitgang van bestuivers, de daling van zowel het risico als het gebruik van chemische pesticiden met 50 % (met een totaalverbod in kwetsbare gebieden zoals stedelijke groene gebieden)

pesticides dangereux, la valorisation des caractéristiques paysagères d'une grande diversité à au moins 10 % de l'arsenal agricole et au moins 25 % de cet arsenal pour l'agriculture biologique (y compris l'augmentation significative des pratiques agroécologiques), la plantation de trois milliards de nouveaux arbres dans l'UE dans le plein respect des principes écologiques, la restauration d'au moins 25000 km de rivières à écoulement libre, la diminution de 50 % du nombre d'espèces menacées par les espèces exotiques envahissantes et une diminution de 50 % de la perte de nutriments provenant des engrais, ce qui devrait également mener à une réduction de l'utilisation d'engrais de minimum 20 %.

En outre, les villes de 20 000 habitants ou plus doivent fournir un plan ambitieux de verdurisation urbaine, les impacts négatifs sur les espèces et les habitats vulnérables, y compris sur les fonds marins du fait de la pêche et des activités extractives, doivent être considérablement réduits, un bon état écologique doit être atteint et les prises accessoires d'espèces doivent être éliminées ou limitées à un niveau permettant leur rétablissement et leur conservation.

Et, faisant suite à une évaluation d'impact, des objectifs européens juridiquement contraignants de restauration de la nature seront proposés en 2021 afin que d'ici 2030, de vastes zones d'écosystèmes dégradés et riches en carbone soient restaurées et qu'au moins 30 % des habitats et des espèces se trouvent dans un état de conservation favorable ou au moins présenteront une tendance positive.

Je mettrai tout en œuvre, en étroite coopération avec les régions, pour la contribution efficace, substantielle et opportune de la Belgique à la mise en œuvre de cette stratégie de protection et de restauration de la biodiversité du *Green Deal*, ainsi que pour une voix belge forte dans les négociations internationales concernant l'endroit où les points clés se mobilisent et utilisent efficacement des ressources, le principe de "ne pas nuire" et le principe de précaution, et l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs et domaines politiques pertinents, y compris dans la politique climatique, notamment par le biais de solutions fondées sur la nature.

Tendre vers le "zéro pollution" pour un environnement sans substances toxiques.

Stratégie EU de durabilité des produits chimiques

Une position belge ambitieuse sera défendue afin que la Stratégie de durabilité pour les produits chimiques, en tant que premier pas vers l'ambition "zéro pollution"

evenals 50 % van het gebruik van gevaarlijke pesticiden, het opkrikken van landschapselementen met grote diversiteit tot minstens 10 % van het landbouwersenaal en minstens 25 % van dit arsenaal voor biologische landbouw gebruiken (inclusief de aanzienlijke toename van agro-ecologische praktijken), de aanplanting van drie miljard nieuwe bomen in de EU met volledige inachtneming van de ecologische beginselen, de herstelling van ten minste 25 000 km vrij stromende rivieren, de daling met 50 % van het aantal soorten dat door invasieve uitheemse soorten wordt bedreigd, de daling van het verlies van nutriënten uit meststoffen met 50 %, hetgeen tevens tot een vermindering van het gebruik van meststoffen met ten minste 20 % dient te leiden.

Verder dienen steden met 20 000 inwoners of meer een ambitieus plan voor stedelijke vergroening te voorzien, moeten de negatieve gevolgen voor kwetsbare soorten en habitats, onder meer op de zeebodem als gevolg van visserij en winningsactiviteiten aanzienlijk verkleind zijn, dient een goede milieutoestand bereikt te worden, en moet de bijvangst van soorten geëlimineerd of beperkt worden tot een niveau dat het herstel en de instandhouding ervan mogelijk maakt.

Er zullen in 2021, na een effectbeoordeling, juridisch bindende EU-doelstellingen voor natuurherstel voorgesteld worden zodat tegen 2030 grote gebieden van aangetaste en koolstofrijke ecosystemen hersteld zijn en ten minste 30 % van habitats en soorten in een gunstige staat van instandhouding verkeren of ten minste een positieve trend vertonen.

Ik zal me, in nauwe samenwerking met de regio's, ten volle inspannen voor de effectieve, substantiële en tijdige bijdrage van België aan de implementatie van deze strategie, de bescherming en het herstel van de biodiversiteit uit de *Green Deal*, evenals voor een sterke Belgische stem in de internationale onderhandelingen ter zake waar belangrijke punten het mobiliseren en efficiënt gebruiken van middelen, het "do no harm" en voorzorgsprincipe, en het integreren van biodiversiteit in alle relevante sectoren en beleidsdomeinen, inclusief in het klimaatbeleid onder meer via natuur-gebaseerde oplossingen.

Naar "nulvervuiling" voor een milieu zonder giftige stoffen

Duurzaamheidsstrategie van de EU voor chemische stoffen

Er wordt een ambitieus Belgisch standpunt verdedigd zodat de duurzaamheidsstrategie voor chemicaliën, als eerste stap naar de "nulvervuiling"-ambitie in het kader

dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, constitue un véritable vecteur de la relance post-COVID promouvant une chimie durable, basée sur les principes de la chimie verte. C'est pourquoi nos services prépareront et coordonneront des positions fortes et ambitieuses, notamment dans les thèmes suivants (identifiés comme prioritaires):

- la priorité donnée aux actions réglementaires assurant aux autorités compétentes de disposer d'informations robustes et qualitatives provenant des entreprises afin de garantir une gestion efficace et rationnelle des produits chimiques;

- l'identification transversale des perturbateurs endocriniens au sein des législations sectorielles concernées;

- les révisions envisagées du règlement REACH, notamment pour permettre la gestion des nouveaux risques émergents identifiés;

- la promotion de l'innovation, la substitution et le principe du "*safe and sustainable-by-design*" pour les substances, les mélanges, les matériaux et les produits en lien également avec l'initiative pour des produits durables;

- la définition de la notion d'"usage essentiel", notamment dans le cadre de la gestion des risques liés aux substances préoccupantes;

- la prise en compte des effets combinés et agrégés des produits chimiques au sein des législations transversales et sectorielles;

- le développement d'une stratégie européenne pour la gestion des substances perfluorées;

- l'interdiction de la production en vue de leur exportation hors Europe des substances chimiques interdites au sein de l'Union pour protéger la santé et/ou l'environnement.

Notre attention se portera aussi sur les stratégies et plans d'action européens portant notamment sur l'agriculture et l'alimentation, l'économie circulaire, les produits et la biodiversité pour assurer la cohérence avec une politique chimique ambitieuse.

Intégration de la durabilité dans toutes les politiques de l'UE

J'initierai avec l'appui de mes collègues des chantiers transversaux notamment en matière de durabilité. Je voudrais ici citer comme exemple celui de la durabilité de nos filières d'importations au vu des

van de *Green Deal* voor Europa, een echte motor vormt van het post-COVID herstel dat duurzame chemie bevordert, gebaseerd op de beginselen van groene chemie. Daarom worden met onze diensten sterke en ambitieuze standpunten voorbereid en gecoördineerd, met name in de volgende thema's (die als prioritair zijn aangeduid):

- prioriteit aan regelgevingen die ervoor zorgen dat de bevoegde instanties over degelijke en kwalitatieve informatie van de bedrijven beschikken, om een doeltreffend en deugdelijk beheer van de chemische stoffen te waarborgen;

- de transversale identificatie van hormoonverstorende stoffen binnen de relevante sectorale wetgeving;

- de geplande herzieningen van de REACH-verordening, met name om nieuw geïdentificeerde opkomende risico's te kunnen vaststellen;

- de bevordering van innovatie, substitutie en het beginsel van "*safe and sustainable-by-design*" voor stoffen, mengsels, materialen en producten, ook in verband met het initiatief voor duurzame producten;

- de definitie van het begrip "essentieel gebruik", met name in het kader van het risicobeheer van tot bezorgdheid aanleiding gevende stoffen;

- rekening houden met de gecombineerde en geaggregeerde effecten van chemische stoffen in de transversale en sectorale wetgeving;

- een Europese strategie voor het beheer van geperfluoreerde stoffen ontwikkelen;

- de productie voor export buiten Europa van chemische stoffen die binnen de Unie verboden zijn ter bescherming van de gezondheid en/of het milieu, verbieden.

Onze aandacht gaat ook uit naar Europese strategieën en actieplannen op het gebied van landbouw en voeding, circulaire economie, producten en biodiversiteit om te zorgen voor samenhang met een ambitieus chemicaliënbeleid.

Integratie van de duurzaamheid in alle EU-beleidslijnen

Ik zal met de steun van mijn collega's transversale werkterreinen opstarten, met name op het gebied van duurzaamheid. Ik wil hier bij wijze van voorbeeld de duurzaamheid van onze importkanalen noemen, in het

développements européens en cours sur la déforestation importée et sur un mécanisme de due diligence, et des implications que ce type de chantier a en matière d'accords commerciaux, d'actions diplomatiques, de partenariats avec nos entreprises et de résultats concrets pour répondre à différents Objectifs de Développement Durable.

Ce chantier amènera à mettre en place une TASK FORCE qui préparera des mesures concrètes, dont des partenariats public-privés ambitieux, la proposition que la Belgique adhère à l'Amsterdam Declaration Partnership dans lequel se retrouve déjà la majorité des pays par lesquels transitent les commodités alimentaires au sein de l'Union européenne et un rapprochement avec les pays BENELUX dont la Belgique assure la Présidence en 2021.

L'UE en tant que leader mondial

Il va sans dire que la note de politique du Premier ministre et la ministre chargée des affaires étrangères y apporte une contribution importante.

Travailler ensemble – un pacte européen pour le climat

Il va sans dire que cette section doit être lue conjointement avec le chapitre "Climat" plus haut dans le document de politique.

Leave no one behind

Personne ne doit rester sur le bord du chemin.

De même que la Commission européenne entend veiller à ne laisser personne de côté, j'adopterai une approche de transition juste dans la politique écologique que je mènerai. De nombreux secteurs d'activités seront amenés à subir des restructurations et un impact important se fera indéniablement ressentir sur l'industrie et sur des millions de travailleurs. Mais dans le même temps, la transition écologique est aussi source de nouveaux secteurs d'emploi et de diversification économique. J'aurai l'ambition de lier ces deux tendances pour garantir une justice sociale qui soit articulée à la justice environnementale et pour que protection de l'environnement et protection sociale se renforcent mutuellement.

Le défi climatique est une opportunité de renforcer la cohésion sociale, d'améliorer la vie des citoyens et de relancer l'économie. Cette transition doit se fonder sur une large concertation. Dans cette optique, la Belgique organisera une conférence internationale sur une juste transition destinée à aborder les défis en matière d'emploi,

licht van de huidige Europese ontwikkelingen op het gebied van geïmporteerde ontbossing en van een due-diligenciemechanisme, en de implicaties van dit soort werkterreinen op het gebied van handelsovereenkomsten, diplomatieke acties, partnerschappen met onze bedrijven en concrete resultaten om aan de verschillende doelstellingen voor duurzame ontwikkeling te voldoen.

In het kader van deze werkterreinen zal een TASK FORCE worden opgezet, die concrete maatregelen voorbereidt, waaronder ambitieuze publiek-private partnerschappen, het voorstel dat België zich aansluit bij het Amsterdam Declaration Partnership, waarin de meeste landen waarlangs levensmiddelen binnen de Europese Unie worden doorgevoerd, zich al bevinden, en een toenadering tot de BENELUX-landen waarvan België in 2021 het voorzitterschap bekleedt.

De EU als wereldleider

Het spreekt vanzelf dat de beleidsnota van de Eerste minister en de minister bevoegd voor buitenlandse zaken hier een belangrijke bijdrage aan levert.

Samenwerken – een Europees klimaatpact

Het spreekt vanzelf dat dit onderdeel samen gelezen moet worden met het hoofdstuk "Klimaat" hoger op in de beleidsnota.

Leave no one behind

Niemand mag achtergelaten worden.

Naar het voorbeeld van de Europese Commissie, die niemand achterwege wil laten, zal ik een ecologisch beleid voeren vanuit een benadering van rechtvaardige transitie. Talrijke activiteitssectoren zullen herstructureringen ondergaan en het kan niet worden ontkend dat dit een zware impact zal hebben op het bedrijfsleven en op miljoenen werknemers. Daartegenover is de ecologische transitie ook een bron van nieuwe werkgelegenheidssectoren en van economische diversificatie. Het wordt mijn ambitie om die twee tendensen aan elkaar te koppelen om een sociale rechtvaardigheid te garanderen in combinatie met de milieurechtvaardigheid en om de bescherming van het leefmilieu en de sociale bescherming elkaar wederzijds te laten versterken.

De klimaatuitdaging biedt de gelegenheid om de sociale cohesie te versterken, om het leven van de burgers te verbeteren en om de economie nieuw leven in te blazen. Die omslag moet op breed overleg gestoeld zijn. In dat perspectief zal België een internationale conferentie over de rechtvaardige transitie organiseren waarop de

de politique sociale, de requalification et d'économie. Dans un premier temps, je souhaite que cette concertation se déroule dans la cadre d'une conférence nationale qui associe largement la société civile, instituts de recherche et différents secteurs sociaux.

*La ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,*

Zakia KHATTABI

uitdagingen inzake werkgelegenheid, sociaal beleid, herscholing en economie zouden worden besproken. In een eerste fase wil ik dat dit overleg wordt gevoerd in het kader van een nationale conferentie waarbij in ruime mate het middenveld, de onderzoeksinstituten en verschillende sociale sectoren worden betrokken.

*De minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,*

Zakia KHATTABI